

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°38 • 4 EUROS • NOV. 13

**AUTO-
POMPIE**

L'EMPRISE
TECHNOLOGIQUE

CONTRE

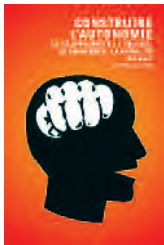
FÉMINISME

**AUTO-
POMPIE**



Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL



LIVRE CONSTRUIRE L'AUTONOMIE

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment les dossiers des numéros 17, 22, 25 et 27.

LIVRE DIVERTIR POUR DOMINER

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.

4 PAGES

Des textes sur le travail, le patriarcat, l'écologie, la technologie...

POUR LES COMMANDES

voir le bulletin d'abonnement (page 3)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » – au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques – pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale**, **précarité économique**, **patriarcat**, **hétérosexisme**, **tyrannie technologique**, **racisme**, **massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagements, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération.

Nous voulons construire une **société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.

POUR CONTACTER L'OLS

OLS c/o Mille Bâbords,
61, rue Consolat
13001 Marseille
ols@no-log.org

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61, rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net
Paris
21^{ter}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouse@riseup.net

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (à Paris)
Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30 en alternance avec **Les amis d'Orwell**.

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>



OFFENSIVE N°37

mars 13 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
(IM)MOBILISATION GÉNÉRALE!



OFFENSIVE N°36

déc. 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
RUSSIE, DU ROUGE AU NOIR



OFFENSIVE N°35

sept. 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
PROLÉTARIAT, AFFAIRE CLASSÉE?



OFFENSIVE N°34

juin 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
L'INFO EN LUTTE

N°33 **ART, LA FABRIQUE DU SOCIAL**

N°32 **LIBÉRATION SEXUELLE?**

N°31 **LA CONTRE-RÉVOLUTION INFORMATIQUE**

N°30 **LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE**

N°29 **SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER**

N°28 **AVANT LA RÉVOLUTION**

N°27 **PRÉCARITÉ POURQUOI?**

N°26 **EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE**

N°25 **TRAVAIL : QUEL SENS? [ÉPUISÉ]**

N°24 **NATURE ET ANIMALITÉ**

N°23 **CONSTRUIRE L'ANARCHIE**

N°22 **RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]**

N°21 **L'INDUSTRIE DE LA PUNITION**

N°20 **TANT QU'ON A LA SANTÉ!**

N°18 **SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!**

N°19 **FOUTEZ-NOUS LA PAIX!**

N°17 **UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]**

N°16 **PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]**

N°15 **AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]**

N°14 **L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]**

N°13 **RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI**

N°12 **INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL**

N°11 **ON HAIT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]**

N°10 **L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]**

N°9 **CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]**

N°8 **LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]**

N°7 **GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES**

N°6 **HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]**

N°5 **AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]**

N°4 **GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]**

N°3 **L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]**

N°2 **LA GRÈVE À RÉINVENTER**

N°1 **POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]**

Édité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB**, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication
Nicolas Sergy
Commission paritaire
1111 P 11461
ISSN 1771-1037

Diffusion
Hobo diffusion
contact@hobo-diffusion.com
www.hobo-diffusion.com

Distribution
Makassar
Tél. : 01 40 33 69 69
contact@makassar-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo-« neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Universités, une autre guerre en cours 6-7

Troubles dans le monde de l'autisme 8-9

Ghana, poubelle électronique de l'Occident 10-11

Histoire

Occuper les usines 12-13

En lutte

Pour un chauffage urbain juste et solidaire! 14

DOSSIERS

L'emprise technologique

S'adapter ou lutter 16-17

Anti-industriels, rapport d'étape 18-19

Cassez vos écrans! 20

Féminisme

En avoir ou pas 22-23

Genre, l'expression du patriarcat 24-26

A la croisée des systèmes de domination 27

Autonomie contre autonomie

A la recherche de l'autonomie 28-32

L'autonomie comme table rase 33

L'éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers 34-35

Do-It-Yourself, de Castoriadis à Castorama 36-37

Horizons

Aux Etats-unis, un réseau contre le gaz de schiste 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Exils. Mémoire de la révolution espagnole 42-45

Alternatives

Cirque de femmes 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants-ciné 51

Édito

VOILÀ UN ÉDITO qui ne ressemble pas à un édito. Au-delà du décalage de quelques semaines concernant la parution de ce numéro et alors qu'Offensive aurait pu fêter ses dix ans, nous avons décidé de faire une pause!

La revue Offensive a toujours été pensée comme un outil politique au service des luttes et en lien avec les activités, les champs d'action et de réflexion de l'OLS, organisation politique de la constellation libertaire. Cette articulation nous oblige à nous questionner en permanence sur la pertinence d'une publication. Si les choix éditoriaux qui ont été faits ont toujours permis d'avoir du recul et de l'analyse, il n'en reste pas moins que nous sommes aussi souvent pris-e-s dans des logiques de rentabilité, de rythmes et de délais. C'est pourquoi, au vu des différentes questions qui ont émergé et qui traversent l'OLS ces derniers temps, même si nous tenons beaucoup à cette revue, nous avons décidé d'en suspendre la parution et de mettre à profit ce temps pour réfléchir, débattre, faire le point sans pression de planning de sortie, d'écriture, de choix de dossier, etc. Nous nous sommes donné-e-s une année maximum pour réfléchir à la place de l'OLS et d'Offensive dans le paysage politique et militant actuel. La pause s'est avérée nécessaire dans l'état actuel des choses et nous espérons que ce temps de réflexion sera bénéfique pour affiner nos analyses politiques, redéfinir les orientations de nos combats et de nos luttes et rendre encore plus pertinentes nos interventions dans le champ social et politique. Et donc de pouvoir relancer la revue inspiré-e-s et renforcé-e-s par tout ceci. Nous ne savons pas encore comment ni sous quelle forme Offensive continuera. Toujours est-il que vous pouvez mettre à profit ce temps pour découvrir d'autres publications, mais aussi pour nous envoyer des remarques sur Offensive : ce que vous apporte ce journal, ce qui vous énerve, ce qui manque... Nous profitons aussi de ce court texte pour remercier tous ceux et celles qui ont permis à Offensive d'exister hier, qui le portent aujourd'hui et qui le soutiendront demain : lecteurs, lectrices, auteur-e-s, libraires, abonné-e-s...

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)
chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> N° 13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N° 30 Luttés de libération nationale (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 18 Spécial 68, Mai encore! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 19 Foutez-nous la paix! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 32 Libération sexuelle? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 20 Tant qu'on a la santé! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 33 Art, la fabrique du social (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 21 L'industrie de la punition (5€) | <input type="checkbox"/> N° 34 L'info en lutte(s)! (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 23 Construire l'anarchie (5€) | <input type="checkbox"/> N° 35 Proletariat, affaire classée? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 24 Nature et animalité (5€) | <input type="checkbox"/> N° 36 Russie: du rouge au noir (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 25 Travail: quel sens? (5€) | <input type="checkbox"/> N° 37 (Im)mobilisation générale! (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 26 En finir avec la Françafrique (4€) | <input type="checkbox"/> LIVRE Divertir pour dominer (13€) |
| <input type="checkbox"/> N° 27 Précarité pourquoi? (4€) | <input type="checkbox"/> LIVRE Construire l'autonomie (14€) |
| <input type="checkbox"/> N° 28 Avant la révolution (4€) | |
| <input type="checkbox"/> N° 29 Savoirs pour s'émanciper (4€) | |

JE SOUHAITE RECEVOIR DES 4 PAGES DE L'OLS POUR DIFFUSION (gratuit)

10 ex. 40 ex. 80 ex.



NON À L'EXPULSION ET, L'ENFERMEMENT DES ÉTRANGERS

MARS 2011, une révolte collective des retenus du Centre de Rétenion du Canet (Marseille) provoque l'incendie du bâtiment et la fermeture du centre pendant deux mois. Deux retenus désignés comme bouc-émissaires comparaitront le 26 novembre prochain. Appel à rassemblement (à 14h devant le TGI de Marseille) et soutien.

Contact : soutien6cra@riseup.net



ILLUSTRATION
ŒUVRE DE
LAURENT JACQUA,
ANCIEN PRISONNIER
LONGUE PEINE,
AUTEUR DE LA
GUILLOTINE
CARCÉRALE.

ÉCRAN TOTAL

LES 4,5 ET 6 OCTOBRE DERNIERS s'est tenu à Montreuil une rencontre qui a réuni des bergers, des travailleurs du livre, des travailleurs sociaux, des psychologues et psychiatres, des menuisiers, des médecins, des professeurs et instituteurs, etc., autour d'une réflexion commune : comment s'unir pour refuser les incessantes compromissions qu'on nous demande de faire avec l'informatique ?

Les refus de pucer des bêtes, de participer à l'enregistrement informatique de l'intimité des personnes, ou de donner une forme numérique à un livre, peuvent apparaître éloignés les uns des autres. Ils renvoient pourtant à une même logique de déploiement de l'informatique, à des fins gestionnaires, qui touche de nombreux métiers. Une nouvelle rencontre se déroulera en février 2014 à Lyon.

Contact : ecrantotal@riseup.net

L'ÉVASION OU LA MORT

LE 15 FÉVRIER 2009, Christophe Khider et Omar el Hadj Top s'évadaient de la prison de Moulins-Yzeure, dans l'Allier. Après trente-six heures de cavale, la police arrêta Omar et Christophe. Le procès de cette évasion s'est tenu du 2 au 19 avril 2013 devant la cour d'assises de Lyon. Christophe et Omar étaient inculpés pour évasion, mais Christophe comparait également pour tentative de meurtre sur deux surveillants (ces charges ont été abandonnées). Trois autres personnes, Sylvie, Nadia et Eugène comparaissaient pour complicité d'évasion. Les prévenu-e-s, en ordre dis-

persé, ont tenté de dénoncer l'univers carcéral et le système judiciaire. L'Administration pénitentiaire et l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) ont voulu faire des deux évadés des monstres et vanter l'humanité de la prison. Les prisonnier-e-s condamné-e-s à de longues peines n'ont pourtant d'autre choix que la mort lente ou l'évasion. Verdict : 5 ans pour Sylvie, Nadia et Eugène, 15 ans pour Omar et Christophe. Tout ça pour une évasion qui n'a pas fait de blessé, à part Christophe... Pour un récit détaillé du procès, lire le n° 35 de L'Envolée (avril 2013).



PRATIQUER L'AUTODÉFENSE FÉMINISTE

DEUX STRUCTURES, l'Association de santé solidaire et prévention des agressions (Grenoble) et la Trousse à outils (Nantes) montent une formation d'instructrices d'autodéfense féministe, selon la méthode action/riposte enseignée par le Centre de prévention des agressions de Montréal.

L'autodéfense féministe accessible à toutes indépendamment de l'âge et de la condition physique permet d'acquérir des moyens de se défendre, de prévenir la violence quelle que soit sa forme (verbale, psychologique, physique, sexuelle), de prendre conscience de sa force et de (re)prendre confiance en soi. La tenue de cette formation qui regroupera sept personnes de villes différentes dépend de la venue des formatrices de Montréal, ce qui implique un coût de plusieurs milliers d'euros. Diverses démarches sont en cours pour rassembler cette somme : dons, soirées de soutien, subventions... ce qui permettra également que l'argent ne soit pas une barrière pour participer à cette formation.

Contact : La Trousse à outils, espace Simone-de-Beauvoir, 25 quai de Versailles, 44000 Nantes
la-trousse-a-outils@herbesfolles.org | riposte@pimienta.org
soutien (chèque à l'ordre de La Trousse à outils)

CAMPAGNE CONTRE LE VIOL À SAINT-DENIS

La Coordination des groupes anarchistes et Alternative libertaire mènent ensemble une campagne contre le viol à Saint-Denis, en direction des collégien-ne-s, lycéen-ne-s principalement. Les enjeux sont multiples : visibiliser et dénoncer l'existence des agressions sexuelles en affichant sur les murs des messages pour prendre confiance en soi... « le viol, c'est la faute du violeur, jamais la tienne », « même si c'est ton copain, si tu dis non, c'est non » ; susciter la discussion en allant à la rencontre des lycéen-ne-s avec des tracts spécifiques « garçons »/« filles » démontant les discours dominants sur le viol et indiquant les ressources disponibles (comme le Planning familial), défendre et encourager la solidarité et l'entraide entre femmes contre les violences patriarcales.

DES POILS ET DES PAILLETTES

QUEEN KONG est un nouveau collectif féministe non mixte, formé en novembre à Toulouse, pour créer de nouvelles forces, des espaces de discussion et d'action féministes. Il a choisi une non-mixité entre personnes ayant ou ayant eu un vécu de femme. Le fonctionnement du collectif est fondé sur la bienveillance, considéré comme un positionnement permettant aux participantes de se renforcer mutuellement.

Pour plus d'infos : queenkong@riseup.net



DITES « 33 » !

LES LOCAUX des 33, rue des Vignoles, à Paris, sont un lieu incontournable et historique de l'anarchisme. Depuis 1970, le syndicat anarcho-syndicaliste CNT (Confédération nationale du travail) occupe les lieux. Mais cette occupation est actuellement remise en cause par la mairie. Des travaux de rénovation (très coûteux) doivent être entrepris. Ainsi, pour continuer l'aventure, une campagne de souscription mensuelle pour la défense et la rénovation des locaux de la CNT est organisée.



MARSEILLE LE CARNAVAL DE LA PLAINE SOUS PRESSION

LA POLICE ASSASSINE



DANS LA NUIT du 13 au 14 février, Yassin se fait tirer dessus dans une épicerie de Marseille par un policier qui n'était pas en service. Il mourra peu après des suites de ses blessures. Un mois plus tard, le 28 mars, c'est à Montigny-en-Gohelle (62) que Lahoucine, 26 ans, meurt devant chez lui après avoir reçu cinq balles de policiers

venus l'arrêter. Pendant ce temps, Amal Bentounsi, qui anime le collectif « Notre police assassine », présente à la marche organisée par les proches de Lahoucine, est poursuivie pour « diffamation envers une institution représentant l'autorité publique ». À visiter, le site du réseau « Résistons ensemble » :

<http://resistons.lautre.net>

DEPUIS DOUZE ANS, les quartiers de la Plaine et de Noailles organisent un carnaval indépendant. Le Caramentran, hydre à trois têtes, symbolisait cette année tout à la fois la société du fric, des flics et des bobos, qui grignote la ville. Ô surprise donc, ce 17 mars, quand nous constatâmes que le lieu de rendez-vous était totalement cerné par une vingtaine de policiers de la brigade anticriminalité, protégés par une compagnie entière de CRS en tenue antiémeute... Bravant l'interdiction de défilé, dans un appréciable mouvement de défiance collective qui fera date dans nos quartiers, la foule s'élança, tandis que la flicaille multiplia les provocations tout au long du cortège, tentant de faire dégénérer cette fête populaire. Leur « Capitale de la culture » marche main dans la main avec le délire sécuritaire, alors que notre charivari véhicule bien plus de cultures partagées que tous les produits estampillés MP2013 qu'ils veulent nous faire avaler, à nos frais. Non mais c'est qui les guignols ? Vive le carnaval 2014 !

contre le projet de relance de

Q'A51

Une autoroute entre Grenoble, Gap et Sisteron ! Ce vieux projet enterré depuis plusieurs années ressort aujourd'hui des cartons sous l'impulsion de quelques notables locaux. Pour en finir avec le mythe de la vitesse, pour repenser nos mobilités et sauvegarder la vie de nos territoires, il est toujours important de lutter car nous n'avons pas besoin d'autoroutes, ni ici ni ailleurs ! Un collectif s'est constitué contre ce projet destructeur et inutile.

Plus d'infos : <http://stopA51.org>

AVIGNON FACE À LA LEO, SEMONS LE FLEO

SUITE À LA MANIF du 27 avril initiée par le collectif LEOpart pour la préservation de la ceinture verte au sud d'Avignon, quelques personnes ont décidé d'occuper les terres pour les défendre corps et âme. Ils et elles protestent contre un projet autoroutier nommé LEO (liaison est-ouest). Pour elles et eux, le combat est évident. Ils et elles comptent défendre les terres d'Avignon, mais pas seulement ! Ils et elles sont aussi là pour défendre la Terre, celle qu'on urbanise au nom de notre soi-disant bien-être, mais en réalité imposées par un système financier dévastateur. Ces terres fertiles ont offert d'excellentes récoltes à nos parents, grands-parents et leurs aïeux... Leur proximité a été au cours des siècles une garantie d'autonomie alimentaire pour la ville toute proche.

Contact : leopart@riseup.net
<https://leopart.noblogs.org>



4 MOIS DE GRÈVE À PSA

LE 17 MAI, en assemblée générale, les salarié-e-s de PSA Aulnay ont voté la suspension de la grève qui durait depuis le 16 janvier. Les manifestations, les occupations d'usine, les actions directes contre la direction et le Medef, les rencontres avec d'autres salarié-e-s en lutte, la rédaction d'un journal de grève ainsi que l'organisation du quotidien des grévistes, ont permis de nourrir la dynamique des résistances face à la crise et aux restructurations au nom de l'austérité. La grève de PSA a aussi permis de visibiliser les rouages du système PSA : discipline industrielle, paternalisme autoritaire, gestion coloniale de la main-d'œuvre, répression des syndicats et criminalisation des militant-e-s main dans la main avec le gouvernement. Le mouvement a permis quelques conquêtes importantes, malgré les difficultés à s'élargir dans l'ensemble du groupe et de la filière automobile. Il a aussi permis aux salarié-e-s en lutte de se battre fièrement et collectivement pour leurs conditions d'existence.

En savoir plus : <http://cgt-psa-aulnay.fr>



LABORDAGE, REVUE CRITIQUE DE L'ÂGISME

UNE REVUE qui décortique l'âgisme, ça ne nous tombe pas sous la main tous les jours. S'il y a un mode de discrimination arbitraire qui structure notre société de part en part depuis deux siècles, et qui n'est jamais mis à jour, c'est bien celui-ci ! Affaire à suivre...

labordage@poivron.org
14 rue Creuzet, 69007 Lyon

en bref

QUE L'UNIVERSITÉ SOIT EN BUTTE AUX ATTAQUES DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE, ON LE DIT SOUVENT. MAIS QU'IL S'Y MÈNE AUSSI UNE AUTRE GUERRE, CELLE DE LA TECHNOSCIENCE CONTRE LES « HUMANITÉS », TEL EST L'AUTRE PROBLÈME CRUCIAL À L'HEURE ACTUELLE.

Universités

une autre guerre en cours

POUR LE MEILLEUR et pour le pire, cela fait plusieurs siècles que le développement des savoirs liés à l'être humain, à sa culture et à sa vie en société, est lié à l'institution universitaire. C'est au sein de cette institution que se sont élaborées bon nombre des idéologies qui ont légitimé le pouvoir des classes dominantes, mais c'est aussi dans ce cadre qu'à l'ère moderne et contemporaine un certain nombre de penseurs et de militants politiques ont pu acquérir des outils intellectuels propres à démonter les mécanismes de l'aliénation. Aujourd'hui, alors que l'autre grand foyer moderne de production d'un discours critique sur le monde (le mouvement ouvrier révolutionnaire, par ses pratiques d'autodidaxie et d'éducation populaire) s'est décomposé et ne subsiste plus qu'à l'état de minorité, l'université reste quasiment le seul espace au sein duquel s'effectuent, certes de manière spécialisée et hiérarchisée mais à une large échelle, la construction et la transmission d'un savoir organisé, méthodique, sur l'être humain et sur la société. Mais dans quelles conditions, et pour combien de temps encore ?

Depuis la fin des années 1990, on parle souvent des phénomènes qui perturbent le fonctionnement classique du système universitaire : réductions des postes d'enseignants, hausse des tarifs d'inscription, et plus généralement soumission grandissante de l'institution aux normes néolibérales. Mais deux phénomènes plus insidieux décomposent actuellement, et de manière tout aussi efficace, ce qui restait des « humanités » dans le système universitaire actuel : d'une part la réduction de ces dernières à des « sciences » conçues sur le modèle des sciences objectives (physique, biologie, mathématiques, etc.), d'autre part l'accusation d'inutilité qui leur est constamment adressée.

L'IMPÉRIALISME DES SCIENCES OBJECTIVES

Par rapport à la suprématie des sciences objectives (les « sciences dures »), abondamment pourvues en moyens financiers, rien ne traduit mieux la condition dominée des savoirs liés à la société et à la culture que les réductions drastiques de budget dont sont affectés depuis plus de vingt ans la plupart des centres de recherche en littérature, histoire, philosophie, etc. Les voyages des universitaires pour rencontrer leurs collègues, présenter le résultat de leurs réflexions ou mener des recherches sur le terrain ne sont plus pris en charge par leurs institutions. Les revues de recherche spécialisées disparaissent les unes après les autres, ou se voient contraintes de se transférer sur Internet (ce qui tend à propager un mode de lecture superficiel et parcellaire, « en diagonale » et par recherche de mots clés – contraire donc aux exigences de l'apprentissage patient et du raisonnement logique qui sont propres aux humanités)².



Les achats de matériel eux-mêmes sont contingentés, et l'on rencontre souvent le cas de laboratoires de philosophie ou d'anthropologie faisant des économies jusque sur les photocopies ou les achats de stylos – alors même que les crédits d'équipement affluent pour les chercheurs en sciences « dures » (neurochimie, biologie de synthèse, etc.). Dans certains endroits, on a même vu des spécialistes en musicologie ou en histoire de l'art récupérer dans les poubelles de leurs collègues de faculté de médecine les tables et les armoires que l'université avait refusé de leur financer...

1. Les « humanités » désignaient jadis l'étude des auteurs de l'Antiquité, et par ce biais l'apprentissage du latin et du grec, de la grammaire, de la rhétorique et de la logique, mais aussi de la philosophie, de l'histoire, de la morale et de la politique. Elles furent longtemps considérées comme le fondement de l'éducation.

2. Lire à ce sujet Nicholas Carr, *Internet rend-il bête ?*, Robert Laffont, 2011, ainsi que Cédric Biagini, *L'Emprise numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies*, L'Échappée, 2012.

Dans ces conditions, il est fortement tentant pour un-e chercheur-e issu de ces disciplines dominées de revendiquer un statut de « science » pour son propre travail, qui lui garantira le respect de ses confrères mathématicien-ne-s, biologistes ou physicien-ne-s, et des financements un peu plus conséquents. Il ou elle mettra ainsi en avant l'objectivité du savoir qu'il produit (alors qu'il ne peut exister de savoir totalement « neutre », même dans les sciences « dures »), ou encore sa capacité à capitaliser des connaissances quantifiables (puisque la science moderne repose sur le chiffre et le calcul). Au-delà de ces choix épistémologiques plus que discutables³, beaucoup s'imaginent que le recours à des technologies modernes leur permettra de légitimer leur travail en lui donnant une allure plus rigoureuse, plus « scientifique » : c'est ainsi que se développe de plus en plus l'utilisation de l'informatique, des statistiques, etc. En littérature, certain-e-s vont ainsi mener des études de lexicométrie, consistant à demander à un logiciel de mesurer la fréquence d'apparition d'un terme dans un roman (par exemple, le mot « père » dans *Le Rouge et le Noir* de Stendhal). Le but : en tirer des déductions sur l'imaginaire de l'auteur, ou sur sa pratique de la langue. En histoire de l'art, d'autres personnes vont se spécialiser dans la production de statistiques sur les lieux habités par des artistes dans un pays et à une époque donnés, statistiques qui seront ensuite mises en image sous la forme d'une cartographie objective. Chaque fois, ce qui est court-circuité dans l'opération, c'est un accès direct, sensible et vivant, aux artistes et aux œuvres elles-mêmes.

LE CHANTAGE À L'UTILITÉ

Pour justifier les réductions des budgets affectés aux savoirs portant sur la culture et la société, les raisons invoquées par les instances décisionnaires (et en dernière analyse par l'État) sont d'une simplicité désarmante : ces savoirs ne sont pas des sciences exactes, ils restent abstraits, ne sont pas très utiles, et ne rapportent pas d'argent. À l'université de Toulouse, une représentante de l'AERES⁴ bien connue pour ses prises de position de gauche en faisait même le reproche aux chercheurs en philosophie : vous qui travaillez sur le concept de « vie » chez Bergson ou chez Husserl, pourquoi ne collaborez-vous pas avec les spécialistes en médecine et en pharmacologie, plutôt que de planer dans les hautes sphères du savoir désincarné ? Cela en faisant mine de ne pas comprendre que la « vie » dont parlent ces philosophes – la vie de l'esprit, mais aussi la vie ordinaire – n'a évidemment pas grand-chose à voir avec la vie biologique dont parlent les scientifiques.

Face à ce chantage à l'utilité, bon nombre d'enseignant-e-s se sont vus obligé-e-s de répondre par une réorientation de leurs objets de recherche et d'enseignement. On a vu émerger dans les dix dernières années des cours « professionnalisants » orientés par exemple vers le management, la communication, le tourisme ou l'animation culturelle, ou encore des projets de recherche portant sur des objets effective-

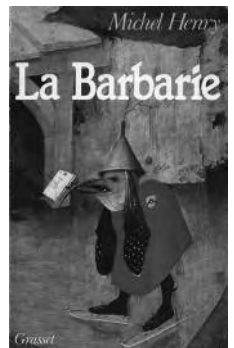
ment utiles – à l'État et aux grandes entreprises, est-il besoin de le préciser ? Ainsi les sociologues ou les anthropologues se tournent-ils et elles vers l'analyse des comportements des consommateurs (exploitable par les grandes firmes pour leurs stratégies marketing), ou l'étude des résistances au changement technique (fort appréciée des industriels et des décideurs qui veulent imposer les OGM ou les nanotechnologies). Les philosophes, quant à eux et elles, peuvent s'investir dans la « bioéthique », qui consiste surtout à enrober la plupart des innovations actuelles d'un discours lénifiant mettant systématiquement en balance les risques d'une

Un savoir n'a pas à être jugé sur son utilité supposée mais sur les significations dont il est porteur.

technologie avec ses apports – certains et incontestables, cela va de soi ! Dans ce contexte, un-e historien-ne de l'art spécialiste de la peinture de la Renaissance ou un-e philosophe qui travaille sur les présocratiques auront quelques difficultés à trouver leur place...

L'impérialisme des sciences objectives aussi bien au niveau des budgets que des méthodes et des outils de recherche a en fait partie liée avec ce chantage à l'utilité dont sont victimes les savoirs liés à l'humain, à son histoire, sa culture et sa vie en société : ces deux phénomènes reflètent la place prédominante de la science et de la technique non seulement dans l'édification concrète des structures du capitalisme avancé, mais aussi dans l'imaginaire et les valeurs qui accompagnent son développement. Dans chacun de ces cas, est présupposé : premièrement le fait que ce sont les sciences objectives qui sont en mesure de dire la vérité sur le monde ; et deuxièmement que ce sont les résultats pratiques, l'efficacité, voire la performance et le rendement, soit des critères purement techniques et économiques, qui permettent de juger de la valeur d'un savoir. Contre cela, il serait bon de rappeler que la capacité des sciences objectives à dire le vrai est entravée par leur option de principe, qui consiste à mettre à l'écart ce qui est pourtant le fondement de toute forme de savoir : le sujet vivant et agissant, et à travers lui le monde immédiatement perçu, non réductible à des entités mathématiques – sans même parler des déterminations sociales, culturelles, historiques, que reçoit cette perception. Et il serait bon de rappeler aussi qu'un savoir n'a pas à être jugé sur son utilité supposée mais sur les significations dont il est porteur, sur sa pertinence, sa cohérence, et même plus largement sur son rôle dans l'accroissement des capacités de sentir et de comprendre le monde, dans l'élévation de l'esprit et l'amélioration des mœurs. Là se situe le terrain d'une véritable désobéissance épistémologique à la société actuelle, et aux formes de connaissance aliénée qu'elle promeut. **Patrick Marcolini**

A LIRE



La Barbarie
Michel Henry
Presses universitaires
de France
2004

3. Épistémologique : qui est lié à la conception du savoir que l'on défend, et aux méthodes que l'on utilise pour le construire.

4. Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, chargée d'évaluer les « performances » des formations et des laboratoires de recherche universitaires. Elle a récemment été remplacée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

2012, « ANNÉE DE L'AUTISME », A MARQUÉ LA MAINMISE SUR L'APPROCHE DE L'AUTISME DE LA SEULE THÈSE COMPORTEMENTALISTE. LA STIGMATISATION DE TOUTES CRITIQUES SOUS L'ÉTIQUETTE DE PSYCHANALYSE DISSIMULE L'EFFACEMENT DE LA DIFFÉRENCE ENTRE DRESSER ET ÉDUIQUER.

Troubles dans le monde de l'autisme

1. La méthode ABA est fondée sur la théorie béhavioriste du « conditionnement opérant », élaborée par des expériences sur des animaux. Très présente sur le continent américain, la méthode ABA commence à être importée en France.

2. Documentaire de Sophie Robert, interdit de diffusion par le tribunal de grande instance de Lille suite à une plainte des psychanalystes en question.

3. Notamment Frances Tustin, Donald Meltzer et Wilfred Bion, disciples de Melanie Klein, psychanalyste ayant développé la psychanalyse d'enfants.

4. Les TED sont des carences cognitives amenant des déficiences en termes de socialisation et de communication. On entend parfois des parents ou des professionnels présenter les enfants autistes par la sympathique dénomination « enfant TED ».

5. Le DSM (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders), Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, est la « Bible » de la psychiatrie. Quant à l'OMS, elle publie la classification internationale des maladies. Dans les deux, l'autisme est caractérisé par des déficiences de socialisation et de communication, et des « intérêts restreints ».

6. Ou « autisme d'Asperger », du nom du psychiatre qui en a établi la symptomatologie.

FERNAND DELIGNY EST PARTI VIVRE DANS LES CÉVENNES EN COMPAGNIE DE JEUNES AUTISTES. LES PHOTOS SONT EXTRAITES DE SES OUVRAGES ET DE SES FILMS.

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, un « débat » fait rage à propos de l'accompagnement des personnes autistes. Orchestré par des lobbies prônant des méthodes comportementales et relayé par des expert-e-s autoproclamé-e-s, les médias de masse et des politicien-ne-s, il exclut des discussions les principaux concernés : personnes autistes et éducateurs-trices.

UNE « CONTROVERSE » BIEN ORCHESTRÉE

2012 devait être l'« année de l'autisme », « grande cause nationale » selon le Premier ministre. Elle a été marquée par les saillies médiatisées du lobby comportementaliste, promoteur d'une psychologie fonctionnaliste dont la méthode la plus fameuse est l'ABA (*Applied Behavioral Analysis*, ou « analyse appliquée du comportement »). Cette méthode consiste en un programme intensif, auquel les parents doivent adhérer et participer. Le but avoué est d'adapter socialement les enfants. Cela consiste en des interventions répétitives, jusqu'à ce que l'enfant adopte le comportement voulu. Les comportements « adaptés » sont renforcés par des récompenses positives, les comportements « inadaptés », donc à modifier, sont renforcés négativement¹.

En mars 2012, le député UMP Daniel Fasquelle présentait un projet de loi visant à interdire la psychanalyse d'autistes. Un

film², interdit par la suite, ridiculisait, à la faveur d'un montage malhonnête, des psychanalystes travaillant avec des personnes autistes. Les émissions à thème ont fleuri, jetant au centre du spectacle de jeunes autistes et leurs parents, sous la houlette de lobbyistes exploitant avec appétit le désespoir de ces dernier-e-s, en faisant les défenseurs attirés de leurs méthodes. Ceci sous la forme d'injonctions morales à rejoindre la cause comportementaliste pour « bien s'occuper des autistes ». Cette glorification s'accompagne d'une diabolisation de la psychanalyse. Une controverse existerait entre psychanalystes et comportementalistes, ce qui laisse croire que s'opposer aux méthodes de conditionnement d'enfants autistes revient à épouser la cause de la psychanalyse. Finalement, sont oubliés les principaux concernés : les personnes autistes et celles qui les accompagnent au quotidien. En tant qu'éducateur, ni psychologue, ni psychanalyste, il me semble que le cirque médiatico-politique s'attache à déformer les choses.

D'abord, la psychanalyse n'est pas qu'une pratique de cabinet. C'est aussi un moyen de penser le sujet, entre autres le sujet autiste. D'autre part, ce n'est pas « une » théorie bêtement anonyme. La pensée psychanalytique peut être reprise de façon réactionnaire (en expliquant, par exemple, qu'un-e enfant a bien besoin d'une maman et d'un papa), mais aussi de manière subversive. Elle peut être convoquée pour tenter de comprendre les manières d'être des personnes autistes, sans vouloir à tout prix modifier leur comportement. Des psychanalystes³ ont apporté des réflexions en ce sens. Cela n'implique pas qu'au quotidien, nous, éducatrices et éducateurs, « fassions de la psychanalyse ».

MANIPULATIONS COMPORTEMENTALISTES

Les comportementalistes mettent en exergue leurs « miraculé-e-s », qui, en quelques années de conditionnement intensif, auraient été « sauvé-e-s ». Amen ! Sauf que diverses manipulations interviennent. De chiffres, d'abord... En englobant peu à peu l'« autisme », qui caractérise une manière d'être, en retrait par rapport au monde, dans la catégorie, plus large, des « troubles envahissant du développement » (TED⁴), qui caractérise des déficiences, les classifications psychiatriques (DSM, OMS⁵) tendent à mettre tout le monde dans le même sac. Il est peu étonnant que les méthodes comportementales obtiennent des « résultats » positifs au niveau quantitatif à mesure qu'elles ne traitent plus vraiment des personnes autistes. Manipulation des esprits ensuite... Sont présentés comme sauvés par les méthodes comportementales des jeunes gens qui relèvent d'une forme d'autisme de haut niveau⁶. Ceux-ci montrent une angoisse vis-à-vis des situations sociales, mais maîtrisent le langage (dans sa fonction communicative), et font parfois



3^E PLAN AUTISME, ON VEUT DU CHIFFRE !

La Haute Autorité de Santé (HAS), organisme paraétatique, a publié un nouveau plan sur l'autisme louant « des méthodes qui marchent » pour reprendre les mots venus du ministère. Ce rapport met en exergue une médecine dont les résultats n'existent que sous l'angle de séries statistiques, là où l'évaluation chiffrée est impossible. À moins de nier chaque autiste dans sa singularité, peut-on vraiment les additionner les uns après les autres comme s'ils étaient des êtres homogènes ? Et les soi-disant « preuves » comptables ne sont en réalité que « la disparition d'un certain nombre de comportements gênants et la construction d'autres comportements souhaités ». En clair, la transformation des autistes en être « normaux » sans prendre en compte leurs façons d'être au monde. Le plan réduit donc ce symptôme à un simple dysfonctionnement génétique et les autistes à des machines déréglées. Soigner deviendrait donc la seule affaire des scientifiques ou comportementalistes – comme la méthode ABA – voire de la biologie. Puis, les médicaments deviendraient à leur tour le traitement

idéal pour une industrie pharmaceutique qui réduit la médecine à une affaire de dosage. À l'inverse, les 121 pages du rapport ne citent pas une seule fois les mots « psychothérapie » et « psychanalyse ». Il est vrai que ces approches historiques refusent toute comptabilité et tout remède standardisé. L'enfant y est accueilli comme un être unique avec une histoire particulière aussi importante que son symptôme. Une attention est portée aux inventions singulières trouvées par les autistes pour leur permettre de lutter contre l'anxiété, d'accéder à la vie sociale en se risquant à inclure l'Autre dans leurs opérations. Évidemment, la solution trouvée par un autiste ne vaut pas pour un autre, donc le soignant doit laisser sa place à l'inattendu. Une approche au cas par cas qui ne rentre guère dans les cases des fichiers informatiques du ministère. Face à cette offensive, où l'Etat devient médecin (et pas malgré lui) une pétition a été lancée, en sus de nombreuses réactions des professionnels et parents d'autistes : <http://pratiques.fr/pour-un-autre-plan-autisme-2013.html>

preuve d'une intelligence incroyable dans certains domaines (ce qui n'implique pas que les autres soient stupides). À les mettre sur le devant de la scène, on oublie celles et ceux dont les manières d'être correspondent à une autre image d'Épinal : des personnes sans langage, qui se balancent de haut en bas, tourbillonnent à une vitesse incroyable, semblent avoir le regard vide d'émotions. Celles et ceux-là restent dans les coulisses du spectacle. Lorsqu'on en convoque un-e, c'est pour montrer à quel point son comportement était insupportable avant qu'il ou elle ne soit remis-e sur les rails de la normalité. Autre manipulation : faire croire qu'il faut modifier le comportement d'une personne autiste pour la « sauver ». Si l'on considère qu'accompagner une personne autiste consiste à la rendre socialement acceptable, en supprimant les manifestations de sa déviance, le conditionnement comportemental a effectivement bien lieu d'être. Les promoteurs de méthodes comportementales tentent de faire passer la pilule en arguant que toute éducation comporte une part de conditionnement. Il est vrai que les nouvelles générations subissent une mise en condition, plus au moins autoritaire, aux normes sociales, sauf que ce n'est pas de l'éducation. L'éducation est une relation qui consiste à coproduire du sens dans les pratiques sociales, des repères dans un monde qui peut paraître vide de sens. Ce n'est pas imposer des normes, des comportements, des pratiques socialement acceptables, sinon c'est du conditionnement. Les institutions « éducatives » (école, éducation spécialisée, famille) ont une fâcheuse tendance à glisser vers cette définition. Si ce conditionnement n'est pas accompagné de la possibilité d'y mettre un sens, de se le réapproprier pour dépasser les normes dominantes incorporées, il s'agit de dressage. Dresser, c'est créer des stimuli afin de conditionner des comportements de façon mécanique. C'est pourquoi se fixer sur le comportement déroutant des personnes autistes, se donner pour mission de le modifier, c'est du dressage, pas de l'éducation. Les méthodes comportementales, à force de penser l'individu-e comme une somme de fonctions, qui, quand l'une d'elles est déficiente, doit être redressée, contribuent à forger des attitudes socialement acceptables mais vides de sens pour des personnes autistes. À ce prix, mieux vaudrait ne rien faire. Fernand Deligny, durant la « tentative » qu'il mena dans les Cévennes avec des gamin-e-s autistes, mettait en garde contre leur « d'homestication » : « Où voulez-vous que j'aïlle lorsque m'est advenu ce gamin de 12 ans, jumeau décalé dans le temps du Victor, l'enfant sauvage récolté par un Itard qui croyait ferme aux bienfaits de la civilisation ? J'avais pensé, en lisant le rapport d'Itard : pouvait pas lui foutre la paix, à c't'enfant là ? »⁷.

REFUSER DE DRESSER

La psychanalyse freudienne a noté l'importance du symptôme et de ce qu'il dit du sujet. Si l'on conçoit que les attitudes « bizarres » des personnes autistes constituent autant de symptômes d'une anxiété fondée sur une perception chaotique du

monde extérieur, l'on conçoit aussi que les symptômes sont une manière de se défendre contre cette anxiété. Les en priver, c'est les priver d'une ressource qui leur permet de faire face au monde et aux autres. C'est aussi appliquer nos critères de normalité à des manières d'être qui nous troublent.

Accompagner une personne autiste, cela prend du temps. D'abord, celui d'entrer en relation avec une personne pour qui le rapport avec un-e autre est source d'une anxiété considérable. Toute situation d'apprentissage nécessite avant tout une rencontre entre deux personnes. Il faut prendre le temps de se rencontrer, de se faire confiance, de se laisser guider. Se voir ouvrir les portes de son univers par une personne autiste nécessite une présence bienveillante de longue haleine. On ne peut pas forcer ces portes, ce qui est d'ailleurs assez heureux pour elles. Deligny parlait de « présences proches » pour qualifier les personnes qui vivaient avec les gamin-e-s autistes, qui « s'efforcent (...) de ne pas chercher à les faire entrer à toute force dans nos cadres »⁸. Puis il faut prendre le temps d'expliquer les choses, d'y mettre du sens, sans imposer ses normes. C'est autrement plus long et difficile que de façonner un comportement « prêt-à-utiliser ». Aussi, les méthodes comportementales constituent dans le domaine éducatif le stade avancé du néolibéralisme : il s'agit de produire un résultat, quantitativement évaluable (« Machin-e fait ceci et ne fait plus cela », en cochant des cases), de manière spectaculaire mais vide de sens, et assez efficace pour satisfaire à une logique productiviste. Il ne s'agit plus d'accompagner des personnes ni de leur procurer des repères dans un monde terrifiant mais de modeler leur comportement, quitte à en faire des robots. Remplacer une bizarrerie par une autre, plus « adaptée socialement », voilà donc un vaste projet. **Sandrino di Mosca**

7. Fernand Deligny, *Nous et l'Innocent*, Maspero, 1975. Deligny fut un pionnier de l'éducation spécialisée, auprès d'enfants « difficiles », puis d'enfants autistes. Il a plutôt évolué en marge des institutions, promouvant des accompagnements alternatifs.

8. Charlotte Nordmann, « Deligny – cartographier les territoires du commun. Entretien », *La Revue des livres*, n°10, mars-avril 2013.



OU VONT NOS DÉCHETS ÉLECTRONIQUES ? À AGBOGBLOSHIE, DANS LA BANLIEUE D'ACCRA, AU GHANA, OÙ LES TÉLÉVISEURS ET LES ORDINATEURS QUI ONT ENVAHI NOS VIES SONT DÉSOSSÉS ET BRÛLÉS POUR LA RÉCUPÉRATION DU CUIVRE...

Ghana, poubelle électronique de l'Occident

*Clément Wittmann a effectué un voyage au Ghana fin 2012.

TOUT LE MONDE connaît aujourd'hui le concept d'obsolescence programmée, inventé par les industriels au XX^e siècle pour réduire la durée de vie des objets qu'ils produisent et ainsi pousser à la consommation et augmenter leurs ventes¹. C'est l'une des caractéristiques du culte de la croissance, le mythe d'une économie toujours plus performante. Les conséquences sont malheureusement désastreuses : ces produits envahissent en effet les poubelles (après avoir envahi les foyers) des pays développés. Que faire alors de ces montagnes de déchets électroniques (ordinateurs, téléphones portables, télévisions qui s'arrê-

CONTINENT RÉSERVOIR ET DÉPOTOIR

Le Ghana est en effet devenu ces dernières années la principale terre d'accueil des déchets électroniques, et Agbogbloshe la plus grande décharge de ce type au monde, avec plus de 90 000 tonnes récupérées par an (chiffre en constante hausse). Les généreux donateurs sont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne (le Ghana est depuis son indépendance, en 1957, membre du Commonwealth²), la Suisse mais aussi la Corée du Sud et les États-Unis. En 2008, Greenpeace avait tenté dans un rapport³ d'alerter l'Europe et les Nations unies sur ce déverse-

Au départ, tous les ordinateurs et les téléviseurs étaient envoyés

tent de fonctionner au bout de quelques années seulement ou sont déjà remplacés par d'autres produits plus neufs, plus performants, plus plats) ? Les solutions et les engagements de recyclage ne sont que de la poudre aux yeux. En fait, nos déchets électroniques sont bien souvent envoyés dans les pays du Sud pour être dépecés dans des décharges à ciel ouvert, comme par exemple celle d'Agbogbloshe, dans la banlieue d'Accra, la capitale ghanéenne.

Là-bas, sur près de dix kilomètres, des centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, tentent de survivre en brûlant le caoutchouc ou le plastique des écrans et autres gadgets pour récupérer du cuivre. Avec un objectif : la revente à des entreprises souvent étrangères pour une recette de quelques euros par semaine. Sept jours sur sept, de l'aube au coucher du soleil, et par des températures souvent insoutenables, ces travailleurs, dont beaucoup dorment sur place, inhalent ou avalent accidentellement du plomb, du mercure, ou encore des dioxines hautement toxiques. Dans le simple but de ne pas mourir de faim. Les sols et les eaux sont gravement pollués par cette activité, et ce pour des millénaires. C'est une véritable catastrophe écologique et sociale.

ment illégal en préconisant par exemple de répercuter le surcoût de la gestion des appareils devenus obsolètes sur leur prix d'achat. C'était seize ans après la convention de Bâle qui, en 1992, officialisait l'interdiction de cette pratique et obligeait les producteurs des appareils électroniques à traiter leurs déchets. Deux directives européennes ont même été écrites en ce sens. Mais depuis, rien n'a changé, et la situation a même tendance à empirer : l'ONU estime à 50 millions de tonnes la quantité de déchets électroniques produite chaque année. Et cela ne cesse de s'aggraver avec « la révolution numérique » ou le passage aux écrans plats (on estime entre 200 à 500 % leur augmentation d'ici 2020 dans certains pays du monde⁴). Et là où l'on perçoit tout le cynisme dans cette histoire, c'est que, au départ, tous les ordinateurs et les téléviseurs étaient envoyés au Ghana sous prétexte de réduire la fracture numérique. Mais ce projet initial a été assez vite contourné et détourné par les entreprises qui y ont vu l'opportunité d'éliminer les procédures très coûteuses d'entreposage-démantèlement-récupération et d'esquiver les lois contraignantes en la matière. Aujourd'hui, on estime à un ou deux sur mille le nombre d'appareils en état

1. Voir le film *Prêt à jeter. L'histoire méconnue de l'obsolescence programmée*, de Cosima Dannoritzer.

2. C'est une organisation intergouvernementale composée de cinquante-quatre États, qui sont d'anciennes colonies ou protectorats de l'Empire britannique. Dirigés par la reine Elisabeth II, ceux-ci sont censés être indépendants, mais ne le sont pas toujours dans les faits.

3. Le rapport *Chemical Contamination at E-waste Recycling and Disposal Sites in Accra and Korforidua* est consultable sur le site de Greenpeace.

4. Rapport *Recycling. From E-waste to Ressources*, Programme des Nations unies pour l'environnement, février 2010.



de fonctionner sur la décharge d'Agbogbloshie. Victime de notre croissance, et de la croissance qu'on lui impose, l'Afrique est un continent réservoir, pillé pour ses matières premières et dépotier à qui on envoie nos appareils qui ne fonctionnent plus. Un continent sacrifié sur l'échiquier de l'économie mondiale.

Le Ghana compte de très nombreux champs de cacao, mais on ne trouve pas un seul morceau de chocolat dans les épiceries des quartiers pauvres ! La question est bien plus profonde que l'histoire des déchets. Ce pays affiche fièrement 14,4 % de croissance en 2011 (l'une des plus importantes au monde dans les années à venir, selon le Fonds monétaire international), mais la misère reste réelle. C'est toute l'économie de ce pays qui est ravagée par les politiques économiques dictées par le FMI.

LE MÉCANISME DE LA DETTE

Pour bénéficier de prêts et financer son développement, le Ghana, comme ses voisins, a commencé à creuser sa dette il y a une quarantaine d'années auprès des banques occidentales et des États du Nord⁵ avec l'obligation d'abandonner la culture du riz, qui fournissait pourtant nourriture et travail, au profit du cacao et du café en culture intensive et de l'exploitation des mines d'or. Tout ça destiné à l'exportation. Mais il y a trente ans, les cours du café et du cacao ont chuté, notamment à cause de la surproduction (due au fait que la

Un autre exemple de la pression mise par l'Occident sur le Ghana : nombre de petits pêcheurs sont contraints d'abandonner leur métier car le poisson est pris au large par les gros bateaux battant pavillon russe ou de l'Union européenne. C'est cette situation qui les pousse vers Accra, et ces petits boulots dans la décharge.

« Heureusement », les produits étrangers, notamment subventionnés par l'Europe, inondent les marchés comme dans les autres pays africains. Les paysans souffrent ou disparaissent au Ghana, au profit de grandes entités qui se plient au bon vouloir du FMI. Et, en fin de compte, on a du mal à s'imaginer une pauvreté aussi indécente.

Comme le dit René Dumont⁶, un agronome connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste : « Nos conditions de vie et de travail continuent à se détériorer et les inégalités sociales s'accroissent. De multiples conflits traduisent cette situation de crise. Elle ne peut que s'aggraver. C'est un seul et même système qui organise l'exploitation des travailleurs et la dégradation de vie qui met en péril la terre entière. La croissance aveugle ne tient compte ni du bien-être, ni de l'environnement ».

LE RETOUR À LA TERRE

Face à une situation aussi dramatique, il existe pourtant des pistes de résistance et des espoirs. Par exemple, des paysannes, aidé-e-s par le réseau international Via Campesina⁷ se

5. Voir le rapport **50 questions. 50 réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale**, du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, les analyses de l'association Survie ou **L'Empire de la honte**, de Jean Ziegler.

6. Lire notamment **L'Afrique noire** est mal partie, publié en 1962, ou **L'Afrique étranglée** (1980). René Dumont est d'origine rurale, issue d'une lignée de paysans, et militant écologiste radical. Il devient très vite anticolonialiste, notamment en voyant les ravages causés en Indochine en 1930, lorsqu'il y est responsable de l'Office du riz. À partir de cette époque, il militera pour le développement des agricultures locales et des savoir-faire ancestraux. Il se sensibilise aux problèmes de l'Afrique de 1959 à 1961 lors de missions pour le comité directeur du Fonds d'aide et de coopération.

7. Via Campesina (« voie paysanne »), mouvement international indépendant qui coordonne depuis vingt ans des organisations de petits paysans pour leur donner plus de poids face aux entreprises agroalimentaires multinationales. Le réseau est présent partout, y compris en Europe, car il considère que les problématiques sont les mêmes pour les petits agriculteurs.

au Ghana sous prétexte de réduire la fracture numérique.

plupart des pays ont appliqué ces politiques économiques en parallèle) et en raison de la liquidation par les multinationales de l'accord international de 2001 sur le café, qui régulait productions et exportations dans le monde. Le gouvernement ghanéen de l'époque refait donc une nouvelle fois appel au FMI et à la Banque mondiale pour l'obtention de 600 millions de dollars, avec des taux d'intérêt élevés. En échange, un nouveau plan d'ajustement structurel : non pas le développement de l'industrie locale, mais des exemptions d'impôts et l'allègement des normes environnementales pour attirer les firmes étrangères, la privatisation des terres, du sous-sol et de l'eau, et l'augmentation massive de la coupe et de la vente de leur bois, avec les conséquences que cela peut avoir sur les écosystèmes. Bilan : la chute du budget santé, une dette qui explose, et un pays qui est obligé d'importer de la nourriture.

regroupent pour lutter pour la souveraineté alimentaire, donc contre le diktat de l'Organisation mondiale du commerce et des multinationales. Ils et elles s'organisent et luttent contre l'invasion des OGM, pour l'agriculture paysanne et des fermes à taille humaine. Concrètement, ils et elles montent des projets de centres de ressources et de formation à l'agroécologie, pour maintenir les pratiques ancestrales et respectueuses de l'environnement ; assurent le soutien à l'installation de nouveaux agriculteurs et organisent aussi des rassemblements pour peser sur le gouvernement et promouvoir la mise en place de politiques agricoles garantissant l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux ressources naturelles. Une lutte locale qui, s'il est besoin de le rappeler, s'appuie sur une connaissance du territoire et de ses spécificités, des échanges de pratiques, des recherches autonomisantes de vies communautaires, autant d'expériences émancipatrices qui s'inscrivent en rupture avec le pouvoir mondial. Loin, très loin de la voie empruntée jusqu'alors par le pays et de l'économie née de la récupération des déchets.

Sébastien Bonetti et Clément Wittmann*

LA RUBRIQUE HISTOIRE PROPOSE DES TEXTES D'ARCHIVES QUI SE VEULENT AUTANT D'ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE OU INTERROGER LE PRÉSENT

Occuper les usines

Le caractère des grèves de 1936

Tirées du livre de Jacques Danos et Marcel Gibelin, Juin 1936, publié pour la première fois en 1952, les pages suivantes rappellent quelles ont été les principales caractéristiques, pour beaucoup inédites, des grèves qui accompagnent la victoire électorale du Front populaire. Or, si les conquêtes sociales de l'époque sont, avec celles de la Libération, le leitmotiv d'une «gauche» qui a renoncé à ces dernières pour mener à bien les reculs sociaux que la droite n'avait pas réussi à imposer, elle se garde

bien d'évoquer les conditions qui ont permis lesdites conquêtes. À savoir un mouvement large et spontané de grèves avec occupation des usines qui, durant quelques semaines, a fait vaciller sur ses bases le pouvoir du patronat et a constitué la plus grande grève de l'histoire française jusqu'à Mai 1968. Mais si un Marceau Pivert proclame alors avec force que «tout est possible», les staliniens rétorquent aussitôt que ce n'est pas le cas et un Maurice Thorez ne craint pas d'affirmer qu'il faut «savoir terminer une

grève». Les grévistes désarmés, le patronat ne tarde pas à reprendre la main, avec l'aide d'un gouvernement Blum bientôt remercié pour une équipe plus ouvertement réactionnaire et revancharde. Alors que la contre-révolution libérale bat son plein et remet en cause des décennies d'acquis sociaux durement acquis, l'exemple de juin 1936 rappelle que la seule force de ceux d'en bas réside dans l'action directe et la grève générale, à condition qu'ils cessent de faire confiance à leurs faux amis...

« **LES CARACTÈRES DU MOUVEMENT** français peuvent se définir par opposition à l'expérience italienne'.

– Les ouvriers français ne sont pas armés. Des services de sécurité veillent aux portes des entreprises, mais pratiquement, leur rôle consiste plus à surveiller l'entrée et la sortie du personnel qu'à s'opposer à des interventions policières ou fascistes. Il est certain néanmoins que la mobilisation ouvrière est si avancée qu'à la moindre alerte les ateliers occupés de façon pacifique et souriante se transformeraient en forteresses imprenables.

– Les occupations ne s'accompagnent pas d'exploitation directe ; les stocks de matières premières restent intacts ; les problèmes de financement et de monnaie peuvent se poser.

– Les violences sont l'exception ; les déprédations, purement accidentelles, et limitées le plus souvent à des vitres brisées, sont réparées sur-le-champ. On ne signale ni vol d'outillage ou de matières premières, ni détournements de marchandises dans les magasins de détail. Ces définitions négatives sont insuffisantes pour faire ressortir tous les aspects des occupations françaises. Celles-ci ont été conçues comme un moyen supérieur de faire aboutir des revendications économiques ; elles ont été aussi un moyen de faire comprendre

au patronat que c'en était fini de sa toute-puissance ; elles ont été enfin pour la classe ouvrière l'occasion de faire preuve de ses qualités de discipline et d'organisation.

– [...] le principal obstacle au succès des grèves revendicatives, pendant les années de crise, résidait dans l'existence d'un important chômage permanent. Le patronat pouvait jouer sur cette main-d'œuvre de réserve, souvent désespérée et décidée à accepter les salaires les plus bas pour remédier à sa condition misérable ; les ouvriers redoutaient cette concurrence et hésitaient de ce fait à entreprendre une action hasardeuse qui avait les plus grandes chances d'aboutir à un échec. Les premières occupations d'usines de la métallurgie répondent à cette préoccupation. L'usine restant sous le contrôle des travailleurs, le patron ne peut faire appel à une main-d'œuvre de remplacement. Mais c'est aussi un moyen de pression sur les employeurs d'une force exceptionnelle ; dans les grèves classiques, la résistance patronale peut entraîner des réactions ouvrières violentes qui peuvent aller jusqu'à des manifestations de rue, des heurts sanglants avec les forces de police ou avec les jaunes. Maintenant, le patronat a tout à craindre pour ses biens, d'une attitude provocatrice, car les travailleurs tiennent sous leur contrôle ses bâtiments, ses machines, ses

1. Durant les «deux années rouges» (1919-1920), l'Italie connut un vaste mouvement de grèves avec occupation des usines. Mais le mouvement fut endigué par la promesse, fallacieuse, d'une loi sur le contrôle ouvrier qui démobilisa les travailleurs tout en laissant l'initiative à la contre-révolution préventive qui aboutit au fascisme [note de la rédaction].

archives, bref tout ce qui est le gage de ses titres de propriété. – L'occupation conçue comme moyen de défense et de chantage perd vite ses caractères d'origine, dès que le mouvement se généralise. Il est clair, en effet, que dans le climat social et politique qui existe en France dès la fin du mois de mai, le patronat ne peut plus songer à recourir à ses moyens habituels d'opposition. Sur le plan de la stricte lutte revendicative, l'occupation des entreprises devient presque une précaution superflue. Elle se poursuit cependant et toutes les corporations, dans toutes les régions, y ont recours. On a parlé de « contagion ». Le mot ne suffit pas à expliquer le phénomène. On a dit : la classe ouvrière française a été saisie « d'une grande fièvre d'évasion collective ». L'expression sonne bien, mais il faut préciser. S'agit-il d'une évasion du travail ou d'une tentative d'évasion de sa condition prolétarienne ?

La contagion, l'imitation jouent certainement un rôle déterminant dans un grand nombre de cas : l'attirance pour la nouveauté du procédé, pour l'originalité des situations qu'il crée ; le sentiment qu'il permet d'échapper à la routine de la vie quotidienne en bouleversant les conditions de la vie personnelle et en transformant le lieu de travail en lieu de séjour ; la réponse qu'il apporte à la fièvre d'action [...] ; tous ces éléments jouent leur rôle dans la généralisation des occupations d'entreprises et contribuent à expliquer l'enthousiasme et la joie de tous les participants. Mais le sentiment de revanche à l'égard du patronat est tout aussi essentiel ; il faut affirmer clairement que les rapports sociaux ne s'établiront plus désormais selon la loi dictée unilatéralement par le patron, mais qu'au contraire les travailleurs pourront discuter d'égal à égal avec lui, voire lui imposer à leur tour leur volonté. Le désir d'affirmer symboliquement cette loi nouvelle explique les nombreuses grèves qui se sont déclenchées dans des entreprises où satisfaction a été donnée aux revendications collectives. [...]

– L'organisation et l'ordre sont exemplaires. Tous les observateurs sont unanimes sur ce point. Ici encore ce sont les métallurgistes de la région parisienne et du Nord qui donnent aux occupations leurs traits caractéristiques. Dès les premiers jours, en effet, les occupations ont pris leur visage définitif, que nous pouvons essayer de transcrire en synthétisant les récits qui en ont été faits.

À la porte de l'usine, le piquet de grève : quelques hommes qui devisent paisiblement en fumant. À la grille sont accrochés quelques drapeaux : un drapeau tricolore et un drapeau rouge, toujours orné des insignes des partis du Front populaire. À l'entrée une affiche « x^e jour de grève » qui invite les passants à verser une obole pour le soutien des ouvriers. Souvent un tableau indique les revendications des grévistes avec, en regard, les salaires pratiqués dans l'entreprise avant l'arrêt du travail. À l'intérieur de l'entreprise, le pouvoir est concentré entre les mains du comité de grève, subdivisé en

commissions, dirigée chacune par un responsable. Les noms des responsables sont généralement affichés dans l'entreprise. Énumérons les principales attributions du comité de grève : la discipline intérieure, c'est-à-dire la délivrance des bons de sortie ; la surveillance des prescriptions sévères concernant l'interdiction de l'alcool et du vin, le maintien d'une moralité rigoureuse, l'organisation des piquets de grève ; la sécurité et l'entretien, c'est-à-dire l'organisation des rondes de prévention d'incendie, la surveillance des équipes de nettoyage des locaux et l'entretien des machines ; le ravitaillement et la liaison avec les comités locaux du Front populaire qui assurent le plus souvent la fourniture des subsistances ; les loisirs, c'est-à-dire l'organisation des bals et spectacles quotidiens ; enfin la gestion des fonds de grève.

Chaque jour se tient une assemblée générale du personnel où les responsables rendent compte de l'évolution des pourparlers avec les patrons et donnent les consignes concernant l'organisation intérieure. Les femmes sont renvoyées chaque soir chez elles (à l'exception des entreprises où les femmes constituent la majorité du personnel) ; et théoriquement chaque gréviste est libre un jour sur quatre ; certains au début surtout, profitant des premiers bons de sortie qui leur ont été délivrés, ne sont pas revenus ; d'autres ont parfois tenté de fuir au moment du déclenchement du mouvement. Mais ces incidents ont été rares ; beaucoup sont retournés à l'usine prendre leur place. [...]

– Comment s'organise le contrôle de la base sur les responsables ; une véritable démocratie existe-t-elle et quelles formes prend-elle ? Et d'abord les responsables sont-ils élus ? Dans la très grande majorité des cas, il faut répondre par la négative. Les comités de grève se forment le plus souvent par la réunion des militants syndicaux et politiques les plus

dynamiques, ceux qui ont donné le signal de l'arrêt de travail ou vers qui se tournent les ouvriers après le débrayage, parce qu'ils sont connus comme appartenant à une organisation ouvrière. Dans le cours de la grève, les comités de grève s'adjoignent les travailleurs qui se révèlent les meilleurs organisateurs. Il est certain, par contre, que le comité reste étroitement en contact avec la base pendant toute la durée de l'occupation. Les décisions d'approbation ou de refus des accords font l'objet de votes et nous avons vu à plusieurs reprises des assemblées repousser les propositions des délégués. » Jacques Danos, Marcel Gibelin



À LIRE

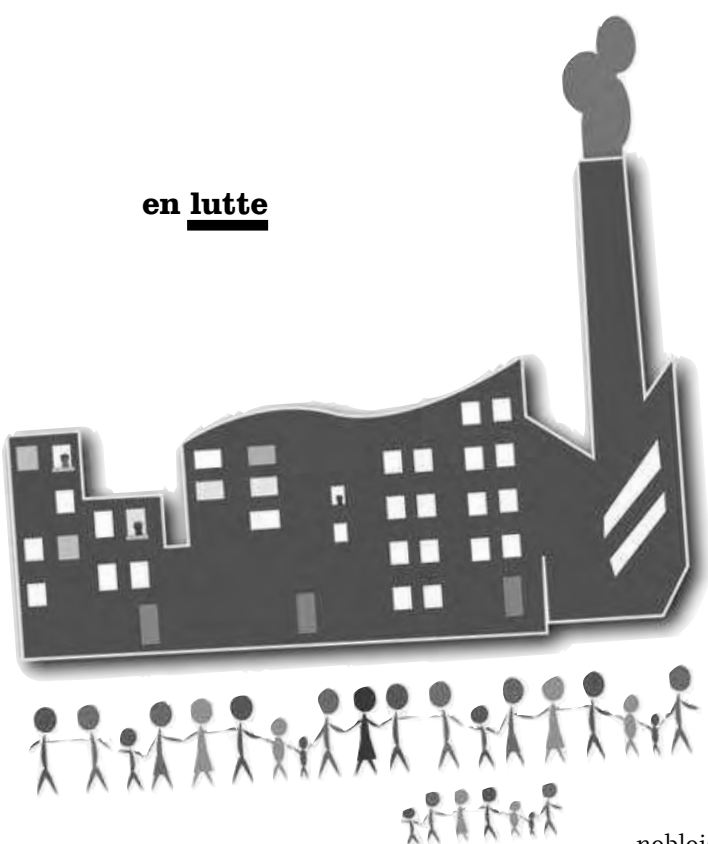


Juin 1936
Jacques Danos,
Marcel Gibelin, Les
Bons Caractères,
2006.



**Front populaire,
révolution manquée**
Daniel Guérin, Agone
(à paraître à l'automne
2013).

en **lutte**



DEPUIS CINQ ANS, UN COLLECTIF D'HABITANT-E-S SE MOBILISE, DANS L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE, CONTRE LES HAUSSES DES TARIFS ET LES PRATIQUES ABUSIVES DE LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE URBAIN.

Collectif pour un chauffage urbain juste et solidaire!

PAR DÉLÉGATION de service public (DSP), six communes de l'agglomération grenobloise¹ confient

l'exploitation de leur réseau de chauffage à la CCIAG², une société d'économie mixte dont les actionnaires principaux sont la ville de Grenoble (52 %), Dalkia (42 %) et, dans une moindre mesure, la Métro (la communauté d'agglomération) et la ville d'Échirolles. La CCIAG distribue de la chaleur à environ quatre-vingt-dix mille « équivalents logements »³ et constitue ainsi le second réseau de chaleur de France, après celui de Paris. On est cependant loin de l'idée d'un service public. Bien qu'encadré par la DSP, le mode de gestion se révèle complètement opaque. En 2008, un avenant au contrat de concession est voté. Or, suite à cette décision et contrairement aux clauses qui posent notamment un « principe de neutralité » (pour qu'il n'y ait pas d'impact à la hausse sur les tarifs) et qui exigent un contrôle par les communes, les charges de chauffage vont augmenter considérablement, parfois jusqu'à 30 %. De plus, jamais les communes délégantes n'iront vérifier quoi qu'il en soit. Cet avenant permet pourtant à la CCIAG de dégager une marge de près de six millions d'euros, dont 900 000 euros seront distribués à titre de dividendes aux actionnaires (et près de 450 000 euros à la Ville de Grenoble). Il est clair que les usager-e-s paient plus que pour le service rendu. Ces hausses démesurées pèsent sur les budgets et engendrent une situation d'urgence.

ÇA CHAUFFE !

En réaction, un mouvement de contestation naît alors dans des quartiers populaires, comme à la Viscose (à Échirolles) ou au Village Olympique (à Grenoble). Des habitant-e-s interpellent la CCIAG, les bailleurs et les pouvoirs publics. À la Viscose, l'amicale des locataires CNL⁴ organise une grève des charges. Des collectifs germent un peu partout, locataires ou copropriétaires, tous décidés à se faire entendre. En février 2011, pour unifier le mouvement et faire converger les revendications, se crée le Collectif pour un chauffage urbain juste et solidaire. Des revendications communes sont posées clairement et définissent l'axe des actions à mener : la baisse des tarifs, le remboursement des trop-perçus et le passage à une gestion intercommunale.

En avril 2011, le collectif organise une première manifestation devant la mairie de Grenoble. Puis des rassemblements y sont organisés régulièrement. Le dernier en date, en

novembre 2012, a rassemblé cent cinquante personnes et, à cette occasion, les usager-e-s en colère ont forcé le passage pour intervenir et être reçu-e-s par le conseil municipal. Parallèlement, un groupe de travail se met en place pour décoriquer le fonctionnement de la CCIAG. En fournissant un minutieux travail d'expertise, il affine et donne du corps aux revendications et, lors des négociations, réussit à tenir tête aux habiles discours techniciens. Pour expliquer et diffuser les résultats de ces travaux, dans une démarche d'éducation populaire, de nombreux temps d'échanges sont organisés auprès des habitant-e-s et des représentant-e-s des collectifs. On peut tout de même déplorer que cet effort ne concerne qu'un petit nombre de personnes et conduit à une fracture avec les revendications collectives.

VICTOIRES ET DÉMILLIONS

Ces actions et ces mobilisations aboutissent pourtant à de petites victoires qui viennent auréoler le collectif. Grâce au travail d'expertise, les communes ont commencé à être plus regardantes sur le fonctionnement de la CCIAG. En 2011, elles signent un avenant pour limiter ses bénéfices à 1,5 million d'euros (ils n'atteindront finalement que 500 000 euros). À Échirolles⁵, le collectif a obtenu une baisse de 8 % du prix de la facture. Cependant, à cause de l'augmentation du cours des combustibles, elle est restée relative et limitée à 1 %. Les prix ont certes été stabilisés mais la mobilisation continue, car l'objectif reste toujours d'obtenir des baisses effectives.

En janvier dernier, l'avenant de 2008 a été jugé illégal par le tribunal administratif. Des associations de copropriétaires ont alors décidé d'attaquer la CCIAG en justice pour exiger le remboursement des trop-perçus, estimés à huit cent mille euros entre 2008 et 2011. S'ils obtiennent gain de cause, d'autres collectifs pourraient s'engouffrer dans la brèche. Cependant, pour les locataires qui ne pourront pas se pourvoir en justice⁶, il faudra continuer à développer un rapport de force collectif avec les communes pour espérer des avancées.

Loin de s'essouffler, cette lutte trouve un fort écho, notamment dans les quartiers populaires. Elle continue de s'étendre et touche maintenant l'ensemble des bailleurs sociaux concernés. En effet, au travers de ce mouvement, les gens prennent la liberté d'agir sur des décisions publiques qui les concernent. Et grâce à ces habitudes d'auto-organisation, se donnent des clés et rendent palpable la possibilité de défier les puissants. Cette lutte tenace s'accompagne plus globalement d'une réflexion sur l'aménagement des villes, les politiques de rénovation urbaine, et pose la question du mode de gestion que l'on souhaite pour son habitat, son immeuble ou son quartier. Affaire à suivre! **rafito**

À la Viscose, l'amicale des locataires a organisé une grève des charges.

1. Grenoble, Échirolles, Le Pont-de-Claix, Eybens, Saint-Martin-d'Hères et La Tronche.

2. Compagnie de chauffage intercommunale de l'agglomération grenobloise.

3. Un équivalent logement correspond à la consommation d'un logement de 70 mètres carrés construit selon les normes en vigueur au milieu des années 1990, soit environ 12 mégawatt-heures (ou un peu moins d'une tonne d'équivalent pétrole) par an de chaleur utile en chauffage et eau chaude.

4. Confédération nationale du logement.

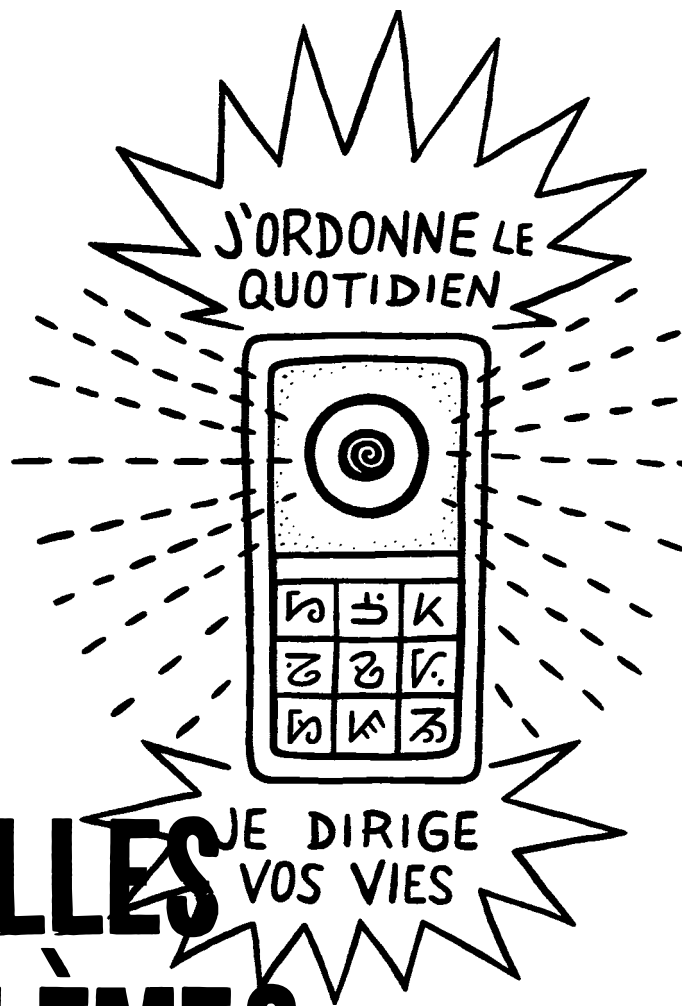
5. Échirolles est une ville qui compte 40 % de logements sociaux.

6. C'est le bailleur qui est abonné, il n'y a donc pas de contrat direct entre la CCIAG et les locataires.

AGIR

Plus d'infos
chauffage-urbain.org

POURQUOI LES TECHNOLOGIES NOUS POSENT-ELLES TOUJOURS PROBLÈME?



LE DÉFERLEMENT TECHNOLOGIQUE

modèle notre société et nous ne pouvons plus l'analyser sans en tenir compte. Pilier de l'économie moderne, la technologie est un moteur du capitalisme. La production subit de plein fouet la rationalisation techno-libérale, qui tend à accélérer ses cycles. Dans une perpétuelle course à la nouveauté, on produit toujours plus vite des marchandises industrielles fonctionnant avec toujours plus d'électronique. L'automatisation et l'informatisation des processus de production scellent la prise de pouvoir des ingénieurs et de leurs machines. Beaucoup de métiers sont déqualifiés et se font de plus en plus derrière un écran, quand ils ne disparaissent pas simplement. Les savoir-faire des artisans deviennent inutiles, et les tâches confiées aux ouvrier-e-s sont toujours plus simples et morcelées. À l'extrême, la production industrielle semble pouvoir se satisfaire de n'employer que des informaticiens et des manutentionnaires.

Cette informatisation continue des différents métiers, ainsi que la nécessité d'écouler la kyrielle de nouveaux objets électroniques et technologiques produits,

a encouragé leur diffusion massive. Après avoir envahi les lieux de travail, la possession d'un ordinateur connecté à internet et d'un téléphone portable est devenue une norme. Ce qui ne va pas sans bouleverser nos comportements et nos relations sociales. Fonctionnant sur l'idée de dématérialisation, avec l'instantanéité comme dogme, ces technologies engendrent un zapping permanent qui tend à délégitimer toute idée d'engagement sur la durée. Ce qui se répercute jusque dans nos pratiques militantes : si les informations, voire les idées, se diffusent plus rapidement, on consacre moins de temps à s'organiser et s'engager socialement, pour analyser, partager ces idées, et les transformer en actes. On peut se demander si les natives et natifs du numérique en seront toujours capables.

Depuis dix ans que nous analysons et critiquons l'asservissement par les technologies – nucléaires, numériques ou encore celles issues du génie génétique –, le phénomène s'est accéléré et l'on peut aujourd'hui parler d'emprise numérique. Ce phénomène est induit par le déploiement de l'Internet à haut débit,

l'apparition du Wi-Fi et la multiplication et la diffusion massive des moyens de se connecter au réseau Internet (Smartphone, tablette, etc.). Conjointement au développement de capacités de stockage faramineuses, ces possibilités d'accès permanent et en tout lieu alimentent le rêve des États et des entreprises d'un contrôle total par la surveillance et la mise en chiffres intégrale de la réalité, y compris de nos comportements. Mais la possibilité de se connecter en permanence, notamment à travers l'usage généralisé d'appareils mobiles, pose un problème en soi. Les fanatiques de l'innovation évoquent l'"idéal" du cyborg ou l'humanité augmentée et, au-delà, l'idéologie transhumaniste. Force est de constater qu'une partie de l'humanité est déjà connectée en permanence et délègue nombre de ses capacités à des prothèses électroniques. Pour notre part, nous refusons d'être transformé-e-s en robots, en "machines humaines". La technologie n'est pas neutre, elle porte une logique sociale, celle du soi-disant "progrès" technique, qui détruit nos manières de vivre, de penser et de sentir en tant qu'êtres humains.

S'ADAPTER OU LUTTER

DOSSIER ILLUSTRÉ
PAR KHADAVALI.

LE MONDE N'EST PLUS le même depuis Hiroshima. Depuis ce jour, l'humanité a les moyens techniques de s'autodétruire rapidement. Depuis ce jour, la radioactivité n'a cessé d'augmenter un peu partout sur terre, suite aux essais et à l'utilisation des armes atomiques, ainsi qu'à l'exploitation des centrales nucléaires, depuis les mines d'uranium jusqu'à l'enfouissement des déchets. C'est tout notre environnement que ces technologies ont modifié. Et si jusqu'à Tchernobyl, les différents États nucléaristes prétendaient pouvoir éviter les accidents aux conséquences environnementales trop importantes, le discours a changé. Petit à petit, l'accident, la catastrophe, n'est plus présenté comme impossible, mais elle devient gérable. Le discours et les recherches s'orientent vers les moyens de vivre en zone contaminée, les « bons gestes » à apprendre pour minimiser la contamination et les risques de cancer. Manière de dire qu'il ne faudrait pas beaucoup d'efforts pour vivre dans un milieu hostile. En effet, entre les différentes contaminations des sols, les ondes magnétiques émises par les lignes THT et les antennes-relais, l'air chargé ici ou là de particules toxiques issues d'installations chimiques ou de l'usure des pneus sur l'asphalte, on se dit que la radioactivité ne doit pas tellement empirer les choses. C'est ainsi que la catastrophe nucléaire devient un phénomène acceptable.

CERNÉ-E-S PAR LES TECHNOLOGIES

Ce qui vaut ici pour le nucléaire peut être généralisé à tous les derniers avatars de la société industrielle. Que représente une ligne THT de plus, un aéroport de plus, bref, un projet nuisible supplémentaire, dans un environnement qui est déjà cerné ? La réalité du désastre actuel n'incite guère à l'optimisme et à une mobilisation conséquente. L'acceptation fonctionne beaucoup sur la résignation. C'est sûrement une des raisons qui explique que les oppositions les plus vives se trouvent dans des lieux où un territoire ou de forts liens sociaux ont été préservés, comme dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes ou au Pays basque. Mais l'acceptation fonctionne aussi sur la compromission : peut-on contester un projet autoroutier en étant soi-même automobiliste ? L'ins-

tallation d'une antenne-relais en ayant un téléphone portable ? La création d'une centrale en ayant un chauffage ou une cuisine électrique ? Ces arguments sont souvent fallacieux : la vie dans la société actuelle rend la plupart de ces objets presque indispensables à qui ne veut pas être trop en marge de ses congénères. Mais en mettant sur le même plan des projets technologiques, et leur traduction concrète, en biens matériels, dans la vie quotidienne, ils laissent croire que toute critique des uns revient à vouloir priver toute personne des seconds. Ainsi, on donne à voir les opposant-e-s soit comme des personnes malintentionnées, ne rêvant que de détruire les voitures, téléphones et appareils ménagers de tous les foyers, soit comme des fantaisistes déconnectés de la réalité. Si nous estimons qu'un inventaire est à faire parmi les objets qui encombrant notre quotidien, il n'est pas question

Le développement constant de nouvelles technologies ne permet pas de se débarrasser d'installations industrielles dangereuses.

d'en priver quiconque par la force, mais de combattre la logique sociale qui rend leur existence nécessaire, désirable, ou tout simplement possible.

FAIRE ACCEPTER

Mais *quid* de l'acceptation des technologies entièrement nouvelles, encore peu ou pas répandues ? Être discret n'est plus une stratégie payante : le risque est trop grand que des informations délicates ou controversées fuient et se diffusent largement sans médiation possible de la part des technocrates. Mieux vaut pour eux contrôler la diffusion de l'information, notamment à travers l'organisation de consultations publiques. Cependant, comme il est évident qu'une simple consultation ne masque pas une déci-

SCIENCE ET POUVOIR, LE MYTHE DE LA SCIENCE PURE

« LORSQUE LE POUVOIR n'est plus fondé sur la divinité, mais sur le gouvernement des hommes, il lui faut encore être en capacité de se justifier. Si les décisions du pouvoir sont toujours parées des attributs de la nécessité, ce n'est plus par la grâce du Ciel, mais au nom des lois de la Nature. Les scientifiques rentrent alors réellement en scène, car ils fournissent l'expertise nécessaire à légitimer les actions du pouvoir. C'est ainsi qu'une réelle (mais partielle) autonomie du champ scientifique est acquise. Au XIX^e siècle, la notion de Progrès permettra à la bourgeoisie de

prétendre "légitimement" prendre en charge le destin de l'humanité. La science participe au pouvoir au nom de sa neutralité fantasmée, de sa capacité à dire le vrai du monde. Les scientifiques peuvent donc à la fois prétendre servir le bien de l'humanité ET être neutres, tout en obtenant des fonds (nécessaires à leurs institutions de plus en plus nombreuses) auprès des structures étatiques modernes en faisant valoir l'intérêt qu'ils représentent pour l'industrie, la défense, etc. Le champ scientifique est né, son double discours est permanent (et il existe plus que

jamais aujourd'hui), mais il ne s'adresse pas aux mêmes personnes et n'a pas toujours la même fonction. Il faut apaiser les dominé-e-s et prétendre œuvrer pour leur bien tout en intéressant les élites politiques et industrielles pour obtenir des subsides, et bien rappeler, lorsque les sciences produisent quelques maux, que seule leur application mal intentionnée est à mettre en cause. »

« Le mythe de la science pure », Guillaume Carnino, dossier l'impérialisme scientifique, *Offensive*, n° 10, 2006, p. 23.



sion autoritaire, cela ne suffit pas. Il devient nécessaire d'organiser des débats démocratiques, où la participation de toutes et tous, y compris des opposant-e-s, est de rigueur, et où il est envisageable de modifier un projet à la marge. Mais la pertinence de ces débats s'épuise. L'expérience et le travail d'enquête de militants radicaux ont montré de quoi il s'agissait : au mieux d'une « consultation participative », ou, plus finement, d'un exercice pédagogique et de compromission mis au point par des sociologues de l'innovation. Clairement analysé et critiqué, ce procédé a été largement saboté, notamment le débat sur les nanotechnologies de 2009, et, dernièrement, celui sur le projet Cigéo d'enfouissement des déchets radioactifs. À part leurs instigateurs, et quelques associations environnementalistes qui ont rarement contesté les désastres écologiques en profondeur, plus grand monde ne croit à l'utilité de ces débats. Ils ne semblent plus être qu'une obligation légale.

LE MYTHE DES TECHNOLOGIES VERTES

Alors qu'elles passent toutes par des procédures d'acceptation similaires, nous voulons ici articuler notre opposition commune aux nouvelles technologies (RFID, Smartphone, etc.) et à d'autres plus anciennes tels le nucléaire ou les OGM. Il convient tout d'abord de mettre fin au mensonge que les nouvelles technologies seraient vertes et permettraient de réduire les nuisances des anciennes. Cette prouesse serait possible parce que les RFID, couplées à des capteurs de toutes sortes, permettent d'optimiser les réseaux de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, parce que les visioconférences évitent des déplacements inutiles, et parce que tous ces objets sont conçus pour être peu gourmands en énergie. Comme répété tant de fois, ces gains sont malheureusement largement contrebalancés par leur développement en masse. Peu importe que les dernières innovations nécessitent moins de plastiques, de métaux rares, et d'électricité pour fonctionner, puis-

qu'il y en a de plus en plus. L'optimisation de la consommation ne permet pas de réduire les besoins, mais permet simplement de diffuser toujours plus d'appareils. D'autre part, si quelques déplacements professionnels sont évités grâce aux nouveaux dispositifs de communication, les trafics aériens, ferroviaires ou routiers ne semblent pas du tout sur le point de faiblir. Au final, le développement constant de nouvelles technologies, les innovations à tous crins ne permettent pas de se débarrasser d'installations industrielles vétustes ou dangereuses. Les technologies et les nuisances se cumulent. À côté des centrales nucléaires s'installent les parcs éoliens, à côté des lignes à grande vitesse les antennes-relais pour interconnecter les Smartphone toujours plus nombreux, et les nanotechnologies prendront leur essor dans un monde qui continuera à produire des matières plastiques toutes plus nocives les unes que les autres.

Il ne s'agit pas simplement de dire que ces technologies ne sont pas incompatibles, mais aussi qu'elles partagent des points fondamentaux. Notamment dans leur conception, et leur élaboration : ces technologies sont des produits directs de la recherche scientifique telle qu'elle se mène aujourd'hui. Il n'est pas question ici d'opposer recherche appliquée et recherche fondamentale, ou encore recherche privée et publique (voir l'encadré). Dans tous les cas, les chercheurs et chercheuses entretiennent dans leur activité un certain détachement d'avec le reste de la société, dont ils ont une approche réductionniste, et ne fournissent que des réponses techniques aux problèmes qui leur sont posés. Chaque outil et chaque technique façonnent les gestes des personnes qui les utilisent, leur rapport au monde et aux autres. Au final, c'est la société entière qui devient profondément altérée par l'usage répandu d'un outil ou d'une technique. Or les technologies qui sortent des laboratoires, quand elles ne sont pas, au mieux, des gadgets inutiles, ont tendance à rationaliser, à accélérer, ou à mieux contrôler certaines tâches. Et, par effet rebond, en viennent à rationaliser, accélérer ou contrôler nos comportements. Certes, tous leurs effets ne sont pas identiques et ne se valent pas. Par exemple le nucléaire a contribué à militariser la société, à concentrer la production énergétique et à fragiliser énormément une société sous la menace perpétuelle d'un arrêt soudain de la production électrique. De son côté, l'informatisation de la société a contribué à accélérer les processus de production, de la chaîne jusqu'au bureau, à intensifier les flux de marchandises et de personnes et à faciliter la surveillance. Aujourd'hui, elles sont mutuellement dépendantes et participent toutes deux à une gestion totale de la société. L'idée n'est pas de nier les spécificités des différents objets de notre contestation, mais d'articuler, quand c'est possible et pertinent, nos critiques à leur rencontre. Avec évidemment l'espoir de renforcer mutuellement les différents mouvements d'opposition et de les rendre plus efficaces. **Camille & Rimso**

ANTI-INDUSTRIELS

RAPPORT D'ÉTAPE

LE COURANT ANTI-INDUSTRIEL EST ACTIF DANS DIVERSES LUTTES DEPUIS UNE QUINZAINES D'ANNÉES. AUJOURD'HUI, IL SEMBLE NÉCESSAIRE QU'IL SE FÉDÈRE HORS DES LOGIQUES DE BANDE S'IL VEUT PESER SOCIALEMENT.

1. Harmut Rosa, *Aliénation et accélération*, Découverte, 2012.

2. Wolfgang Pohrt, *Sociologie du crime politique*, Le Bord de l'eau, 2013.

CONTRAIREMENT AUX APPARENCES, la critique de la société industrielle, qui se développe aujourd'hui dans certains secteurs situés à gauche de l'extrême gauche traditionnelle, n'est pas chose nouvelle. Chez les écrivains et artistes romantiques, mais aussi chez les sociologues et philosophes de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle (depuis Max Weber jusqu'à l'école de Francfort en passant par Heidegger), on trouve une analyse très lucide de la puissance acquise par les technologies industrielles dans le façonnement du monde moderne, ciblant notamment leur res-

ponsabilité dans la dégradation du travail et de la qualité des produits, la dissolution du sens et des formes de la communauté, ou encore les destructions s'exerçant sur les paysages et les êtres vivants. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que cette critique sociale anti-industrielle, à partir des années 1990, se soit structurée comme un courant politique à part entière, réuni autour d'un certain nombre de collectifs (l'Encyclopédie des nuisances, Pièces et main d'œuvre, Los Amigos de Ludd, le groupe Oblomoff, l'OLS, etc.). Ces collectifs

Le courant anti-industriel n'a pas encore réussi à faire entendre à une large échelle un discours critique qui montre

logie politique ou de la décroissance (ce qui explique par exemple la présence d'une tonalité clairement anti-industrielle dans certains articles du journal *La Décroissance*); et même des autonomes ayant approfondi les enseignements des combats écologistes et antinucléaires des années 1970-1980. Dans les quinze dernières années, le courant anti-industriel s'est ainsi retrouvé à mener la lutte sur plusieurs fronts, le plus souvent dans des conditions très défavorables: contre la biométrie et les dispositifs de contrôle social, contre les nanotechnologies, contre le puçage des animaux, contre l'informatisation et la numérisation... S'il a réussi à attirer l'attention de la population sur des problèmes tels que les dangers des OGM ou la farce que représentent les débats « citoyens » d'acceptation des nanotechnologies, il n'a toutefois pas encore réussi à se structurer en un courant organisé, capable de faire entendre publiquement, à une large échelle, un discours critique qui montre dans le déferlement technologique un phénomène social aussi déterminant et aliénant que l'expansion du capitalisme (les deux étant pourtant intrinsèquement liés).



possèdent en outre des lieux d'expression clairement identifiables, des revues (*Notes & morceaux choisis*, *Offensive*, *Z*, etc.), et même des maisons d'édition (Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, *L'Échappée*, *La Lenteur*, *Le Monde à l'envers*, etc.), aussi différentes soient-elles les unes des autres.

CRISTALLISATION D'UN COURANT

La lutte contre les OGM a représenté un tournant dans la cristallisation de ce courant politique, en rassemblant des per-

DÉPASSER LA PARCELLISATION

Bien sûr, cela est dû, en priorité, à la disproportion des forces en présence: d'un côté quelques milliers d'activistes tout au plus, et de l'autre une logique sociale globale, alimentée entre autres par de puissantes entreprises disposant de relais dans les médias, les universités et à la tête de l'État. Mais on peut aussi se demander si le mouvement anti-industriel n'est pas resté prisonnier d'une logique de l'urgence déterminée par l'accélération généralisée des processus sociaux. En effet, face au déferlement technologique, le mouvement en est resté à une tactique consistant à répondre au coup par coup, sans stratégie globale à moyen et long terme. D'où une parcellisation des luttes (contre le nucléaire, contre le fichier « Base élèves », contre le livre numérique, etc.), et la multiplication de comités et de groupes créés pour la circonstance, qui se trouvent souvent contraints d'introduire « par la bande » la



critique sociale globale qui est pourtant sous-jacente à leur démarche. Aujourd'hui, on peut se demander s'il ne serait pas plus intéressant, et efficace, de prendre le temps de développer publiquement un point de vue sur la marche du monde contemporain dans son ensemble, de saisir toutes les occasions de réfléchir en commun sur la société en tant que totalité en devenir, pour réunir d'emblée les gens sur la base de cette analyse (au lieu d'essayer de les amener, à la façon de Platon, de la caverne obscure des peurs sanitaires ou catastrophistes vers le ciel lumineux des idées anti-industrielles). Une telle perspective impliquerait d'abandonner aussi la « micropolitique des groupes » et le pseudo-romantisme des minorités ultraradicales. Contre le parti et le syndicat comme formes d'organisation prêtant particulièrement le flanc à la bureaucratisation, les révolutionnaires des années post-68 avaient inventé une politique du groupe. Plus mobile et inventif, reposant essentiellement sur l'enthousiasme des participants et leur investissement affectif dans le collectif, le groupe donnait l'illusion que la politique pouvait être passionnante

de façonner sa propre vie et son propre environnement, quand il ne peut plus se ménager un règne plus ou moins grand de liberté où il pourrait agir – c'est alors seulement que l'individu peut se fondre dans une bande »².

Malgré un certain nombre de tentatives esquissées par le passé, l'échec à se fédérer entre groupes anti-industriels est à cet égard un vrai symptôme de la libéralisation des mœurs : il montre l'incapacité de beaucoup à vivre avec des personnes de culture politique différente, ou qui ont des vécus et des expériences parfois divergents. Ne voir l'action politique qu'à travers le prisme des groupes affinitaires contribue à reconduire dans ce domaine les logiques dominantes de la société néolibérale : le narcissisme collectif – qu'entretiennent d'ailleurs les formes d'action ludiques, « cool » et « fun », issues de la culture de la dérision propre au divertissement de masse (happenings, déguisements, canulars et autres blagues de potache) ; l'entre-soi et la culture du ghetto, où non seulement on se détourne de ceux qui ne nous ressemblent pas, mais où on finit même par s'affronter entre nous au nom de la plus petite différence, instaurant ainsi une logique de rivalité et de concurrence entre groupes. Cette impossibilité de se fédérer entraîne en outre une dernière conséquence : la difficulté à accumuler et transmettre une expérience historique des réflexions et des

dans le déferlement technologique un phénomène social aussi déterminant et aliénant que l'expansion du capitalisme.

en permanence – ce qui contrastait fortement avec l'ennui se dégageant inévitablement des rituels propres aux organisations plus structurées. Parce qu'il se formait par le jeu des affinités individuelles, le groupe faisait tomber la séparation entre action politique et vie quotidienne, une séparation propre caractéristique du militantisme traditionnel que les situationnistes avaient dénoncée avec violence. C'est cette politique des groupes, héritée des années 1970, qui inspire encore aujourd'hui la plupart des gens qui ne se reconnaissent pas dans l'extrême gauche partidulaire – et notamment les anti-industriels.

EN BANDE POINT DE SALUT

Mais avec le temps et la pénétration du libéralisme culturel dans les comportements, le groupe s'est fait meute, il est devenu une « tribu », une « clique », une « bande » comme les autres, parmi toutes celles que compte la société actuelle – la seule différence étant que son identité est définie par le fait qu'on s'y « reconnaît » dans telle ou telle position (posture) politique. Aujourd'hui le groupe n'est souvent plus l'expression d'une conquête d'autonomie, mais d'une déperdition des capacités de vivre, de dialoguer et d'agir avec des personnes différentes de soi. Comme l'écrit le théoricien allemand Wolfgang Pohrt, « l'observation sociologique selon laquelle des bandes se forment dans tous les domaines sociaux, la possibilité de décrire, d'une façon générale, des processus sociaux en termes de bandes et de formation de bandes, ainsi que le fait que l'individu est prêt à concevoir en termes de formation de bandes, non seulement lui-même, mais aussi ses rapports sociaux, tout cela n'est possible que sous certaines conditions. C'est seulement quand l'individu est atomisé et impuissant, quand il n'est donc plus capable – comme c'était la caractéristique de l'individu bourgeois –

luttas du mouvement, qui fait que chaque nouvel arrivant n'aurait pas à tout réapprendre de zéro...

Bien évidemment, il ne s'agit pas de solutionner ces problèmes en revenant à la forme traditionnelle du parti politique. Mais peut-on pour autant ignorer ces questions et continuer à (essayer d')agir comme si de rien n'était ? Patrick

S ADAPTER AU D SASTRE: LA RECHERCHE (TECHNO)SCIENTIFIQUE

« LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE est de plus en plus rapidement fécondé par la recherche. Mais si la recherche est encore en partie libre, la production et la diffusion des technologies sont aux mains des capitalistes, et les procédés sont privatisés par les brevets. Face à une technologie polluante ou destructrice, la réponse habituelle est de chercher une solution encore technique. Alors que l'expérience montre qu'en faisant cela, on ne supprime un problème que pour en créer un nouveau ! C'est en partie le résultat d'une critique qui reste trop limitée : on reconnaît les désastres, notamment écologiques, mais on pense qu'il suffirait de ne pas exagérer, de changer certains moyens... Le fait que cela puisse venir de l'organisation même de notre société et de son

rapport au monde est ignoré. Au lieu de s'attaquer à l'élimination des nuisances, qui sont issues de la surconsommation et du mode de vie effréné de nos sociétés modernes, on essaie d'adapter l'humain, la vie en général, à ces pollutions, et ce par la force, grâce à de nouvelles technologies toujours plus mutilantes. »

« Crédits à la soumission ? », Anita et Florent, *Offensive*, n° 7, 2005, p. 9.



LIL Y A DIX ANS, LE PREMIER NUMÉRO D'OFFENSIVE, TITRAIT « CASSEZ VOS TÉLÉS ! ». LE DOSSIER DE CE NUMÉRO S'ÉVERTUAIT À FAIRE UNE CRITIQUE DE L'OBJET TÉLÉVISION. LE THÈME N'ÉTAIT PAS LE CONTENU DES PROGRAMMES, MAIS LE MÉDIUM LUI-MÊME : LE TUBE CATHODIQUE HYPNOTISANT ET CHRONOPHAGE. DEPUIS, DES CHOSES ONT CHANGÉ... ET PAS EN MIEUX.

CASSEZ VOS CRANS !

1. « Les Français de plus en plus accros à la télévision », **Le Point**, 25 février 2011.
2. « La France compte 6,3 écrans par foyer », **Les Échos**, 20 février 2013.
3. Cédric Biagini, **L'Emprise numérique**, L'Échappée, 2012.
4. « Aliénation de la conscience », de Guillaume Carnino, alias Pirouli, « Cassez vos téléés ! », **Offensive**, n° 1, novembre 2003.

CONTRAIREMENT À CE QUE L'ON CROIT, la consommation de télévision n'a pas baissé au profit d'Internet, elle est même légèrement en hausse. Encore aujourd'hui, les Français restent en moyenne 3 h 32 par jour devant leur télévision¹. Cela concerne aussi les adolescents, pourtant grands consommateurs d'Internet. Avec les écrans plats, la télévision est devenue un objet prenant peu de place et peu cher. Si on ajoute les autres écrans (portables, ordinateurs et tablettes) une famille possède en moyenne six écrans² !

LA TÉLÉ EST PARTOUT...

Depuis dix ans, on a vu apparaître de nouveaux écrans. En 2000, l'accès à l'Internet haut débit a permis les téléchargements de vidéos. En 2005, les sites de vidéos en *streaming*, type Youtube, ont envahi le Web. En 2007, les Smartphone se sont généralisés. Plus récemment, les tablettes ont envahi le marché. Sur tous ces nouveaux supports, les films, les séries et les programmes issus de la télévision sont toujours très visionnés. Dès lors, Il est difficile de savoir combien de temps les gens passent devant des contenus liés à la télévision. L'ordinateur, par ses multiples usages quotidiens, est beaucoup plus captivant que la télévision et démultiplie ainsi le pouvoir d'aliénation de l'écran. Son emprise se renforce grâce aux sollicitations permanentes de la machine. Les visionnages des films et vidéos s'y font de manière plus superficielle. Les durées des vidéos y sont, en général, plus courtes : maximum trois minutes, autrement l'Internaute n'irait pas jusqu'au bout. Avec Internet, on met tout à disposition immédiate. L'internaute est tenté par un consumérisme effréné. Il est incité à regarder des choses plus superficielles et à préférer la quantité plutôt que la qualité.

INTERNET EST EN TRAIN D'AVALER LA TÉLÉVISION

Chaque apparition d'un nouveau média dominant influence les anciens. Internet a fait « évoluer » la télévision. Les écrans des chaînes d'information en continu sont maintenant couverts de bandeaux défilant, les formats sont plus courts et les

montages sont plus rapides. À long terme, tout laisse penser que l'on va vers une convergence des deux outils de décerveau massif : l'Internet et la télévision. Comme le remarquait Cédric Biagini : « Les contenus produits par les chaînes de télévision se regardent de plus en plus sur Internet tandis que le Web occupera bientôt le poste de télévision, le processus d'homogénéisation s'accélère, causant la disparition probable de la télévision en tant que média éditorial »³. La télévision commence déjà à perdre son monopole de diffuseur. Certaines entreprises spécialisées dans la vidéo à la demande en ligne se mettent à la production de série.

STADE SUPRÊME DE L'ALIÉNATION CONNECTÉE

En 2003, quand on critiquait l'objet télévision, on nous répondait : « Mais il y a de bons programmes à la télévision ». Nous répondions alors : « La télévision, en elle-même, implique son usage massif et abrutissant (...) Cela ne veut pas dire qu'il est impossible d'y résister individuellement mais, socialement, une grande partie de la population succombera à son emprise.

Encore aujourd'hui, les Français restent en moyenne 3 h 32 par jour devant leur télévision

(...) Il peut y avoir de bons films et de bons outils vidéo, mais il ne peut pas exister de télévision non-aliénante socialement »⁴. De la même manière, depuis dix ans, Offensive et d'autres ont critiqué l'utilisation et notre dépendance au réseau Internet. Mais la distance critique avec l'objet Internet semble encore moins grande qu'avec la télévision. Les militants politiques ont d'ailleurs tendance à en faire la promotion au nom de l'efficacité ou par adhésion idéologique (celle du « progrès »). Avec l'usage généralisé du Web, certaines pathologies se développent dans l'ensemble de la société (actes compulsifs, dépendances, troubles de l'attention, angoisse, etc.). Regardons, par exemple, le changement de point de vue vis-à-vis de la figure du *geek*. Autrefois, cet informaticien boutonneux, asocial et en permanence devant son ordinateur était ridiculisé et marginalisé. Aujourd'hui, le *geek* est quasiment la norme, voire un exemple à suivre.

En 2009, la Semaine sans télé lancée par Adbusters et Casseurs de Pub a été logiquement rebaptisée Semaine sans écran. Le collectif *Livres de papier* tente de contrer la promotion des « liseuses » (ou *e-books*, tiens... un écran de plus !). Le journal *La Décroissance* relaie régulièrement des informations sur les dangers écologiques et sociaux que représentent les nouveaux gadgets affublés d'écran. Mais tout cela reste une goutte d'eau dans un océan d'écrans.

Cyrille (avec l'aide de Cédric Biagini)





FÉMINISME

LE FÉMINISME a joué un rôle prépondérant dans la construction d'**Offensive** et dans nos luttes. Nous nous sommes notamment appuyé-e-s sur la notion de genre, peu répandue il y a dix ans. Persuadé-e-s qu'il nous fallait nous débarrasser des oripeaux de la féminité et de la masculinité pour pouvoir construire un futur égalitaire et émancipateur, nous n'avons eu de cesse de mettre la notion de genre, les outils de la déconstruction et ceux de la non-mixité en avant, dans le journal ou dans les collectifs dans lesquels nous nous sommes impliqué-e-s. Depuis, la notion de genre a évolué hors du monde militant et féministe. Les institutions l'ont légitimée

et en ont édulcoré la teneur, monopolisant le concept et balayant toute revendication d'ordre révolutionnaire.

Le premier numéro d'**Offensive** paraissait dans un contexte d'institutionnalisation des revendications féministes, avec l'émergence de Ni putes ni soumises, faire-valoir du Parti socialiste. Les temps changent quelque peu mais les méthodes perdurent puisque Ni putes ni soumises, désormais coquille vide, a été remplacée par Osez le féminisme... Les luttes n'ont pas cessé même si elles ne sont pas toujours très visibles : pour défendre le droit à l'avortement, contre les images sexistes, contre

l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie, etc. Des modes d'action radicaux comme les marches de nuit non mixtes sont revenus au goût du jour. Les lignes de clivage féministes se sont durcies ces dix dernières années, comme on a pu le voir avec les débats sur le « voile » et la prostitution. Dans le contexte actuel de criminalisation des populations, il nous semble important de penser l'articulation du racisme et du système de domination masculine, bien que nous n'ayons pas consacré beaucoup de pages à cette question. Ce pourrait être l'un de nos futurs chantiers...

LE DÉSIR DE NON-MATERNITÉ EST SOUVENT QUESTIONNÉ, CE QUI N'EST PAS LE CAS DU DÉSIR DE MATERNITÉ, QUI PASSE ENCORE POUR NATUREL ET IRRÉPRESSIBLE. LA MATERNITÉ SERAIT-ELLE LE SEUL HORIZON ENVISAGEABLE POUR LES FEMMES ?

EN AVOIR OU PAS

LE SYSTÈME DE DOMINATION masculine est fondé sur la biologie et l'idée de complémentarité des sexes. Le fait que les femmes puissent enfanter produirait une différence fondamentale entre les hommes et les femmes, qui justifierait les rôles et fonctions soigneusement différenciés qui leur sont dévolus. Ce raisonnement omet le fait que toutes les femmes ne peuvent pas enfanter. Peu importe, l'élevage des enfants, les soins du mari et de la maison leur reviennent, les hommes s'occupant du reste, c'est-à-dire tout ce qui est extérieur au foyer. Le rôle de la mère est fondamental dans la construction patriarcale¹. Avant les années 1970, la reproduction était considérée comme un acte naturel, un devoir religieux et une nécessité pour la survie de l'espèce. La maternité était un devoir nécessaire, notamment dans les milieux bourgeois, permettant la transmission du nom de l'époux et des biens de celui-ci. Pour être une femme « normale », il fallait enfanter, ou tout au moins en éprouver le désir.

ICONO : «VAGINHEAD»
DE MINA MITZE

SI JE VEUX, QUAND JE VEUX

Les luttes féministes des années 1970 ont mis l'accent sur la maîtrise de la procréation au travers des luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception. Le désir d'enfant et l'enfantement ont été mis en question. Les représentations ont évolué, la religion s'est faite moins invasive. La maternité n'est plus une évidence ou une fatalité, c'est une question qui se pose. Les femmes ont désormais le choix. Oui mais... la crise économique des années 1980-1990 a renvoyé les femmes les moins formées et les plus fragiles économiquement à la maison. Le chômage massif, qui a touché les femmes plus durement que les hommes, n'a laissé d'autre alternative de valorisation aux femmes que la maternité. Oui mais... la pression à faire des bébés est toujours là, même si l'on considère désormais que les femmes peuvent mener de front maternité, vie familiale et emploi. Le partage égalitaire des tâches réclamé par les féministes de la deuxième vague a fait long feu. Et les pédo-psychiatres trouvent toujours de nouvelles responsabilités incombant aux parents, et principalement aux mères. Dans les faits, ce sont toujours les femmes qui ont la charge des enfants, et qui doivent parvenir à concilier vie privée et professionnelle. Non seulement les journaux, les radios, les ami-e-s, la famille incitent fortement les femmes à devenir mères, mais celles-ci doivent encore être des mères parfaites. La culpabilisation marche à plein régime, nous poussant à nous conformer à l'attente sociale. Et l'on voit toujours d'un mauvais œil celles qui avouent ne pas vouloir d'enfant, surtout si elles sont en couple, auquel cas on ne



comprend pas ce qui ne tourne pas rond chez elles. Elles sont fatalement égoïstes, matérialistes, carriéristes. Ce ne sont pas tout à fait des femmes puisqu'elles ne produisent pas d'enfant et « refusent leur féminité ». Elles partagent la réprobation générale avec celles qui veulent avoir un enfant à tout prix. Il est de bon ton de se faire une raison quand on est stérile, comme il est convenu que l'on ne doit pas se reproduire quand on est célibataire, veuve, divorcée ou lesbienne. Le désir d'enfant confine alors à la maladie, et les femmes sont incitées à se faire examiner. Car l'enfant n'a de sens que s'il est le résultat de l'union d'un homme et d'une femme, il s'agit de ne pas être en décalage avec le couple hétérosexuel. Les débats autour du mariage et de l'adoption pour tou-te-s et tous ne disent pas autre chose. Les hommes qui ne veulent pas se reproduire essuient eux aussi des regards en coin mais c'est leur sta-

1. Le patriarcat est l'autre nom du système de domination masculine.

À LIRE

**Le Conflit.
La femme et la mère**
Élisabeth Badinter
Flammarion
2010

SELF-DETERMINATION ACCESS



« NULLIPARE, adj. et subst. fém.
1. Méd. (en parlant d'une femme) : qui n'a pas eu d'enfant.
2. Zool. : se dit d'une femelle qui n'a pas encore porté, se dit d'un moustique femelle qui n'a pas encore pondu. »

« Nullipare. Bien sûr, j'entends d'abord "nulle". Mais il y a aussi "pare", "part". Une femme nullipare, non partagée dans (entre ?) ses enfants, restée indivise. Une femme de nulle part, irrecevable quant à la question des origines [ce sont bien

les origines que la descendance questionne, comment l'ignorer ?]. Vacuité des lieux et viduité de la promeneuse. Nullipare. Territoire et être. Sol et sang.

Je me demande s'il existe un mot semblable qui désignerait un homme qui n'aurait pas d'enfant. Je comprendrais qu'il n'y ait rien.

Voilà, je voudrais interroger l'ahurissant mystère de ne pas avoir d'enfant comme on interroge l'ahurissant mystère d'en avoir. »

Nullipare, Jane Sautière, Verticales, 2008.



ICONO: MOLLY FAIR (COLLECTIF JUSTSEEDS)

tut qui est en jeu, alors qu'avoir des enfants est considéré comme faisant partie intégrante de l'identité des femmes.

LE POIDS DE LA MATERNITÉ

La figure de la mère est ambivalente, elle est à la fois glorifiée pour son rôle nourricier et méprisée. On lui dénie toute capacité intellectuelle ou créatrice, jugée incompatible avec la fonction reproductrice². Et elle se doit d'être une « bonne mère », celle qui fait passer les besoins de son enfant avant les siens. Si la plupart des mères ne se conforment pas à cette image de la mère parfaite, celle qui allaite à la demande, qui met ses désirs et sa vie en sourdine pour s'occuper de son enfant, elles n'en subissent pas moins une pression constante. Elles vivent avec la culpabilité de ne jamais en faire assez, de ne pas faire comme il faut, bref de ne pas consacrer 100 % de leur temps à leur progéniture. Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les masculinistes³, le désir le plus profond des femmes n'est pas d'acaparier les enfants pour elles seules. Si, en cas de rupture, les tribunaux donnent la garde des enfants en premier lieu à la mère, c'est pour deux raisons. La première est que la justice est aussi le reflet de notre société sexiste, qui considère que les femmes sont les plus à même de s'occuper des enfants, surtout s'ils sont en bas âge. La deuxième est que très peu de pères demandent effectivement la garde de leurs enfants, préférant se délester des tâches peu reluisantes de l'élevage au détriment des femmes.

Le désir d'enfant et la maternité sont encore largement perçus comme quelque chose d'inné, d'universel, soumis aux mécanismes de la fécondité. L'existence de l'instinct maternel, après avoir été battu en brèche, fait un retour fulgurant. Quand on n'ose plus l'appeler ainsi, on parle de « fibre maternelle » ou d'« amour maternel », mais le fond reste le même. Les femmes, de par leur fonction reproductrice, seraient plus proches de la Nature. La maternité ne serait pas un fait social, mais une fonction naturelle. Les tenants de l'essentialisme⁴

posent les femmes en objets de leur maternité, non comme des sujets, les excluant de fait du champ social. Les études sur ce sujet s'appuient principalement sur l'éthologie, cherchant à montrer que la femme est un mammifère comme les autres – donc une femelle comme les autres –, avec les mêmes hormones de maternage, l'ocytocine et la prolactine. Or, comme le dit Élisabeth Badinter, « si nul ne nie l'intrication entre nature et culture, ni l'existence des hormones du maternage, l'impossibilité de définir un comportement maternel propre à l'espèce humaine affaiblit la notion d'instinct et, avec elle, celle de "nature féminine" »⁵. Les femmes ne sont donc pas plus faites pour avoir des enfants que les hommes. L'essentialisme et le naturalisme⁶ ne font aucun cas de l'aspect primordial de l'éducation et du processus de socialisation dans la construction des rôles sociaux « masculins » et « féminins ». Le fait que des femmes refusent de don-

Dans les faits, ce sont toujours les femmes qui ont la charge des enfants.

ner naissance à un enfant devrait être vu non pas comme une anomalie ou une déviance, mais bien comme une preuve de plus que ledit « instinct maternel » n'existe tout simplement pas dans l'espèce humaine. Nous sommes largement construits-e-s par la société dans laquelle nous vivons et par notre parcours personnel et familial. Loin de nous libérer, le fait d'être sans cesse ramenées à notre « nature » ou « essence » nous enlève tout pouvoir de décision et d'action. Les notions de droit de choisir et de libre disposition de leur corps par les femmes ne sont pas de vains mots. Ce sont les premiers pas vers l'autonomie, qui peuvent nous entraîner plus loin sur le chemin de l'émancipation. La lutte pour le droit à l'avortement et la contraception, c'est-à-dire pour la maîtrise de la procréation, sont loin d'être terminées. Les luttes féministes ont encore de beaux jours devant elles... Qu'on se le dise ! **Albertine**

2. « La vie est un manège », Mona Chollet, février 2007, en ligne sur peripheries.net.

3. Le masculinisme est un mouvement misogyne qui vise à défendre les privilèges et la position de pouvoir des hommes, contre les féministes, censées avoir pris le pouvoir, et les femmes en général.

4. L'essentialisme est une théorie qui vise à donner une essence ou à généraliser une caractéristique donnée à un groupe humain, que cette caractéristique soit naturelle ou culturelle.

5. Le Conflit. La femme et la mère, Élisabeth Badinter, Flammarion, 2010.

6. Le naturalisme est une théorie selon laquelle tout est fixé par la nature.

GENRE

L'EXPRESSION DU PATRIARCAT

1. Pour leur manifestation du 17 novembre 2012.
2. p. 296 de *Mœurs et sexualité en Océanie*, éd. Plon, 1982 (éd. originale en anglais 1935).
3. *Le deuxième sexe*, éd. originale 1949, éd. Gallimard, 1986.
4. *L'anatomie politique - catégorisations et idéologie du sexe*, éd. Côté Femmes et Indigo, 1991
5. *L'ennemi principal tome 2, Penser le genre*, éd. originale 2001, éd. Syllepse, 2013
6. voir à ce propos les travaux d'Anne Fausto-Sterling, *Les cinq sexes*, éd. Payot & Rivages, 2013, et *Corps en tous genres*, éd. La Découverte, 2012, sur le traitement des personnes intersexes.
7. *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, éd. L'Harmattan, 2004
8. *Sexe, race et pratique du pouvoir*, éd. Côté-femmes, 1992
9. Monique Wittig, *La Pensée Straight*, éd. originale 2001, rééd. Amsterdam, 2013
10. *Trouble dans le genre*, 1990

DANS UN TRACT de la « manif pour tous »¹, on peut lire dès le premier paragraphe : « cette loi reformera profondément le Code civil et le droit français en effaçant les mots de “ mari ” et de “ femme ”, de “ père ” et de “ mère ” au profit de termes asexués. Elle ignorera alors deux piliers de l'identité humaine : la différence sexuelle et la filiation en résultant. » La « différence sexuelle » est surtout un pilier du patriarcat, et qui n'a rien de naturel, comme ce tract l'admet sans doute malgré lui : dans le cas contraire de simples substitutions de termes ne la mettrait pas en péril. La « différence sexuelle » est ce qui justifie la domination masculine et la norme hétérosexuelle.

UN PEU D'HISTOIRE

L'anthropologue Margaret Mead séjourna dans les années 1920 avec trois peuples de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle décrivait que chez les Mudugunor, la normalité était d'être brutal, agressif, individualiste, quel que soit son genre. À l'inverse chez les Arapesh, c'était la douceur, le souci des autres, etc., qui dominaient les traits de caractères des hommes comme des femmes. Et enfin chez les Chambuli les femmes avaient une position dominante économiquement (mais pas de droit) et une sexualité « plus active et plus ardente »², quand les hommes étaient émotifs et préoccupés de leur apparence. Conclusion de tout cela : les différences sexuelles, c'est culturel !

Un certain nombre de critiques lui ont plus tard été adressées, arguant qu'il y a au moins autant sinon plus d'idéologie que d'observations réelles dans ses écrits. Il est difficile d'en juger aujourd'hui, mais reste qu'ils nous obligent à considérer que, peut-être, les rôles genrés ne sont pas si

De nombreuses féministes ont contribué à dénaturer la domination.

naturels... En partant de cette hypothèse, on peut regarder autour de nous, ici et maintenant, et constater que des choses censées être « naturelles » sont pourtant inculquées au forceps et rappelées sans arrêt. Entre mille exemples on peut donner celui des petites filles dont les activités

JOUER LE GENRE

« Tel un nouveau converti, au début j'en faisais trop. Quelque part près de Gay, dans l'Indiana, j'adoptais une démarche chaloupée. Je souriais peu. Je traversais tout l'Illinois avec les yeux à demi fermés de Clint Eastwood. Je bluffais, mais pas plus que la plupart des hommes. Nous nous regardions

tous les yeux à demi fermés. Ma démarche n'était pas différente de celle de bien des adolescents qui essaient de paraître plus virils qu'ils ne le sont. C'est pourquoi elle était convaincante. Sa fausseté même la rendait crédible. » Middlesex, Jeffrey Eugenides, éd. de l'Olivier, 2003, p. 578

jugées trop bruyantes, agitées, etc., sont réprimées dès le plus jeune âge, ce qui les rend globalement plus obéissantes et plus calmes que les petits garçons.

De nombreuses féministes ont ensuite contribué à dénaturer la domination. On peut citer Simone de Beauvoir³, Nicole-Claude Mathieu⁴ qui a commencé à considérer les femmes comme une entité sociologique, Christine Delphy⁵ qui explique magistralement que le genre précède le sexe, assertion que l'on peut appuyer par le fait que la définition du sexe en biologie est la moyenne de différents facteurs (physio, hormonaux, génétiques, etc.) et que la réalité ressemble plus à un continuum entre deux pôles qu'à deux types bien distincts⁶.

Paola Tabet⁷ a décrit « l'organisation sociale du travail de procréation », Colette Guillaumin⁸ a apporté le terme de *sexage* pour décrire l'appropriation collective et individuelle des femmes et contribué à la dénonciation du discours sur la Nature, et Monique Wittig⁹ a été la première à décrire l'hétérosexualité comme un système politique. Judith Butler¹⁰ propose pour décrire les processus de construction du genre de parler de performance de celui-ci : c'est finalement l'apprentissage et la répétition incessante d'actes et de discours qui fabriquent le genre.



« GARÇON GRAND ET FORT »
« PETITE FILLE ADORABLE »

Au début des années 1990 le terme « queer » apparaît aux Etats-Unis. Repris d'une injure qui désigne le dehors de la normalité hétérosexuelle, il se positionne à la fois contre les discours homophobes et contre les pratiques d'assimilation et de normalisation. La stratégie qui y est associée est de dissoudre le système sexe/genre par et dans la prolifération des catégories.

Déjà effective de la part de certains groupes il y a dix ans, par exemple les Panthères roses ou le Collectif contre le publisexisme, l'utilisation du concept de genre s'est depuis généralisée dans les milieux féministes et LGBT. Ce qui n'implique pas forcément que l'idée que « le genre précède sexe » soit aussi largement acceptée et intégrée. Les réflexions transphobes¹¹ encore trop répandues en attestent...

DÉFINITION

Christine Delphy définit ainsi le genre¹² : c'est « un concept qui contient les trois éléments du système social de sexe. » « D'abord le contenu social et arbitraire des différences entre les sexes ». Autrement dit les identités féminine et virile, construites par des mécanismes sociaux extrêmement forts, notamment au travers de l'éducation, et variables suivant les époques et les cultures. Cet aspect du genre a trait aux rôles attribués aux personnes, et à presque toutes nos pratiques et tous nos comportements, jusqu'aux plus insignifiants. Mais la définition serait incomplète sans inclure la notion de séparation des sexes posée comme infranchissable, c'est pourquoi elle poursuit : « ensuite un singulier, le genre et non les genres pour penser le principe de partition lui-même. » Et pour finir il ne faut pas oublier « une notion de hiérarchie qui offre la possibilité de reconsidérer les rapports entre les deux parties », très liée dans sa construction à la catégorisation imposée, et fondamentale à visibiliser.

UN OUTIL DE LUTTE

La notion de genre est une de celles qui permettent de réaliser que ce qui est socialement construit peut être socialement déconstruit, et donc être un sujet d'action politique. De plus elle permet d'aller à la racine du patriarcat et de l'hétérosexisme, de pouvoir travailler à les mettre à bas plutôt qu'à les aménager. En effet le genre est l'idéologie qui justifie la domination patriarcale et hétérosexiste. C'est aussi le cadre de la reproduction des inégalités et de l'exploitation qui y sont inévitables.

Il faut « dissocier soigneusement “les femmes” (la classe à l'intérieur de laquelle nous combattons) et “la femme”, le mythe. Car la-femme n'existe pas pour nous, elle n'est autre qu'une formation imaginaire, alors que “les femmes” sont le produit d'une relation sociale. »¹³

Le queer est un outil utile en tant qu'anti-essentialisme radical, pour dénaturer les évidences et ainsi les repolitiser¹⁴. Pour atteindre ce but la stratégie est de « refuser de s'impliquer dans les termes posés par une forme d'autorité ou un régime disciplinaire et chercher plutôt à trouver la position stratégique qui permet d'en exhiber les mécanismes. »¹⁵ En 2004 **Offensive** publiait un article toujours pertinent sur le mouvement queer : « Il ne s'agit pas de figer de nouvelles identités (sous-cultures), mais bien de montrer les différentes dimensions du pouvoir qui traversent la vie des individu-e-s, et d'exposer les implications multiples de chaque positionnement social. »¹⁶

LES ÉCUEILS DE LA DÉCONSTRUCTION

Marie-Hélène Bourcier décrit elle-même le queer comme n'étant pas une libération ni une révolution, ou un modèle émancipationniste, mais plutôt une résistance. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut renoncer à éradiquer les systèmes oppressifs, ni penser que les « instruments que l'on a à sa disposition pour contrer le régime hétérosexuel ■

À VOIR



VenusBoyz
Gabriel Baur, 2002

11. La transphobie est le rejet des personnes Trans et de la transidentité. Elle peut prendre plusieurs formes : exclusion familiale, amicale, professionnelle, refus de soin de la part du corps médical, stérilisation forcée réclamée par les tribunaux pour obtenir le changement d'état civil. Elle peut aller jusqu'à l'agression, voire le meurtre. (d'après le site de l'association Outtrans, <http://outtrans.org>).

12. *Penser le genre*, ibid.

13. Wittig, idem, p. 49

14. Marie-Hélène Bourcier, *Queer Zones*, éd. Balland, 2001, p. 140

15. Bourcier, ibid., p. 141

16. *Offensive* n°4, 2004, «La queer, puzzle des identités sexuelles», Zoospack !

À LIRE

Outre les ouvrages signalés en notes :

La loi du genre une histoire culturelle du 'troisième sexe'

Laure Murat, éd. Fayard, 2006

Manifeste contra-sexuel

Beatriz Preciado, Balland, 2000

Pour en finir avec le sexisme

Guillaume Carnino, L'Échappée, 2005

Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes, Marie-Claude

Hurtig, Michèle Kail, Hélène Rouch (coord.),

CNRS éditions, 2002

■ viennent de l'hétérosexualité»¹⁷ seulement. Dans *L'anatomie politique*, Nicole-Claude Mathieu, à propos de l'usage des valeurs des dominants par les dominées, estime qu'il faut distinguer, parmi l'ensemble des valeurs ou représentations « générales » d'une société, celles qui servent structurellement à la domination (et ne peuvent donc être d'aucune utilité dans une lutte d'émancipation) et celles qui sont susceptibles d'usages contradictoires ; les secondes peuvent être mises au service des dominé-e-s, mais pas à n'importe quelle condition¹⁸. Il faut nous rappeler aussi que tous les outils et modèles n'existent pas encore, et que tout est à inventer, ou, comme l'écrit Adrienne Rich :

*we're out in a country that has no language
no laws, we're chasing the raven and the wren
through gorges unexplored since dawn
whatever we do together is pure invention
the maps they gave us were out of date
by years...*



*nous sommes dans un pays sans langage
sans loi, nous pourchassons le corbeau et le roitelet
à travers des gorges inexplorées depuis l'aube
tout ce que nous faisons ensemble est pure invention
les cartes qu'ils nous ont données sont obsolètes
depuis des années...*¹⁹

17. Bourcier, idem, p. 138

18. Mathieu, idem

19. Extrait du XIII des *Twenty-One Love Poems*, Adrienne Rich, 1976-7719.

20. Préface par Pascale Molinier de *Les 5 sexes*, idem.

Autre écueil possible, certain-e-s utilisations de la notion de genre focalisent sur les sexualités au détriment... des genres, ce qui peut faire perdre de vue certaines des dimensions les plus massives de l'exploitation et de l'oppression sexistes, et donc une grande partie des problématiques féministes et trans²⁰. Louise Turcotte abonde dans ce sens, attirant l'attention sur le fait qu'en découle un aménagement du système plutôt qu'une volonté de l'abolir. Elle rappelle cependant

qui serait bien basé sur le sexe biologique, présenté comme une donnée préexistante indubitable. Ou comment l'essentialisme nous rattrape ! Même sous cette forme finalement très allégée, le sujet attire des protestations véhémentes notamment de la droite et de l'extrême droite contre les « théories du gender ». Véhémentes et souvent stupides : des députés avaient demandé le retrait du passage sur le genre des manuels scolaires, en affirmant

La notion de genre est une de celles qui permettent de réaliser que ce qui est socialement construit peut être socialement déconstruit, et donc être un sujet d'action politique.

21. Avant-propos de Louise Turcotte à *La pensée straight*, idem.

22. Voir l'article « Genre et homophobie » dans *Offensive* n°4

23. Wittig, idem., p. 13

à propos qu'il peut en être de même avec un féminisme « passant outre le régime politique de l'hétérosexualité »²¹.

Le risque existe aussi d'aplanir les différents niveaux d'oppression plutôt que de les articuler, et de fragmenter les causes à l'infini – nuisant ainsi à la lisibilité comme à l'efficacité des luttes. Cependant une critique politique cohérente sous différents angles permet d'éviter cela.

MÉDIATISATION

Les études de genre ont désormais toute leur place à l'université, et la notion de genre est désormais reprise par les institutions, elle doit même être enseignée, ou du moins mentionnée, depuis deux ans au lycée dans les cours de biologie. À la suite de cette « popularisation », de nombreuses prises de position publiques ont eu lieu, autour de cette inscription dans les manuels scolaires, lors des débats sur la loi pour le mariage et l'adoption pour tous, etc. Cependant le genre est alors largement entendu comme le « sexe social », soit les manières d'être et d'agir inculquées par l'éducation et les interactions sociales, mais

notamment que « selon cette théorie, les personnes ne sont plus définies comme hommes et femmes mais comme pratiquants de certaines formes de sexualité : homosexuels, hétérosexuels, bisexuels, transsexuels. » Pour eux le sexe entendu comme identité de genre est confondu avec l'orientation sexuelle - et la transexualité est une orientation sexuelle... Une confusion qui démontre encore une fois que les normes patriarcales et hétérosexuelles fonctionnent main dans la main. Comme l'explique Daniel Borillo, l'homophobie n'est pas une anomalie mais un pilier de la société patriarcale²². Rien de plus logique donc à ce que les mêmes personnes soient à la fois homophobes et hypersensibles au moindre signe de « confusion des genres » ou de remise en question de leur évidence. Finissons en empruntant les mots toujours impeccables de Monique Wittig²³ : « il faut détruire politiquement, philosophiquement et symboliquement les catégories d' "homme" et de "femme" ». Anita

DANS UNE SOCIÉTÉ OÙ LES OPPRESSIONS SONT MULTIPLES, IL PARAÎT PERTINENT DE CROISER LES ANGLES D'ANALYSE POUR LUTTER SUR DES BASES SOLIDES. C'EST LA LEÇON QUE NOUS POUVONS TIRER DU FÉMINISME NOIR, ISSU DES LUTTES DES ANNÉES 1970 AUX ÉTATS-UNIS.

À LA CROISÉE DES SYSTÈMES DE DOMINATION



LA LUTTE CONTRE le capitalisme est souvent considérée comme la solution miracle pour mettre fin à toutes les oppressions. En terrassant le système capitaliste, on viendrait aussi à bout du racisme et du système de domination masculine. Cette idée entérine une vision binaire de la société, avec des classes sociales monolithiques. Les oppressions, quant à elles, s'ajouteraient les unes aux autres par couches successives. Ce n'est pas ce que nous montre le féminisme noir.

Le *black feminism*, ou féminisme noir, est un courant de pensée politique né aux États-Unis dans les années 1970. Engagées dans les différents mouvements de la lutte pour les droits civiques, les féministes afro-américaines ont été confrontées au racisme des féministes blanches et au sexisme des hommes noirs aux côtés desquelles elles luttaient. Le féminisme noir « s'est constitué sur la dénonciation d'une oppression simultanée de race, de classe, de sexe et du modèle de sexualité qui va avec »¹. Ses analyses ont permis de mettre au jour la complexité des positionnements dans le champ social. Et il n'a pas concerné les seules Afro-Américaines, mais toutes celles qui rentraient dans la catégorie des femmes de couleur : les « *chicanas* », les « natives américaines », les « sino-américaines », etc. L'intersectionnalité (le fait d'analyser la façon dont les systèmes d'oppression se conjuguent et s'entrecroisent) fait son apparition en France assez tardivement, au début des années 2000, au moment où le féminisme français commence à s'intéresser aux phénomènes migratoires et au début de la polémique autour du voile.

BLACK IS BEAUTIFUL ?

Le féminisme noir n'a pas eu d'équivalent en France, malgré une histoire coloniale conséquente. Des groupes ont pour-



tant émergé pendant la vague féministe des années 1970, comme la Coordination des femmes noires. L'articulation du sexisme et du racisme est une question qui a été très peu prise en compte dans le mouvement féministe français avant ces dernières années, et sans doute l'est-elle encore trop peu, que ce soit au niveau universitaire ou militant. On trouve toutefois quelques groupes qui travaillent sur ces questions comme les *Lesbiennes of Color* (LOCs). Créé en 2009, ce collectif rassemble des lesbiennes immigrées qui se retrouvent dans leur parcours migratoires, d'exil, leurs histoires liées au colonialisme et à l'esclavagisme et leur expérience du racisme dans les milieux LGBT². Elles dénoncent l'invisibilisation des lesbiennes de couleur et la non-prise en compte de la question du racisme dans ces milieux. Leur démarche rappelle, malgré un contexte différent, le *Combahee River Collective*, collectif féministe lesbien radical, très actif aux États-Unis dans les années 1970. « Solidaires de la communauté Noire à laquelle elles appartiennent et dont elles partagent l'expérience des discriminations racistes quotidiennes, elles ne nient pas le sexisme des hommes noirs, mais elles considèrent cependant que l'histoire de l'esclavage et de la ségrégation ont eu des effets sur la construction normative de la féminité et de la virilité, en particulier sur celles des hommes noirs, et donc sur le rapport de genre lui-même »³. L'histoire de la colonisation française a sans doute également eu des conséquences sur la construction de la féminité et de la virilité chez les peuples colonisés, mais c'est un angle mort de la pensée féministe qui demande à être révélé.

ÉCOFÉMINISTES, OÙ ÊTES-VOUS ?

Croiser les angles d'analyse est aussi nécessaire lorsque l'on aborde des thèmes écologiques ou de critique des technologies, sous peine de relayer un discours sexiste et homophobe. Lors des mobilisations autour de l'ouverture du mariage, de l'adoption et de la procréation médicalement assistée aux couples gays et lesbiens, on a entendu et lu nombre d'horreurs, certaines venant de militant-e-s écologues ou anti-industriel-le-s. Si les auteur-e-s de ces sorties évoquent le refus d'une technologie sans limites⁴, ils sont finalement très vagues sur cet aspect de leur critique, et s'offusquent surtout d'une filiation qui ne serait pas « naturelle », et des dommages psychiques possibles sur les enfants. Que la « naturalité » de l'hétérosexualité et de la famille nucléaire ait été démontée mille fois, ou que ces institutions maltraitent de nombreux enfants⁵, il semble que peu leur importe... Un triste exemple montrant bien la nécessité de la réflexion intersectionnelle.

Les différentes formes d'oppression s'articulent, s'imbriquent, créant différents positionnements au sein des systèmes de domination. Toute analyse, si elle veut être pertinente, devrait se bâtir en étudiant les différents aspects de la domination, comme nous le montre l'histoire du féminisme noir.

Albertine et Anita

À VOIR

L'excellent documentaire **No ! The Rape Documentary**, qui éclaire non seulement sur le viol comme phénomène social et arme de la domination masculine, mais aussi sur les difficultés et discriminations particulières venant du fait d'être à la fois victimes de sexisme et de racisme.

À LIRE

Femmes, race et classe, Angela Davis, *Des Femmes-Antoinette Fouque*, 1983

Le Sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail, Jules Falquet, *Presses de Sciences po*, 2010

Enjeux contemporains du féminisme indien, Danielle Haase-Dubosc, Mary E. John, Marcelle Marini, *Maison des sciences de l'homme*, 2003.

1. *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain 1975-2000*, Elsa Dorlin, L'Harmattan, 2007.

2. *Lesbien, gay, bi (pour bisexuel) et trans (pour transsexuel et transgenre)*.

3. *Black Feminism*. idem.

4. Par exemple, Hervé Le Meur dans *L'Écologiste*, et « PMA, GPA : le meilleur des mondes », *La Décroissance*, n°97, mars 2013, avec Thierry Jaccaud, Denis Baba, Jean-Pierre Rosenczweig et Bernard.

5. Voir la tribune de Beatriz Preciado, « Qui défend l'enfant queer ? », *Libération*, 14 janvier 2013.

AUTO- POMIE

CONTRE

AUTO- POMIE

AU DÉBUT de l'année 2013, **offensive** a publié avec la complicité des éditions L'Échappée un recueil de textes sur le thème de l'autonomie. **Construire l'autonomie** est la réédition de dossiers et de textes parus au cours de dix ans de travail éditorial. Loin de se cantonner à la seule autonomie matérielle, ces écrits venaient interroger de multiples espaces où le capitalisme s'est fait également le chantre de cette idée. Si l'autonomie pouvait donc être louée, elle était aussi l'objet de critiques.

Ainsi, dans une préface inédite, nous signalions notre refus de soutenir toutes les formes d'autonomie. Tout en prônant une « autonomie ouverte sur une transformation sociale », il nous paraissait impossible de passer sous silence le fait que l'autonomie est aussi devenue un mot/maux du libéralisme : « Du management néolibéral au « développement

personnel », on enjoint [les individu-e-s] à se réaliser eux et elles-mêmes, à inventer leur vie, à faire preuve d'initiative pour « devenir ce qu'ils sont ». Avec à la clé une fragilisation psychique des personnes, rendues seules responsables de leurs échecs éventuels. Car dans les faits, autonomie signifie le plus souvent adaptation. Et on ne peut guère s'adapter à un monde de plus en plus déshumanisé ».

Et cette autonomie soutenue par les apologistes libéraux et autres vendeurs de bonheur sous emballage n'est pas tombée du Saint-Esprit. L'autonomie libérale, outre son propre corpus, a puisé dans les mouvements de contestation : « De l'« entre-preneuriat punk » à la firme *high tech*, l'autonomie et le « *do it yourself* », promus dans les années 1970-1980 comme des valeurs politiques subversives, sont devenus aujourd'hui

les slogans d'un capitalisme de coproduction, voire d'autoproduction ».

À cet endroit-là aussi, il y avait de quoi s'interroger. De quelle autonomie parlons-nous ? Comment l'autonomie peut se perdre dans les dédales de la pensée libérale ? Quand vient-elle au contraire se lover dans un désir profondément contestataire pour penser d'autres relations sociales ?

Ce dossier « Autonomie contre autonomie », c'est l'histoire d'une opposition, qui se tord et se retord sous des sens et des formes contradictoires depuis des décennies. À travers quatre textes, ce dossier offre un prolongement à cette réflexion entamée depuis 2003 dans **offensive**. Chacun des articles montre à quel point l'autonomie peut prendre de multiples sens et que, justement, le sens que nous y mettons est un enjeu de la pensée révolutionnaire.



DOSSEIER

DE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE À L'AUTONOMIE LIBÉRALE EN PASSANT PAR L'AUTONOMIE DES VILLES, DIFFICILE DE SAISIR LE SENS DE CE MOT QUI EST TOUJOURS L'OBJET DE MULTIPLES QUERELLES.

À LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE

HISTOIRE D'UNE CONTROVERSE POLITIQUE

«IL Y A AUTANT D'AUTONOMIES que d'omelettes et de morales : omelette aux confitures, morale religieuse ; omelette aux fines herbes, morale aristocratique ; omelette au lard, morale commerciale ; omelette soufflée, morale radicale ou indépendante, etc.»¹ Si ces propos rédigés en 1882 par Paul Lafargue sont datés, c'est la comparaison moralo-culinaire qui a vieilli la citation. Car, aujourd'hui comme il y a cent cinquante ans, l'autonomie prend des significations disparates selon le locuteur. Autonomie ouvrière ou autonomie des salariés, autonomie des universités ou autonomie politique, autonomie matérielle ou autonomie de la science...

Elle fait partie de ces mots qui signent une époque, qu'on emploie à tort et à travers. Tout doit être autonome et plus rien ne l'est. L'autonomie ne tend-elle pas à devenir un mot plat ? Admise de tous et par tous ? Elle est consensuelle. Ne l'emploie-t-on pas pour éviter la notion plus engageante de liberté ? Ou celle encore d'indépendance ? Ainsi, libéraux comme révolutionnaires en ont l'usage. Ce constat pourrait être balayé d'un revers de main en arguant qu'il recouvre de multiples sens. Ça serait bien trop facile. Ne faut-il pas plutôt préciser les différentes acceptions de l'autonomie pour entrapercevoir ce qui, dans nos discours, s'inscrit à contre-courant de la pensée dominante ou au contraire vient l'appuyer (ou s'appuyer sur elle) ? Interrogeons-nous : comment des personnes diamétralement opposées peuvent-elles se retrouver à user du même terme ? Est-ce dû au simple mécanisme de récupération capitaliste de tous les concepts ? Est-ce l'impossibilité révolutionnaire à penser hors du cadre de la société actuelle ?

UNE IDÉE MOYENÂGEUSE

Depuis quelques années, lorsque les militant-e-s parlent d'autonomie, ils et elles y mettent un contour socioécologique. Lorsque l'auteur du *Droit à la paresse* et ses contemporains communistes, socialistes ou libertaires employaient, il y a plus d'un siècle, ces quatre mêmes syllabes, l'acception en était bien différente.



Dans la suite des franchises du Moyen Âge, l'autonomie est d'abord celle des communautés villageoises ou des villes. Mis à mal à la Révolution française par un projet centralisateur, le terme autonomie garde encore ce sens à la fin du XIX^e siècle. L'autonomie est combattue par les tenants d'un projet égalitaire et centralisateur (comme les communistes), mais aussi par la bourgeoisie libérale, dont la bonne marche des affaires est entravée par les réglementations locales. À l'inverse, cette autonomie est revendiquée par ceux qui abhorrent le pouvoir central. Des ennemis irréconciliables soutiennent cette position : la petite aristocratie locale qui ne souhaite pas qu'on s'imisce dans son commerce, mais également des libertaires qui voient dans l'autonomie les prémices du fédéralisme.

L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

À cette époque, la confusion se poursuit sur la seconde signification politique de ce terme. Toute récente, elle désigne la séparation des syndicats d'avec les partis politiques. Bannis depuis la loi Le Chapelier de 1791, les regroupements ouvriers sont en effet à nouveau autorisés en 1884. Toutefois, ces cent années d'interdiction ont contribué à développer une tradition clandestine des solidarités ouvrières. Une ligne de partage s'est donc tracée avec des représentants politiques de gauche quant à eux légaux. À l'époque, dans des cercles ouvriers déçus par les promesses de la République, on discute de l'opportunité d'envoyer des camarades prolétaires à l'Assemblée. La Première Internationale est encore jeune et son mot d'ordre, «l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», vivifie le débat politique. Ainsi, la jeune CGT adopte en 1906 la charte d'Amiens, qui affirme son indépendance à l'égard des organisations partisans. D'ardents débats sont engagés entre, d'un côté, des marxistes, représentés par Jules Guesde, et, de l'autre, des partisans de l'indépendance du syndicalisme, dont les anarchistes. Si en 1906 la tendance libertaire l'emporte, le débat n'est pas clos. La notice de Pierre Besnard, dans *L'Encyclopédie anarchiste*, témoigne de la vivacité du débat pendant l'entre-deux-guerres : «L'autonomie a donné lieu à d'interminables controverses. Selon qu'il est employé par les syndicalistes ou par les communistes, il a une signification ou une autre signification»². En effet, sous l'égide de la toute-puissante URSS, le Parti communiste français (PCF) va jouer de son art de la rhétorique. Alors qu'il n'a de cesse d'attaquer l'autonomie syndicale, il travaille à en modifier le sens. C'est ainsi qu'il défend donc l'autonomie, mais une autonomie syndicale redéfinie par les bureaucrates du PCF.

DE L'AUTONOMIE PROLÉTARIENNE À L'AUTONOMIE DIFFUSE

Après la Seconde Guerre mondiale, si la séparation entre syndicats et partis politiques est toujours d'actualité, une partie du mouvement ouvrier va cette fois tourner sa méfiance vers les directions syndicales elles-mêmes. Des groupuscules dans la lignée du communisme de conseil – comme Socialisme ou Barbarie, Informations correspondance ouvrière, Pouvoir ouvrier – vont formuler leurs craintes par la dénonciation de la verticalité des bureaucraties syndicales. ■■■

1. «L'autonomie», Paul Lafargue, *L'Égalité*, organe du Parti ouvrier français, 25 décembre 1881-15 janvier 1882.

2. *Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure, 1925, «L'autonomie», notice rédigée par Pierre Besnard.

CHRIS STAIN A COMMENCÉ À GRAFFER DANS LES ANNÉES 80 À BALTIMORE. PLUSIEURS FOIS COMPARÉ AU MOUVEMENT SOCIAL RÉALISTE AMÉRICAIN DES ANNÉES 30-40, LES ŒUVRES DE CHRIS STAIN SONT L'ÉCHO DE SES RELATIONS SOCIALES. IL S'ATTACHE NOTAMMENT À REPRÉSENTER LE MALAISE DES IDENTITÉS MINORITAIRES ET DES MARGINAUX DANS NOS SOCIÉTÉS ACTUELLES.

■ Elles ne seraient plus des organes révolutionnaires mais gestionnaires. Replacer les ouvriers au cœur de leurs luttes devient l'enjeu politique pour les tenants de l'autonomie.

Toutefois, il ne faudrait pas résumer l'autonomie des luttes ouvrières à l'aune de la seule séparation avec les syndicats. Henri Simon, en prenant exemple sur des grèves à Nantes et à Saint-Nazaire en 1955, rappelle que «l'autonomie de la lutte s'exprimait dans un cadre syndical (cela était souvent

l'État, mais aussi par rapport aux partis et aux syndicats. Au fil des années 1970, l'autonomie va, encore une fois, prendre un autre sens. De l'usine comme centre de l'autonomie ouvrière, cœur de l'autonomie prolétarienne, le mouvement se déplace peu à peu vers la ville comme espace d'une autonomie diffuse. On assiste au développement de squats, de combats antifascistes, mais également à l'émergence d'une véritable contre-culture. Pour Marcello Tari, dans l'ouvrage *Autonomie !*, «c'est dans ce contexte que se produit le déplacement du paradigme des luttes autonomes [...] : de l'autonomie des ouvriers à l'autonomie diffuse»⁶. Sauf que ce n'est pas à un élargissement mais plutôt à une fissure que l'on assiste. L'autonomie s'éloigne du mouvement ouvrier – sans rompre totalement – pour être plus proche d'un mouvement de la jeunesse, voire des étudiant-e-s (parfois d'origine ouvrière). Les luttes salariales ne sont plus fondamentales. «De toute façon, on ne veut pas travailler !», crient les jeunes énervé-e-s. Les groupes se forment surtout autour d'une pratique – *praxis* – commune : actions violentes, activisme forcené, occupation de maisons vides... Ces courants multiples se retrouvent sur une critique de l'extrême gauche léniniste ou anarchiste et viennent enfoncer leurs racines chez les illégalistes du siècle passé, chez les en-dehors ou dans l'anarchisme individualiste.

La frontière entre autonomie ouvrière et autonomie diffuse restera poreuse – quelques-un-e-s naviguent à la lisière de ces deux autonomies –, mais cela ne contribue pas à clarifier l'emploi du terme autonomie. Ainsi, Wajnsztein et Zavier rappellent que «le terme est vague car l'autonomie historique a pris des formes variées»⁷.

QUAND L'AUTONOMIE COLLE À SON ÉPOQUE

Ces multiples chemins empruntés par l'autonomie politique ajoutent de la confusion entre projet d'autonomie et appartenance au mouvement autonome. Nous pourrions prendre l'exemple des militant-e-s de *L'insurrection qui vient*, pour qui, «devenir autonome», cela pourrait vouloir dire, aussi bien : apprendre à se battre dans la rue, à s'accaparer des maisons vides, à ne pas travailler, à s'aimer follement et à voler dans les magasins»⁸. L'illégalité – ou l'antimoralisme – des propos est utilisée pour produire une sensation de radicalité. Il n'en est rien. Quelle autonomie acquiert-on à voler dans les magasins ou à se battre dans la rue ? Aucune. Cela ressemble plus à une pratique d'adolescents qui tentent de s'autonomiser de Papa-Maman (quitte à se faire gronder en rentrant) qu'à une manière de conquérir de la liberté. Et si le but de l'autonomie est «de rendre le mouvement révolutionnaire radicalement autonome du développement du capitalisme»⁹, comme l'expriment les auteur-e-s de *Communisme : un manifeste*, on ne voit pas ce qui rend autonome dans les préceptes du Comité invisible. L'autonomie s'inscrit toujours par rapport à quelque chose, à quelqu'un, par rapport au capital, par rapport au nucléaire, par rapport à l'argent... Ici on ne sait pas de quoi, de qui on devient autonome.

Les pionnier-e-s du mouvement ouvrier faisaient de l'autonomie un projet d'émancipation vis-à-vis des porteurs du chapeau haut de forme. Les revendications portaient autour de la diminution du temps de travail et de l'organisation



3. «De l'autonomie dans la lutte de classe», dans *De l'Autonomie*, Henri Simon, La Petite Bibliothèque de la Matérielle, Marseille, 2006.

4. Idem.

5. «L'Insurrectionnalisme qui vient ?», G. Zavier, Jacques Wajnsztein, octobre 2010, <http://temps-critiques.free.fr>

6. Marcello Tari, *Autonomie !, Italie, les années 1970*, La Fabrique, 2011, p. 27.

7. G. Zavier, Jacques Wajnsztein, opus cité.

8. *L'insurrection qui vient*, Comité invisible, La Fabrique, 2007.

9. *Communisme : un manifeste*, Collectif pour l'intervention, Éditions Nous, 2012.

le cas et peut l'être encore), mais, dans ce cadre, la détermination, la combativité, l'initiative de base, selon les circonstances, faisaient que la lutte dépassait largement les caractères et les objectifs que les organes établis de contrôle lui avaient assignés»³. Possibilité qui prend tout son sens si on s'appuie sur sa définition de l'autonomie dans la lutte de classe : «C'est la défense par les acteurs eux-mêmes, les exploités esclaves du travail salarié, de leurs propres intérêts face à cette exploitation qui tend à les réduire à des objets»⁴. Mai-Juin 68 va hâter ce processus. Le rôle conciliateur de la CGT (et du PCF) lors de cet épisode révolutionnaire laisse des traces. Les tractations entre le gouvernement gaulliste et le syndicat communiste (à l'époque, on ne fait même pas mine de consulter la base ou d'organiser une quelconque assemblée générale) rendent les tenants d'une radicalisation révolutionnaire amers. À la revendication d'autogestion des entreprises va se joindre celle des luttes. Dans le prolongement de Mai, des groupes et des individu-e-s tentent de construire une alternative politique par la création de multiples groupes en dehors des syndicats...

Mais c'est en Italie que «l'autonomie ouvrière» trouvera ses lettres de noblesse. Au tournant des années 1960-1970, on y voit «les jeunes prolétaires du Sud refuser la discipline des grandes usines du Nord et déborder les revendications traditionnelles du mouvement ouvrier»⁵. L'autonomie ouvrière, ou l'autonomie prolétarienne, va se définir comme une lutte du prolétariat pour l'autonomie par rapport au capitalisme et à



de la semaine de travail de façon à ce que la vie puisse à nouveau se déployer dans des activités qui ne relèvent pas du travail salarié : vie de famille et éducation des enfants, lecture et accès à la culture et à une éducation ouvrière¹⁰... Or, de l'autonomie-émancipation sociale, une frange du mouvement révolutionnaire a glissé vers une autonomie-séparation de la société, où l'on se conçoit en îlot autonome. La définition citée plus haut à titre d'exemple est le témoignage de ce renoncement à un destin collectif, où l'on envisagerait une société émancipée

Au sein du mouvement de l'autonomie règne donc une confusion entre la critique des organisations de masse et le rejet de toute organisation collective.

avec des personnes différentes, de toutes sortes... Trop souvent, l'autonomie devient une quête individuelle (même si elle est prise parfois dans le collectif) où plus personne ne vient nous empêcher de jouir de nos envies. Cela conduit tout droit à la valorisation d'une autonomie individualiste. Sont valorisés le faire soi-même, le refus des règles collectives, les rapports violents dont le capitalisme est aussi porteur. La société est une contrainte. Le paradoxe est bien là. Ces autonomes, criant à l'insurrection, qui ne cessent d'affirmer être en dehors du système capitaliste, portent une autonomie pénétrée de la pensée libérale. Il ne s'agit pas d'affirmer une ineptie du type « autonomie = libéralisme », mais plutôt de noter que s'affirmer en dehors peut jouer un effet de voile. L'autonomie est érigée en mot d'ordre, « comme s'il s'agissait d'une revendication à inscrire dans un programme », pour reprendre l'expression d'Henri Simon. Au sein du mouvement de l'autonomie règne donc une confusion entre la critique historique des organisations de masse et le rejet de toute organisation collective.

L'AUTONOMIE LIBÉRALE

Justement, depuis les années 1960, les libéraux sont devenus à leur tour des chantres de l'autonomie. N'importe quel demandeur d'emploi en a constaté les méfaits en consultant les critères de sélection d'un poste : « autonome, mobile et organisé, vous savez vous adapter à un environnement technique évolutif » ou encore « autonome et organisé, le candidat souhaite s'investir dans un environnement agréable et rigoureux »¹¹. Clairement, l'idéologie du management s'est appuyée sur la critique sociale des années 1970 pour faire de l'autonomie un discours. En écho à la dénonciation du boulot-dodo-méto, le patronat indique dès 1971 dans un rapport interne que « la durée du travail devra toujours garder une certaine souplesse » et qu'il faut aller vers « des horaires de travail flexibles ». En offrant plus de liberté au salarié, il le somme de se débrouiller lui-même afin d'atteindre des objectifs de toute façon trop ambitieux. « L'autonomie libérale est un abandon des individus à leur triste sort », dit Alain Erhenberg. Une idée que résume aussi à sa manière Yves Citton : « Plus on me donne d'autonomie (pour remplir mes tâches à mon gré), plus je m'aliène (pour accomplir au mieux ce dont je suis responsable). Plus mon travail est enrichissant, plus il appauvrit le reste de ma vie »¹².

De la même manière, cette autonomie figure comme réponse à la dénonciation de la bureaucratie, des petits chefs et autres contremaîtres. En se nourrissant de ce constat, les entrepre-

neurs ont baissé le coût de hiérarchies devenues trop lourdes. L'autocontrôle et le travail d'équipe, en renforçant la surveillance par les pairs, vont servir de substitut à ces hiérarchies. L'autonomie octroyée aux salarié-e-s – mais aussi aux chômeurs-euses¹³ – a laissé place à de nouvelles modalités de vérification. L'informatique joue un rôle décisif dans cette conversion des patrons pour le thème de l'autonomie. Les octets et autres chiffres traités à l'aide de mégamachines sont des outils d'évaluation de « salariés devenus autonomes ». La condition prolétaire s'étend. Des métiers entiers se retrouvent chiffrés en dépit du bon sens : artiste, enseignant-e, psychologue...

Enfin, l'autonomie libérale est une mise en concurrence. « Toute la liberté que la société capitaliste puisse offrir repose non pas sur l'association entre individus autonomes mais sur leur séparation et dépossession la plus complète, de façon à ce qu'un individu ne découvre pas chez un autre un soutien à sa liberté mais un concurrent et un obstacle », écrit Miquel Amorós¹⁴. Les étudiant-e-s en lutte contre l'autonomie des universités n'étaient pas dupes de cette intention. À la fac, elle est le nom de la politique du tous contre tous, de l'abandon de la solidarité. Les handicapés subissent quotidiennement cette trajectoire lorsqu'on les enjoint à devenir autonomes, on leur dit en réalité : « Débrouillez-vous tout seuls ».

Indéniablement, le discours de l'autonomie a renouvelé les modalités de l'exploitation capitaliste. Ce constat donne du poids à la nécessité d'une pensée radicale, qui ne se contente pas d'aménagements. La confusion entre discours libéral et libertaire, y compris dans l'extrême gauche radicale, doit nous rendre attentifs. À quel moment l'autonomie que nous prônons n'est pas une défense de l'individualisme libéral ? À quel moment l'autonomie que nous tentons de construire n'est pas une manière de s'affranchir des autres, de leurs règles ? Et l'analogie ne s'arrête pas là. L'autonomie libérale a aussi agi



10. Voir « Les Bourses du travail : espaces d'éducation », David Rappe, *Offensive*, n° 29, 2011.

11. www.sortirdutravail.org

12. *Renverser l'insoutenable*, Yves Citton, Seuil, 2012.

13. *Construire l'autonomie*, *Offensive*, L'Échappée, 2013.

14. Miquel Amorós, « Que fut l'autonomie ouvrière ? », 2005.

INDIVIDUALISME, RÉVOLTE, AUTONOMIE

LE LIBRE USAGE de soi est au fondement de la pensée libertaire. Que ce soit dans la queue de comète de Mai 1968 et du projet situationniste dans sa critique de la vie quotidienne, ou dans la tradition anarchiste plus ancienne, la préoccupation de l'épanouissement des individualités comme porteuses de subjectivités révolutionnaires a été une constante. Cette originalité différencie fondamentalement la mouvance libertaire au sens large des courants radicaux marxistes-léninistes, obsédés par la massification de la révolte et sa centralisation dans des organes de pouvoir. Théoriquement et pratiquement, on peut voir dans la place centrale donnée aux singularités individuelles une des sources du développement de l'autogestion, du fédéralisme, de l'assembléisme, de l'action et de la démocratie directe, du conseilisme. La défiance à l'égard des médiations entre l'individu-e, ses désirs et aspirations, est à l'origine des revendications dites « d'autonomie ».

Aussi ne faut-il pas non plus jeter le bébé avec l'eau du bain en ne franchissant qu'un pas de l'individualisme libertaire à l'individualisme libertarien ultracapitaliste. L'autonomie que nous revendiquons prend racine dans une forme d'individualisme universaliste qui s'oppose frontalement à l'individualisme particulariste libéral. Ce dernier se fonde sur la diffusion d'une conception de la liberté assimilée au principe du chacun pour soi, entraînant le rejet des règles sociales et des préoccupations altruistes. D'un autre côté, l'individualisme, s'il se forge également à partir d'une conscience de classe, peut être envisagé d'un point de vue communiste. Il peut être le support d'un progrès de la liberté de choix des individu-e-s, de la maîtrise des conditions d'existence, et une évolution vers la reconnaissance de l'égalité sociale, dans le cadre de vie en commun s'appliquant à toutes et tous.



■ comme une promesse de libération sans limites du désir. Le « jouissez sans entraves » peint sur les murs d'un joli mois de mai trouve son pendant libéral dans la possibilité de consommation de masse. La libération promise par le capitalisme ne croise pas la limite qu'est la rencontre du collectif. C'est en ce sens que Castoriadis rappelle que « le projet d'autonomie est littéralement aussi un projet d'autolimitation »¹⁵.

QUELLE AUTONOMIE MATÉRIELLE ?

Depuis une dizaine d'années, l'autonomie a donc trouvé de nouveaux accents précisément à travers la critique de la quête infinie qu'est la consommation. Cette soit renouvelée d'autonomie correspond au passage de « l'exploitation du travail vivant à l'exploitation de la vie »¹⁶. Tous les espaces de notre existence ont été marchandisés. Et ce n'est pas seulement le travail qui est marchandise, pour reprendre le concept de Marx, mais notre environnement naturel et nos relations humaines. Une partie de l'extrême gauche s'est donc retrouvée à utiliser « ce sens élargi, que certains résument par l'expression d'autonomie matérielle ». Mais ce nouveau sens de l'autonomie, n'est-il pas à son tour en train d'alimenter la fable libérale ? Le capitalisme ne peut-il pas pareillement être le promoteur de cette autonomie matérielle ?

Le discours de l'autonomie matérielle se confond parfois avec le fantasme d'autarcie. Il faudrait tout savoir faire soi-même : savoir faire son pain ou savoir jouer de la guitare seraient les gages d'une autonomie parfaite. Le *do-it-yourself* en est l'une des expressions (voir article p. 36-37). Si l'autonomie est bien la mise à distance de la société de consommation, il ne faudrait pas renverser cet idéal en « un rejet de l'interdépendance, propre à toute société ». Le capitalisme peut très bien s'accommoder de cette autonomie tant qu'elle ne vient pas entraver la bonne marche de ses affaires : « Vivez autonomes et foutez-nous la paix ». Finalement, quand bien même nous ne sommes plus séparés des résultats et des produits de notre activité – comme l'est un-e salarié-e –, nous serions séparé-e-s les un-e-s des autres.

L'autonomie matérielle ne peut pas se résumer, non plus, à l'affranchissement des contraintes de la nature, promesse formulée par le mythe du progrès. Ainsi, les inventions technologiques seraient censées offrir plus d'autonomie. Mais, ici, « ce n'est pas l'individu mais la technique qui a conquis l'autonomie », dit Miguel Amorós¹⁷. Un tas d'objets et gadgets électroniques – de l'iPad au GPS – viennent proposer l'illusion d'être autonomes, alors que nous sommes en réalité devenus dépendant-e-s d'eux. Et finalement, « moins nous sommes en relation directe avec nos milieux et nos sources de vie, avec les autres humains, l'eau, les sols, les plantes, plus nous sommes

dépendants des infrastructures, circuits et médiations du capital, nécessairement extérieurs à notre contrôle »¹⁸. Ivan Illich pointe la nécessité pour garder de l'autonomie de posséder des outils conviviaux. Ce sont des objets maîtrisés par les êtres humains, c'est-à-dire qu'ils peuvent être réparés, transformés. Ils laissent place à la créativité de chacun.

POUR UNE AUTONOMIE SOLIDAIRE

Après un tel tableau, il ne s'agit pas de livrer la bonne définition. Au contraire, en avoir une utilisation vivante paraît plus opportun. Vivante ne signifie pas donner une définition mouvante qui se loverait dans son époque, mais plutôt qui procède du débat d'idées. Un écueil serait de faire de l'autonomie un nouveau spectre (comme a pu l'être le communisme). Cet affaissement qui s'est opéré depuis quelques années, où l'autonomie comme projet s'est muée en autonomie comme norme. La recherche d'une définition de l'autonomie est indissociable de l'idée que l'autonomie n'est pas un fait établi – je suis autonome – mais une construction – nous cherchons à être autonomes. « L'autonomie n'est pas tant un état qu'une pratique en mouvement, un cheminement déterminé. »¹⁹

À l'évidence, l'autonomie ne peut pas se réaliser contre les autres, elle « est dans la relation à l'autre » pour reprendre les mots de Castoriadis. C'est un projet démocratique où il faut décider ensemble. Les défenseurs de l'autonomie des luttes ouvrières n'ont cessé de le réclamer à chaque mouvement. La construction d'assemblées de lutte est d'ailleurs l'objet de critiques, au point que les plus contestataires clament leur abandon. Mais par-là, ils abandonnent surtout toute velléité de faire ensemble et les difficultés que cela suppose. Se donner ses propres lois est l'étymologie du terme autonomie. Mais la loi doit être entendue comme un rapport à l'autre, elle se fixe par et pour les autres.

L'autre écueil d'une telle description serait de soumettre l'autonomie individuelle aux *desiderata* de l'autonomie collective. Trop souvent le parent pauvre d'une réflexion communiste et révolutionnaire, la question de l'individu a été abandonnée aux libéraux, inventeurs de l'individu rationnel et utilitariste. Pourtant, l'acquisition de l'autonomie nécessitera forcément de prendre en charge la question de l'éducation de l'individu : quelle pédagogie peut s'avérer émancipatrice ? Castoriadis prend appui sur la psychanalyse pour construire son sujet autonome : comment faire pour être plus libre de nos pulsions inconscientes ? L'autonomie est donc cette articulation entre collectif et individu. La part d'autonomie individuelle acquise par les femmes pendant les années 1970 témoigne de la façon dont cette émancipation – qui reste encore à conquérir – du modèle patriarcal s'est articulée de fait sur ces deux dimensions individuelles et collectives.

À l'inverse d'une séparation, « l'autonomie est au contraire renforcée par l'interdépendance, par l'association avec les autres », pour faire référence au Collectif pour l'intervention. Elle ne saurait se résumer à une expérience alternative à la campagne, même si retrouver la maîtrise de son outil de travail est un premier pas nécessaire. Elle peut aussi se construire dans la création d'espaces de solidarité et d'auto-défense, que ce soit par des immigré-e-s ou des chômeur-euses. L'autonomie qui passe par l'émancipation par rapport aux logiques du capital et la création d'espaces nouveaux sur laquelle la logique individualiste libérale perd de son emprise reste amplement à construire. **gildas**

- 15. Cornelius Castoriadis, *Les Carrefours du Labyrinthe. La Montée de l'insignifiance*, Seuil, 1998.
- 16. Collectif pour l'intervention, opus cité.
- 17. Miguel Amorós, opus cité.
- 18. Collectif pour l'intervention, opus cité.
- 19. Caracolès, *Petite contribution pour semer des mauvaises graines*, 2011.

À LIRE



Construire l'autonomie
se réapproprié le travail, le commerce, la ruralité
Offensive,
L'Échappée, 2013



ENGAGÉ À L'EXTRÊME GAUCHE DANS SA JEUNESSE, AU COURS DES « ANNÉES 68 », LE PHILOSOPHE ET SOCIOLOGUE **JEAN-PIERRE LE GOFF** S'EST FAIT CONNAÎTRE À LA FIN DES ANNÉES 1990 PAR UNE SÉRIE D'OUVRAGES DÉNONÇANT L'IDÉOLOGIE MANAGÉRIALE ET L'EMPREINTE GRANDISSANTE DU NÉOLIBÉRALISME DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. DANS CE PASSAGE DE **LA BARBARIE DOUCE** (PARU EN 1999), IL MONTRE COMMENT LE TOURNANT NÉOLIBÉRAL A EMPRUNTÉ DES CHEMINS QU'AVAIENT DESSINÉS DE MANIÈRE CANDIDE CERTAINS GAUCHISTES DE MAI 68.

L'AUTONOMIE COMME TABLE RASE

« L'AUTONOMIE est une des exigences fortement affirmées en mai 68. On la trouve dans le manifeste du comité d'action Censier¹, un des documents les plus élaborés de la Commune étudiante. Ce manifeste exprime un courant culturel qui n'est pas le seul à prendre la parole en mai 68, mais on y trouve les principaux thèmes d'une utopie soixante-huitarde qui va connaître un curieux destin. Les idées mises en avant sont loin de former un tout cohérent : le texte comporte nombre d'affirmations péremptives, de notions floues, de formulations qui paraissent contradictoires. À l'époque, ce "chaos des idées" est considéré comme la "condition d'émergence des idées neuves" (p. 32).

L'exigence d'autonomie doit alors affronter des interdits et des pouvoirs qui s'affirment comme tels, et le refus du lien paternaliste est des plus nets : "Offrir quelque chose à quelqu'un qui n'est pas prêt à se battre pour l'obtenir n'a aucun sens" (p. 44). L'autonomie, souligne-t-on, ne se décrète pas par en haut, elle "ne s'octroie pas ; elle ne se revendique pas, elle se conquiert" (p. 35).

Mais cette autonomie se veut en même temps "négarion de toutes les structures verticales" (p. 35), et remise en cause de toute relation impliquant un rapport dissymétrique entre les individus. Relation hiérarchique et relation de dépendance sont toutes deux synonymes d'aliénation, dessaisissement de soi, de son libre arbitre au profit d'une puissance étrangère qui le domine. Cette exigence d'autonomie est radicale et s'affirme comme toute-puissance. Elle entend se déprendre de tout lien de dépendance et se développe dans une logique de refus de toute perte, de toute limitation qui viendrait l'entraver. Une telle conception de l'autonomie implique une volonté farouche pour se libérer, l'effort fondamental qui est de se prendre en main sur tous les plans de sa vie, sans plus jamais déléguer ses pouvoirs" (p. 35). La société, quant à elle, "doit tout faire pour que les trois types de dépendances [économique, affective et intellectuelle] soient sabordés" (p. 37).

Il n'est alors de rapports authentiques possibles que ceux qui se nouent entre individus également autonomes. Se dessine une représentation du collectif et de la société d'où rien ne dépasse, où tout est rabattu sur le même plan, les rapports entre les individus se devant d'être à la fois transparents et de stricte équivalence : "La société, si elle veut permettre l'épanouissement des personnes adultes, devra tout faire pour aider les adultes à être et rester autonomes sur tous les plans. Ce qui veut dire que les structures sociales doivent être horizontales, et n'être qu'une conjugaison d'unités interdépendantes de travail" (p. 37). Dans une telle conception, la représentation de l'ensemble n'est plus assurée par une instance de pouvoir séparée qui incarnerait cette collectivité, dans la

mesure où toute séparation, toute délégation ou médiation, sont synonymes de dépossession.

L'autogestion revendiquée par le manifeste du Comité d'action Censier s'inscrit dans cette conception bien particulière de l'autonomie. Chaque unité ne représente qu'elle-même et ne conçoit une mise en rapport avec d'autres que sur la base d'une équivalence impliquant un donnant-donnant, dans lequel il n'y aurait ni gagnant ni perdant. Tout se joue et fonctionne dans l'immanence d'une gestion où chacun entre librement en relation avec les autres, où l'information circule et est disponible en permanence. La bonne marche de l'ensemble n'implique ni pouvoir, ni hiérarchie, mais un "organisme coordinateur-planificateur" purement fonctionnel qui centralise l'information et la renvoie tout aussitôt : "Le pouvoir de décision revient toujours, en définitive, à chaque unité autogérée, qui est constamment informée des possibilités d'ensemble de la production et des besoins. L'organisme coordinateur-planificateur n'a aucun pouvoir. Il informe, il propose une planification globale" (p. 42).

Cette utopie soixante-huitarde aboutira à l'impasse dans son projet de création d'une société et d'un homme nouveaux. Mais les idées qu'elle véhicule ne vont pas pour autant disparaître. La méfiance vis-à-vis des pouvoirs, des hiérarchies et des médiations, l'affirmation de l'autonomie comme valeur centrale, l'égalité de tous dans l'élaboration des orientations et la prise de décision... vont façonner une nouvelle sensibilité libertaire et perdurer. La conception de l'autogestion développée par la CFDT et la « deuxième gauche », qui ne date pas de Mai 68, va tenter, dans les années 1970, de canaliser ces idées dans une optique plus réaliste et réformiste, sans pour autant rompre fondamentalement avec la perspective d'une société "de participation généralisée à l'activité sociale à structures égalitaire"². La lutte des ouvriers de l'usine LIP à Besançon, en 1973, s'inscrira dans une perspective autogestionnaire qui, après avoir suscité les espoirs de toute une partie de la gauche, finira par connaître l'échec.

Mais, pour autant, la représentation d'un collectif horizontal, sans hiérarchie, transparent dans son fonctionnement, composé d'individus également autonomes, créatifs et responsables, ne va pas disparaître, mais se redéployer sous de nouvelles formes inattendues. En mai 68, le manifeste du Comité d'action Censier déclare : "Les idées d'autonomie, d'autogestion, de participation sont lancées avec les différents sens qu'on veut bien leur donner. Elles feront leur chemin. Que tous les travailleurs de chaque entreprise créent et recréent par eux-mêmes des chartes de l'autonomie"³. Celles-ci ne seront pas créées par les travailleurs, mais paradoxalement élaborées et décrétées d'en haut par des directions modernistes qui en feront un outil du management et du libéralisme économique. » **Jean-Pierre Le Goff**

1. Nous sommes en marche. Manifeste du Comité d'action Censier, Seuil, Paris.
2. Pierre Rosanvallon, L'Âge de l'autogestion, Seuil, 1976, p. 179.
3. Nous sommes en marche. Manifeste du Comité d'action Censier, p. 45.



L'ÉDUCATION DE L'ENFANT DANS LES MILIEUX OUVRIERS

Totalement oublié, l'auteur de ces lignes était, d'après Pierre Monatte, architecte et responsable des groupes d'enfants. Il participa aussi au «noyau» de La Vie ouvrière, fondée par Monatte et quelques militants syndicalistes révolutionnaires en 1909. Dans cet article paru dans la revue (n° 2, 20 octobre 1909), il démontre l'importance accordée par ces milieux à une véritable éducation émancipatrice, aussi éloignée de l'enseignement religieux

que de l'école bourgeoise, comme de toute forme de paternalisme. Il présente le double mérite de considérer que la lutte sociale anticapitaliste doit s'accompagner d'un indispensable combat «pour la libération des cerveaux», et que celle-ci ne doit pas tomber dans des facilités qui, en changeant juste le contenu sans s'attaquer aux méthodes, feraient retomber ces tentatives dans les tares d'un enseignement religieux pour lequel la

croyance prime sur l'expérience et la raison. Après les propos de Fernand Pelloutier considérant que ce qui manque à l'ouvrier c'est «la conscience de son malheur» et ceux d'Albert Thierry sur «l'action directe en pédagogie», ces réflexions d'un autre siècle doivent être reprises et actualisées si l'on veut s'attaquer à la racine des processus de domination et permettre à ceux d'en bas de conquérir leur autonomie...

«**CETTE PRÉOCCUPATION** de l'éducation de l'enfant en dehors du contrôle et de la gestion de l'État, est la preuve que la question sociale ne se restreint plus à une formule étroite, mais embrasse un ensemble de manifestations touchant à la fois les intérêts et les sentiments de la classe ouvrière. Toutes ces manifestations prennent un caractère "d'action directe". À la lutte économique s'ajoute la lutte non moins indispensable pour la libération des cerveaux et la formation des individualités.

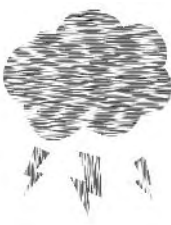
L'éducation ! Quel monde d'activités et d'études. Détruire tous les systèmes absolutistes, supprimer les formules, ne pas les remplacer par de nouvelles, faire naître la curiosité, éveiller l'intelligence, faciliter le développement de l'originalité, provoquer des questions nombreuses sur les commentaires incompris : c'est combattre non seulement toutes les écoles religieuses, mais encore l'école laïque, l'école de l'État, qui a conservé non les termes, mais l'esprit dogmatique des écoles d'antan, et qui a remplacé le culte chrétien par celui de l'État, avec tout ce qui en résulte : patrie, propriété, drapeau, etc., créant un nouveau dogme indiscutable, une nouvelle chose sainte qu'on doit respecter de par la volonté des plus forts.

De plus, il est nécessaire de constater combien tout le système éducatif présent est peu attrayant pour l'esprit de l'enfant. L'étude devient une fatigue, presque une punition. Le bâtiment ou maison d'école a trop souvent l'aspect d'une caserne. Le professeur ou maître d'école n'a pas toujours les qualités d'un pédagogue, ou s'il les possède, fatigué par les obligations d'un programme étroit auquel il est soumis, par le nombre considérable d'élèves qu'il a l'obligation d'éduquer et qu'il ne peut

que dresser aigri par une vie précaire, il se désintéresse souvent de sa besogne et l'accomplit comme une corvée. [...] Finalement, un seul but est envisagé : l'obtention du certificat d'études, pauvre certificat qui ne prouve rien. Cependant, pour arriver à ce résultat, on a inculqué une foule de notions générales inutiles et quelquefois des plus incompréhensibles pour l'enfant. De là un surmenage intellectuel entraînant fréquemment le dégoût pour l'étude.

Pour obtenir de cet adolescent franchise, sincérité et éveil de la pensée, il aurait fallu un travail considérable, impossible de par les difficultés et les nécessités sociales. Il aurait fallu réagir contre l'influence du premier milieu où il a été éduqué. En sorte que, une fois accaparé par la vie de l'atelier ou du bureau, si le hasard ne met pas sur son chemin quelque intelligent camarade provoquant dans son cerveau des éclaircissements nécessaires, s'il ne lit pas, le voilà devenu bientôt un rouage de la machine sociale ; électeur quelconque, être sans originalité de pensée et d'action : remplaçant un maître par un autre, une formule par une autre et considérant comme une réforme profonde le changement de couleur d'un drapeau. [...]

Il y a longtemps déjà que les libertaires ont manifesté ces opinions en diverses brochures qui peuvent ne pas nous satisfaire, mais qui n'en marquent pas moins l'intérêt porté à cette forme de la propagande. Mais il faut avouer que depuis peu de temps seulement des essais pratiques ont été tentés. Cela se comprend aisément et il suffit d'entreprendre une œuvre de ce genre, même très modestement, pour se rendre compte des difficultés matérielles qu'elle comporte, ainsi que la préparation particulière, de l'étude que tous nous avons encore à



faire, études pratiques, expériences méthodiques et suivies. Raison de plus pour s'y intéresser d'une façon effective et tenace. La société de demain se prépare un peu chaque jour ; c'est actuellement la période de tâtonnements, d'études, d'essais de méthodes nouvelles ; c'est de plus en plus en plus le peuple qui agit par lui-même. [...]

LES PUPILLES DES SYNDICATS ET DES COOPÉRATIVES

Actuellement, un certain nombre de coopératives de consommation qui ne répartissent pas tous leurs bénéfices se sont mises à consacrer une partie de ces ressources à former des groupes des enfants. L'Union des Syndicats de la Seine de son côté, certaines Bourses du Travail de province, aussi, comme celle de Bourges, ont constitué de pareils groupements.

Cette création de groupes de pupilles prouve bien qu'un désir existe en ce qui concerne l'éducation dont nous parlons.

Les petits sont réunis ; quant à l'éducation qu'on leur donne examinons-la. Les enfants sont réunis pour se réjouir, s'amuser, ou leur apprendre des chansons, les chansons dites "révolutionnaires", parce qu'elles expriment ce que nous pensons. Mais ces chansons, les termes en sont-ils compréhensibles pour les gosses ? Ceux-ci les chantent avec l'apparence d'une conviction qu'on sait leur donner. Certes, ils clament ces refrains avec une ardeur qui provoque les applaudissements des auditeurs. Mais notre but est-il atteint ? Ce succès répété me paraît dangereux et néfaste même. L'enfant, plus que l'adulte encore, a des tendances à devenir rapidement un cabotin. Se sachant regardé, applaudi, en lui se crée un état d'esprit absolument contraire à ce que nous nous proposons d'atteindre. [...]

Mieux encore, dans le compte rendu d'une fête à laquelle participaient plusieurs groupes d'enfants, *L'Humanité* déclarait que le succès avait été plus particulièrement pour tel groupe. Et nous prétendons combattre les tares de l'école laïque qui, avec ses punitions, ses récompenses, son classement, établit des degrés, des différences, et corrompt la simplicité de l'enfant ! La conséquence de tout cela n'est-ce pas toujours l'ignoble cabotinage qui déforme l'esprit. [...] En somme, si l'enfant n'est plus lui-même, s'il n'a plus cette vraie et gracieuse nature, sans recherche, sans pose, il n'est plus qu'un répugnant petit personnage, et je ne sais rien de plus douloureux que ce spectacle. Les prêtres ont fait de l'enfant un être sournois, les laïques un arriviste, n'en faisons pas un être superficiel, prétentieux et grotesque. [...]

Dans l'esprit de nos camarades, il faut faire l'éducation sociale de nos enfants. Or, comme ces enfants ne peuvent pas comprendre un mot de sociologie, les éducateurs sont obligés d'employer la méthode religieuse, c'est-à-dire de catéchiser l'enfant. Il y aura « des vérités indiscutables » et on les lui enseignera. Qu'advient-il ? De deux choses l'une : ou bien devenu adulte, l'enfant ne conservera absolument rien de ces notions catéchisées, alors les amis auront perdu leur temps ; ou bien il gardera, au contraire, intacte la conception de "ses maîtres" comme certains adultes conservent pieusement le souvenir de la morale civique apprise à l'école.

Si l'enfant ne peut comprendre un seul mot de sociologie, il peut vibrer en présence de certains faits. Il est possible de l'intéresser à sa vie familiale, à sa vie avec ses petits camarades, à ses jeux. Les enfants que nous groupons ont l'occasion assez souvent, malheureusement, de voir souffrir autour d'eux. C'est

là qu'il faut procéder avec conscience. La vie ouvrière, de misère, de travail surhumain, abrutissant, nous devons la lui faire sentir et connaître. Comment ?

Voilà des enfants réunis dans une coopérative ou une Bourse du Travail ; ils sont une centaine. L'année ne se passera pas – hélas ! – sans tristesse. Ce sera la mort du père de l'un d'eux ou de la mère. La vie de la famille ouvrière brisée, vie nouvelle pour ce petit être. Sans le père, c'est la plus grande des misères. Sans la mère, c'est l'abandon, la rue. Ou bien ce sera un accident du travail, ou bien encore l'expulsion du logis d'une famille miséreuse. Puis le frère partant au régiment. Le chômage, etc. ! Heures de tristesses répétées, qui alternent avec de rares heures de joies.

Ce sont ces faits qu'on redoute, mais qui surgissent, redoutables, qu'il faut qu'ils voient ! Qu'ils leur soient donc une leçon de la vie, afin que tous – sans de longs discours – aient le sentiment d'une réelle union, d'une simple et fraternelle solidarité. Qu'ils aient ce sentiment que des êtres souffrent, et ils arriveront vite à comprendre pourquoi on souffre. Je crois que par les rapports fréquents avec les petits, on apprend à leur dire ce qu'il faut. L'amitié qu'ils inspirent vous dicte des mots pour leur cœur.

Ne croyons pas aider à la formation de mentalités révolutionnaires en donnant aux cerveaux d'enfants une doctrine. Ce fut le procédé du prêtre ; point n'était besoin de rechercher la vérité puisqu'elle "existait" renfermée dans le dogme. Le seul effort à faire consistait à l'apprendre. Ce fut, et c'est encore, le procédé de l'État : il est des dogmes intangibles ; le libre-penseur Ranc ne disait-il pas un jour : "La patrie ne se discute pas !".

À l'exaltation pour le drapeau, pour l'armée, pour la propriété, pour la loi, etc., certains socialistes voudraient opposer une autre doctrine. Le procédé serait exactement le même.

Il nous intéresse, au contraire, de former des « convictions » ; or, la conviction est individuelle. C'est après l'observation, le développement du sens critique, que cette conviction se fera. Alors, mais alors seulement, nous nous trouverons en présence non d'un numéro, mais d'un être conscient, d'une valeur morale et intellectuelle assez haute pour accomplir un acte sérieux.

C'est de la neutralité cela, direz-vous ? Non. Je ne crois pas à la neutralité : l'éducateur voudrait-il être absolument neutre qu'il ne le pourrait pas. L'éducateur est entraîné, dans une certaine mesure, à expliquer, à commenter, à conclure suivant sa façon

À l'exaltation pour le drapeau, pour l'armée, pour la propriété, pour la loi, etc., certains socialistes voudraient opposer une autre doctrine.

de voir personnelle. Mais s'il est honnête, au sens élevé du mot, s'il est éducateur conscient de sa responsabilité, il ne perdra jamais de vue qu'il n'a pas le droit de prétendre à l'infaillibilité et, conséquemment, à pétrir l'esprit de l'éduqué.

J'ai confiance, d'ailleurs, au point de vue du résultat, en cet adolescent qui aura été habitué à ne considérer comme vrai que ce qu'il aura pu vérifier par lui-même, qui ne supportera aucune exploitation, aucun mensonge et qui, curieux, voudra toujours se renseigner, se documenter. En un mot, nous lui aurons donné tous les moyens de se développer, de s'affirmer progressivement ; il aura eu l'occasion de voir souffrir, de pratiquer la solidarité ; il n'ignorera pas la misère, il n'ignorera rien de ce qu'il aura été possible de lui faire connaître de la vie à son âge. Agir autrement, ce serait faire du "dressage", non de l'éducation. »

Léon Clément, *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909.

LE DO-IT-YOURSELF EST UN MOT D'ORDRE MILITANT APPARU AUX ALENTOURS DES ANNÉES 90. S'IL VIENT SE DÉPLOYER POUR APPUYER UN PROJET D'AUTONOMIE DU CAPITALISME, IL EST AUJOURD'HUI AUSSI UN DISCOURS DU LIBÉRALISME.

DO-IT-YOURSELF DE CASTORIADIS À CASTORAMA



« Vu d'aujourd'hui, on peut au moins avancer avec certitude que l'aspiration individuelle à ne dépendre de rien ni de personne conduit à de nouvelles servitudes, à une forme de collectivisme non moins implacable que les communautés étouffantes d'autrefois. » Groupe Marcuse, *La Liberté dans le coma*, La Lenteur, Paris, 2013.

EN FRANÇAIS, le *do-it-yourself* (DIY) nous vient en droite ligne de la culture squat, il s'agit de faire soi-même dans l'idée de gagner en autonomie, de se déprendre du capitalisme et des rapports marchands, de l'envahissement des pratiques quotidiennes par la société de consommation. Mais en anglais, l'expression signifie plus prosaïquement « bricolage », une pratique qui s'est épanouie dans les très libérales années 1980. Et c'est ainsi que l'on peut aller pousser le Cadillac le dimanche dans une grande surface de *do-it-yourself*. Alors, le DIY est-il de droite ou de gauche ? Ou plus sérieusement, le DIY n'est-il pas passé de la pratique d'autonomie d'une mouvance alternative à un projet de masse récupéré commercialement ? Il nous appartient donc, au-delà de son aura très positive, d'y distinguer la présence d'autres valeurs, qui sont, elles, néfastes au projet d'autonomie.

UN DIY TOUT BÉNÉF

Les années 1980 ne sont pas seulement celles du libéralisme triomphant, elles sont aussi concrètement celles de la crise qui n'en finit pas. C'est dans ce cadre-là que les grandes enseignes de bricolage connaissent un *boom* qui permet aux petit-e-s propriétaires de retaper leur baraque à moindre prix, sans plus passer par les services d'artisan-e-s qui leur paraissent hors de portée économiquement. C'est la même justification économique qui est mise en avant dans de nombreuses pratiques DIY : les produits manufacturés sont à un prix déraisonnable, alors qu'une bouteille de vinaigre bio à tout faire (pour les produits d'entretien) ou qu'un kilo de farine me coûtera bien moins cher. À ce titre, le DIY peut être le meilleur défenseur de votre sobriété... ou de votre pouvoir d'achat. À ces calculs s'ajoute la notion de plaisir individuel, celui de faire avec ses mains quand par ailleurs le travail est pour une grande part tertiaire, sédentaire, lié à l'ordinateur ou au téléphone, et n'apporte plus les gratifications de l'œuvre¹. Un plaisir toutefois douteux quand derrière l'autonomie de façade il y a une insertion qui demeure dans un système économique et technique. Par exemple, dans le cas d'un pain maison, la farine s'achète chez un revendeur, l'eau sort du robinet, le four vient d'une grande surface d'électroménager et fonctionne à l'électricité.

PRATIQUE PETITE-BOURGEOISE ?

Il me semble important de préciser que ces usages du DIY sont le fait de classes sociales qui ont une certaine prise sur leur environnement, autant matérielle que symbolique : ce sont des classes cultivées aussi dans le sens où le DIY est une lutte contre la déculturation qui a fait de chacun-e une unité de consommation, incapable de se livrer à des activités domestiques simples comme la cuisine ou le bricolage. C'est dans le champ des pratiques artistiques et intellectuelles qu'on retrouvera le plus facilement cette aisance symbolique, qui peut parfois frôler le mépris de classe quand des salarié-e-s aisé-e-s improvisent les métiers qui sont ceux d'artistes ou d'intellos précaires. Ils et elles refusent d'en reconnaître la complexité au motif que tout le monde a une « sensibilité artistique »² ou que ces savoir-faire portent sur des mondes qui leur sont en apparence familiers (le livre et les mots, par exemple). Faut-il le rappeler, même quand ces métiers ne passent pas par l'usage d'outils ésotériques (logiciels spécialisés) ou peinent à se faire correctement rémunérer, on ne les improvise pas : un lettré précaire qui donne des conseils littéraires assoit son jugement sur la lecture de plusieurs centaines d'ouvrages par an depuis vingt ans. Le DIY se fait ici porte ouverte au refus de reconnaissance, comme quand la réussite d'un pain maison fait oublier que la boulangère ne fait pas qu'un pain, mais toute une gamme, tous les jours, ainsi que des viennoiseries.

Quand les Américain-e-s du Nord font eux-mêmes à la maison pain, fromage et... vin (!), pris entre des goûts exclusifs et une relative modestie de moyens (qui n'empêche pas de se procurer l'équipement nécessaire), cela nous aide à comprendre la sociologie de ce DIY-là, celle d'une classe assez riche pour être propriétaire mais pas assez pour se payer les mêmes biens et services que les classes dominantes. On l'appelle en général la petite bourgeoisie.

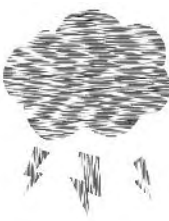
OU INTERDÉPENDANCE VITALE ?

Le recours à des services professionnels, et donc rémunérés, est vécu par la petite bourgeoisie comme inaccessible économiquement, mais il fait paradoxalement partie de manières d'être et de faire qui sont le fait de populations autrement plus pauvres. Dans beaucoup de cultures, manger dehors n'est pas un luxe, c'est manger chez soi qui l'est : posséder un logement assez grand et équipé d'une cuisine est impensable pour les ouvriers célibataires des films de Marcel Carné ou pour les travailleurs pauvres des métropoles du Sud³.

1. Il faut ici rappeler la différence que fait Hannah Arendt entre l'œuvre de l'*homo faber* et la peine de l'*animal laborans*, et les vécus douloureux quand la dernière prend le pas sur l'autre – ce qui est aussi le cas dans l'artisanat. Voir « Travail : quel sens ? », *Offensive* n°25, mars 2010.

2. Le thème de la « sensibilité artistique » innée, de Malraux au musée du quai Branly, est marqué par le libéralisme et ignore les processus de familiarisation et d'éducation à l'art que l'on prodigue aux classes supérieures.

3. À Bruxelles, dans le quartier populaire des Marolles, un café aujourd'hui bien embourgeoisé rend compte de cette histoire : « 1 Warme Water », c'était l'eau chaude que se faisaient livrer des ménages miséreux.



Même si on fantasme les sociétés préindustrielles comme des modèles d'autosuffisance, elles étaient bâties sur de nombreux échanges. Aujourd'hui, à la campagne, les personnes qui sont encore de culture rurale continuent d'échanger dans le cadre local bien plus intensément que cela ne se fait en ville ou en banlieue, et quel que soit le mode (marchand ou non, formel ou non, immédiat ou différé, direct ou indirect). Elles ne se paient pas les services des artisan-e-s du village parce qu'elles sont aisées, mais parce qu'elles sont assez modestes pour tirer des bénéfices de l'inscription dans des circuits d'interdépendance parfois assez complexes. Je tiens, à la lumière des exemples qu'il m'a été donné de voir, que l'autosuffisance domestique vers laquelle le DIY propose de tendre est au contraire un projet de type pavillonnaire.

DIY ET INDIVIDUALISME

On encombre les domiciles avec du matos de pro sous-utilisé, on fait crouler les étagères sous le poids des livres pour faire soi-même. Avec sa perceuse qui servira une fois par an et bientôt son imprimante 3D de salon, ce DIY est une catastrophe écologique : pas d'économies d'échelle, un équipement individuel⁴. Mais c'est aussi une catastrophe humaine, et les deux sont liées. Préchauffer son four nucléaire pour y faire cuire un seul pain⁵ est moins intéressant à tout point de vue que d'en faire plusieurs fournées partagées avec ses ami-e-s (c'est ce que font, sur un mode marchand, des aspirant-e-s boulangèr-e-s) ou que de construire un four à bois d'usage collectif dans un jardin partagé ou dans un village. Mona Chollet, dans son ouvrage *Beauté fatale*⁶, met en parallèle le réinvestissement actuel des sphères personnelle

Le DIY, critique de la consommation, est devenu objet de consommation.

(mode-beauté) et domestique (cuisine-déco), aux dépens pour les femmes de la sphère sociale et du travail rémunéré, avec une dynamique plus globale de repli sur soi par les effets combinés de la crise économique et de l'offensive antiféministe⁷. C'est de cela qu'il s'agit quand faire soi-même ne se conjugue plus qu'au singulier : d'un retour morbide sur l'individu et d'un abandon des destins collectifs.

Et au nom d'une démarche qui est encore quasi unanimement perçue comme déprise du marché, s'ouvrent paradoxalement de nouveaux marchés (grandes surfaces de bricolage, tendance récente du matériel de cuisine professionnel pour grand public, etc.). Le DIY, critique de la consommation, est devenu objet de consommation. Ce n'est pas si paradoxal : les besoins d'accumulation du capital exigent de

mettre tout sur le marché, y compris les tentatives d'autonomie. Le projet d'autonomie défendu par un auteur comme Castoriadis se perd donc dans le désir d'autonomie que nous vend Castorama, flattant un individu en majesté, capable de tout improviser, et qui n'a plus besoin de personne.

ASSUMER L'INTERDÉPENDANCE

Alors que le capitalisme nous vend des apprentissages express (« Devenez vous-même en dix leçons ! ») et des mises à disposition de savoir immédiates⁸, il faut rappeler que c'est à plusieurs qu'on se construit, et dans le temps. Un joli slogan de l'éducation populaire dit « toutes et tous capables ! » et j'y adhère complètement, c'est la raison pour laquelle je suis démocrate et attachée à une consultation populaire plus exigeante que le bulletin mis dans l'urne chaque printemps⁹. Mais « toutes et tous capables » à condition de s'en donner préalablement les moyens, pas « toutes et tous capables » au débotté, tandis que certaines compétences (« au hasard : les miennes », dit le scientifique ou la femme politique, whichever a le pouvoir pour l'imposer) restent un pré carré. Je nous crois toutes et tous capables de consacrer six jours à participer à des conférences de consensus et d'y développer une opinion argumentée et solide, mais je suis un peu moins confiante dans la capacité de chacun-e à développer cette opinion devant la télé, au marché ou devant la machine à café. Il faut un minimum de temps et d'efforts, pour apprendre, se rendre compte de la complexité de l'environnement auquel on est confronté, savoir reconnaître les idées cruches et celles qui vont faire avancer.

Un certain DIY propose de réduire autant la sphère de la consommation que la sphère de l'échange, la sphère du lien. Nous devons tenter à l'opposé de construire une autonomie qui ne soit pas de façade et bancale, et qui pour cela doit plonger ses racines dans un tissu social, dans une communauté politique. C'est tout le sens d'un commerce qui tente de s'autonomiser du capitalisme¹⁰ : systèmes d'échanges locaux, monnaies locales fondantes, prix libre, échanges informels, une partie des initiatives autour de l'économie sociale et solidaire¹¹... tout un monde d'échanges qui ne supposent l'existence ni du capitalisme ni de la société de consommation. Et pourraient justement nous aider à nous en déprendre vraiment.

Aude Vidal

4. Des initiatives existent (fab labs et outilthèques) pour tenter à contre-courant de mettre les outils en commun.

5. Parmi les réactions hostiles suscitées par la publication des précédentes versions de ce texte sur le blog *ecologie-politique.eu*, celle d'une jeune femme dont le pain cuit chaque semaine pour elle et son copain « déchire ». Avec le mauvais esprit qui me caractérise, je traduis qu'en plus de l'exclusivité amoureuse et sexuelle habituelle, ce couple doit avoir adopté l'exclusivité boulangère.

6. Mona Chollet, *Beauté fatale. Les Nouveaux Visages d'une aliénation féminine*, La Découverte, « Zones », 2012.

7. Un *backlash*, ou retour de bâton, qui s'exprime dans des assignations de genre redevenues très fortes (l'édition jeunesse et les cours de récréation en témoignent) ou dans l'écho des masculinistes.

8. Sur le lien avec les utopies technologiques, lire Cédric Biagini, *L'Emprise numérique*, L'Échappée, 2013.

9. Pour une critique de la représentation, voir ma brochure « Élections, piège à cons ? » et la conférence un peu gesticulée qui va avec sur *blog.ecologie-politique.eu*.

10. « Un commerce sans capitalisme », *Offensive* n° 17, mars 2008.

11. Sur le potentiel émancipateur de l'économie sociale et solidaire, lire Jacques Prades, *L'Utopie réaliste. Le Renouveau de l'expérience coopérative*, L'Harmattan, 2012.

LE TERRITOIRE DES ÉTATS-UNIS EST RAVAGÉ PAR L'EXTRACTION DE GAZ AVEC LA MÉTHODE DE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE. LES RÉSTANCES SONT NOMBREUSES, EN PARTICULIER DANS L'ÉTAT DE NEW YORK, OÙ CE PROCÉDÉ N'EST PAS ENCORE AUTORISÉ. LE RÉSEAU SHALESHOCK MÈNE LA BATAILLE SUR TOUS LES FRONTS.

AUX ÉTATS-UNIS, UN RÉSEAU CONTRE LE GAZ DE

AU DÉBUT DES ANNÉES 2000, la mise au point de la technologie de fracturation hydraulique (combinée au forage horizontal) a ouvert l'accès à d'énormes gisements de gaz et de pétrole sous nos pieds, demeurés jusque-là hors d'atteinte. Aux États-Unis, depuis 2005, l'exploitation de ces ressources s'est faite à la vitesse grand V par des compagnies comme Halliburton ou Schlumberger. Aujourd'hui, 38 États sur 50 ont des puits de forage utilisant la fracturation hydraulique. L'État de New York a reconduit jusqu'en mai 2015 le moratoire qui suspend la délivrance de permis pour ce type de puits sur son territoire. Si l'État de New York reste sur sa position, c'est en grande partie grâce à la pression des *anti-fracking* et de groupes qui ont un vrai ancrage populaire. Le réseau Shaleshock est l'un de ceux-là. Il est implanté dans la région des Finger Lakes (« les lacs des doigts de la main »).

Le gisement de la région est une grande formation rocheuse dite « schistes de Marcellus » (*Marcellus Shale*), qui couvre la Pennsylvanie, la Virginie occidentale, l'Ohio et un morceau du Maryland. Shaleshock est un réseau d'information et de lutte composé d'une vingtaine de petites associations locales : des groupes de citoyens impliqués dans la défense de la nature, la protection de la santé ou la diffusion de l'information, et de groupes d'étudiants de la prestigieuse université Cornell d'Ithaca. Le réseau est structuré sur un mode non centralisé et fonctionne de manière horizontale, sans stratégie unifiée. Les membres de Shaleshock privilégient l'alliance entre des petits groupes organisés de manière indépendante et travaillant ensemble plutôt qu'une seule grande association qui représenterait chaque membre. Cette forme d'organisation est « plus puissante, plus souple et plus efficace ». Shaleshock intègre ainsi une diversité de modes d'action. Ryan, l'un des fondateurs du réseau, habite à Ithaca, commune de trente mille habitants entourée par la forêt, au bord du lac Cayuga. Militant libertaire et membre du groupe écolo radical Earth First!, il souligne l'intérêt de travailler avec des personnes aussi diverses : « Nous construisons un mouvement où certain-e-s s'engagent pour la première fois dans l'action politique. Je suis impliqué dans cette lutte principalement parce que c'est très

excitant de faire partie d'un mouvement aussi hétéroclite. » Les militants Shaleshock sont sur tous les fronts et leurs actions ont toutes les formes possibles : forums citoyens, pétitions, veille sanitaire, actions d'éducation populaire, contre-expertise, actions directes non violentes, mobilisation auprès des élus locaux, fêtes de soutien...

CONTRE LA PROPAGANDE DES INDUSTRIELS

La diffusion d'informations, une activité essentielle des militants, se fait en direction des médias et de la population. Elle est nécessaire pour contrer les campagnes de propagande massives des industriels, les promesses des politicien-ne-s politiques liées à l'emploi et à la croissance économique, et les justifications du gouvernement fédéral sur « l'autonomie énergétique » (alors que ce gaz est vendu sur le marché mondial). Dans les communes rurales autour d'Ithaca, de nombreux fermiers pauvres seraient eux bien tenter de louer leur sous-sol aux industriels de l'énergie pour s'assurer un revenu complémentaire. Les militants de Shaleshock s'appuient notamment sur l'expérience de la population du Texas, État défiguré par les innombrables puits de forage à fracturation hydraulique, situés parfois en plein centre-ville, à proximité des habitations et des écoles. Ces puits polluent l'air, le sol et les nappes phréatiques de manière irréversible. Les hautes doses de produits chimiques, de métaux lourds

et de substances radioactives injectés dans la terre ou évaporés dans l'air, empoisonnent animaux et êtres humains. Les effets sur la santé sont d'ordre divers : dommages neurologiques, maux de tête, asthme, cancers, etc. Parmi les autres dégâts, on compte l'intensification de la circulation routière (il faut des milliers de trajets de camions pour faire fonctionner un puits), le gaspillage d'eau (nécessaire pour l'extraction du gaz) et l'augmentation des risques de tremblement de terre. Certains militants mènent la bataille sur le plan juridique : ils démontent les documents officiels fournis par les industriels concernant les effets sur l'environnement de leurs futures activités. En effet, ceux-ci doivent remettre un rapport sur les conséquences



EN LUTTE

LE RÉSEAU SHALESOCK

« Protéger nos communautés locales et notre environnement de l'exploitation du gaz de schiste du gisement schisteux Marcellus », tel est le mot d'ordre de ce réseau implanté dans la région des Fingers Lakes, dans le sud de l'État de New York.
www.shaleshock.org

SCHISTE

de l'extraction pour obtenir l'autorisation du gouvernement de l'État où ils veulent forer – c'est la seule contrainte à remplir pour eux depuis le « vide juridique d'Halliburton » (voir encadré). Des scientifiques, des ingénieurs, des responsables associatifs critiquent les ébauches des rapports des entreprises minières, insuffisants, voire mensongers. Des groupes de Shaleshock se mobilisent aussi par rapport aux autorités locales. Grâce à des mouvements locaux, des petites villes ont ainsi voté l'interdiction des puits utilisant le *fracking* dans leur périmètre. Cette stratégie n'est pas une garantie, car si l'État autorise l'extraction par fracturation hydraulique, les entreprises concernées pourraient poursuivre la mairie en justice sous prétexte qu'elle viole leurs droits à extraire le gaz. « Ces lois locales d'interdiction sont presque symboliques, explique Ryan, mais c'est intéressant : les habitants votent et expriment leur droit, en tant que commune, à décider de ce qui se passe sur leur territoire. »

UN ANCRAGE POPULAIRE

Le réseau Shaleshock a seulement cinq ans mais il bénéficie d'une assise populaire solide. Selon Ryan, le petit groupe de militants est devenu un vrai mouvement grâce à l'opération « d'écoute » mise en œuvre au début de Shaleschok. Au départ, le petit groupe de militants et d'habitants a rencontré un collectif impliqué contre le procédé de l'extraction utilisant la méthode du *mountain top removal mining*. C'est ainsi que Shaleshock est né en 2008. La première action de Shaleshock, après plusieurs réunions politiques, a été de lancer une opération « d'écoute » (*listening project*). Après avoir suivi une formation, les militants ont rencontré les habitants d'une petite ville au sud d'Ithaca, en faisant du porte-à-porte (visitant ainsi plus de trois cents foyers). Le but n'était pas de convaincre les gens que la fracturation hydraulique était dangereuse, mais d'écouter ce qu'ils avaient à dire à propos de cette question. À ce moment-là, le procédé de fracturation hydraulique commençait à peine à être connu. « Les gens étaient vraiment généreux, raconte Ryan. Ils avaient envie de parler. Leurs avis étaient très différents : certains étaient pour les puits d'extraction, d'autres vraiment contre, et certaines familles étaient très sceptiques. C'était très intéressant. » Ryan estime que cette action a été capitale pour Shaleshock (voir encadré p. 40). « Le fait d'avoir pris contact avec tous ces habitants de manière non condescendante, et sans rien demander en retour (même pas de signer une pétition), a incité de nombreuses personnes à rejoindre le mouvement. »

Par ailleurs, Shaleschok n'est pas un réseau fermé, et il soutient d'autres groupes qui mènent des actions contre la fracturation hydraulique. Des membres de Shaleshock ont ainsi participé à des actions sur des sites miniers en Pennsylvanie en juillet 2012. Sur un puits de mine de la société Schlumberger, situé dans une forêt d'État (un espace public, donc), cent cinquante personnes ont bloqué l'entrée, pendant douze heures, empêchant les camions de circuler et obligeant le site à interrompre ses activités. Elles étaient soutenues par des habitants du coin. « Le site fonctionne 24 heures sur 24, mais ils ont essayé de ■■■■



1. Une forme de mine à ciel ouvert qui consiste à faire exploser la montagne en rasant le sommet pour extraire les minerais plus facilement : un cauchemar.

VIDE JURIDIQUE POUR LES INDUSTRIELS DU GAZ DE SCHISTE

L'hydrofracturation consiste à envoyer dans un gisement schisteux des milliers de litres d'eau sous pression additionnés de multiples produits chimiques, à plus d'un kilomètre de profondeur. En 2005, l'Américain Halliburton a été le premier à maîtriser cette technique, mais il était bloqué par les lois fédérales très fermes de protection de l'environnement : le Clean Water Act et le Clean Air Act. En 2005, un amendement à ces lois a été voté grâce à Dick Cheney, vice-président du pays et ancien dirigeant de... la société Halliburton : le « vide juridique Halliburton ». Une petite phrase a été

ajoutée pour dispenser les industriels du pétrole et du gaz de respecter ces lois, qui avaient été conçues pour empêcher les industriels du gaz et du pétrole de polluer l'eau, d'empoisonner les gens, de détruire l'environnement. « En résumé, ce vide juridique revient à dire : "Vous ne pouvez pas conduire en état d'ivresse sauf si vous êtes alcoolique... dans ce cas, pas de problème !" », explique Ryan, militant de Shaleshock. Les sociétés d'exploitation doivent seulement obtenir l'autorisation du gouverneur de l'État où ils veulent forer, et présenter un rapport sur les effets sur

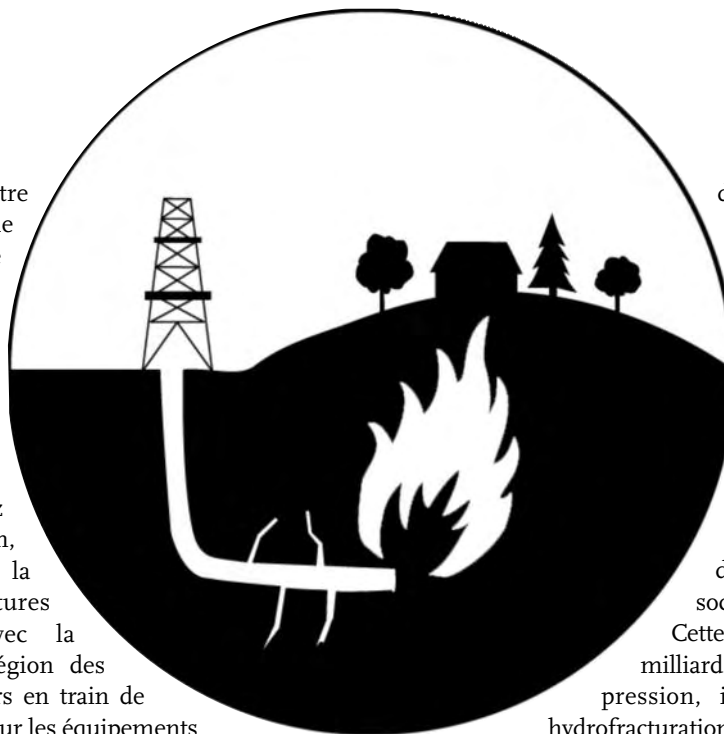
l'environnement (coupe d'arbres, construction de routes, etc.). Elles ont réussi à obtenir de présenter un seul rapport générique pour tous les sites possibles : près d'une rivière, d'un lac, au sommet d'une montagne, dans un désert, etc. Ce rapport doit être approuvé par le gouverneur. Dans l'État de New York, les industriels de la fracturation hydraulique ont réussi à éviter de faire un rapport spécifique sur la fracturation hydraulique. Jusqu'en 2015, suite à une décision du gouverneur Cuomo l'État a suspendu les autorisations d'extraction.



■■■ faire semblant d'être fermés, parce qu'ils ne voulaient pas reconnaître que notre action était efficace», raconte Ryan.

DU GAZ ENTREPOSÉ DANS DES CAVERNES

Dans l'État de New York, le gouverneur n'a pas approuvé l'extraction du gaz de schiste par fracturation, mais il a autorisé la construction d'infrastructures d'extraction de gaz avec la technique ordinaire. La région des Finger Lakes est par ailleurs en train de devenir un site important pour les équipements de stockage de gaz. La vigilance est donc de mise pour les militants. En 2009, certains ont réussi à empêcher des déversements illégaux de déchets toxiques. À Ithaca, des militants ont découvert par hasard un camion qui déversait des eaux toxiques dans un centre de retraitement des eaux. Le conducteur venait de l'État voisin de Pennsylvanie pour se débarrasser des eaux polluées utilisées dans la fracturation hydraulique. Le site n'étant pas conçu pour traiter ces produits chimiques, ceux-ci finissaient... dans le lac Cayuga. Les militants ont réussi à faire stopper la manœuvre, et à alerter les habitants de la ville où ces camions avaient décidé de se rabattre pour décharger leurs contenus. C'est notamment pour cette raison que certains groupes de Shaleshock exercent une surveillance sanitaire de l'environnement, plus particulièrement de l'eau, car la région abonde en lacs, rivières et cours d'eau. Ces collectifs populaires testent l'eau en lien avec des organisations de contrôle de la qualité de l'eau et les administrations de santé



du comté auxquelles ils peuvent demander des subventions pour les grands sites (rivières, marais). Des actions contre le stockage du gaz de schiste ont eu lieu, comme celle des «douze du lac Seneca»: ces militants locaux ont bloqué une station de compression du gaz appartenant à la société Inergy LPG Facility.

Cette station doit stocker des milliards de barils de gaz sous pression, issu de l'extraction par hydrofracturation, dans des cavernes qui sont d'anciennes mines de sel. Trois des douze

personnes ont été inculpées pour «acte de désobéissance civile» et incarcérées. Elles sont soutenues par Shaleshok. Les militants du réseau Shaleschok ont désormais acquis une vision globale du problème de la fracturation hydraulique. «L'important, explique Ryan, est de comprendre que cette exploitation de l'environnement s'ajoute au reste. L'agriculture productiviste a appauvri les fermiers, elle a tué la diversité biologique –à la place, ce sont des champs de maïs à perte de vue. L'extraction de gaz de schiste est un nouveau type d'extraction: les industriels prennent ce qui est rentable pour eux sans rien donner d'autre en retour que la pollution. S'organiser contre cela oblige à imaginer le genre de solution que l'on veut créer. Pour savoir quelle est l'alternative aux puits de gaz, il faut se demander quelle société nous voulons, ce qui est la vraie question, selon moi. Cela nous pousse à regarder comment nous vivons, et à imaginer une nouvelle façon de vivre.» **Chris Vientiane**



À VOIR

Gasland
Ce film indépendant de l'Américain Josh Fox se présente sous la forme d'une enquête à travers les États-Unis sur les conséquences pour les riverains des forages de puits d'exploitation du gaz de schiste. **Gasland 2** est sorti en avril 2013 aux États-Unis. 97 min (2010), DVD Arte éditions.

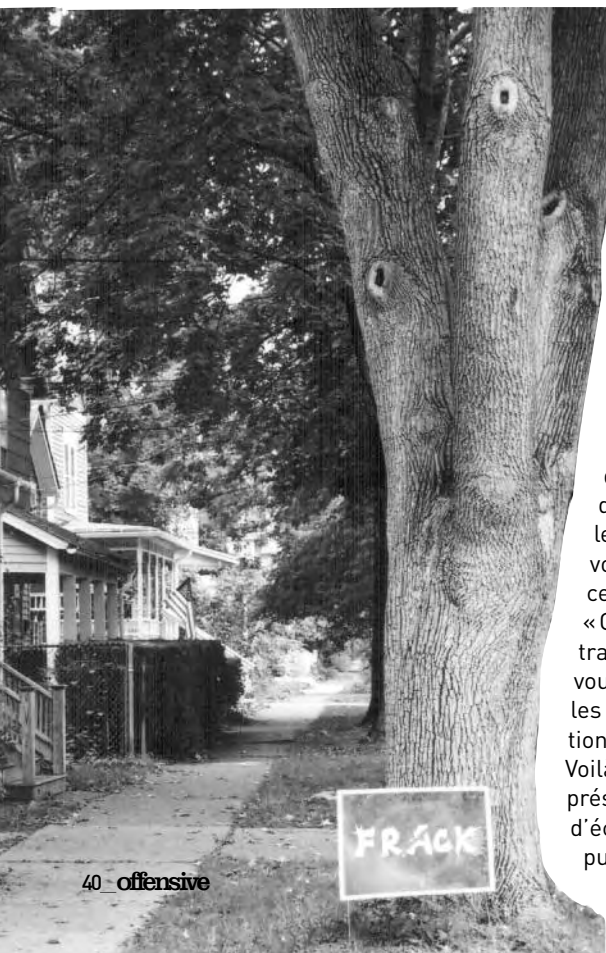
À L'ÉCOUTE DES HABITANTS

LE RÉSEAU SHALE-SHOCK s'est développé suite à un "projet d'écoute" (listening project) dans la région des Finger Lakes (État de New York). Les militants sont partis à la rencontre des habitants pour leur poser des questions telles que: «Depuis combien de temps êtes-vous dans le coin?», «Qu'est-ce qui vous plaît ici?», «Qu'est-ce qui vous déplaît?», «Que pensez-vous de l'extraction de gaz?», «Avez-vous eu des contacts avec les compagnies d'extraction de gaz de schiste?». Voilà comment le réseau présente le «projet d'écoute»: «C'est un outil puissant pour s'organiser

en vue du changement social non violent, surtout utile dans les communautés locales où les conflits et la désresponsabilisation sapent les efforts vers le développement, la justice, la paix ou la protection de l'environnement dans la communauté. Un projet d'écoute est une forme d'action politique ambitieuse et enrichissante. C'est enrichissant car cela fait primer le processus sur le résultat, et le processus a beaucoup à nous apprendre, autant sur ceux qui sont écoutés que sur ceux qui écoutent. L'une des qualités principales d'un projet d'écoute est qu'il s'agit d'être "pour" quelque chose, et pas seulement "contre". Cela en fait une forme d'action communautaire, positive, viable, qui renforce les communautés locales en les rendant plus fortes face aux menaces futures, et promeut l'exercice de

la démocratie à la base. (...) Grâce au projet d'écoute, on apprend des choses sur les valeurs spécifiques et les besoins de la communauté locale. On peut identifier les problèmes et les sujets qui préoccupent les habitants. On peut prendre en compte des voix qui ne sont généralement pas écoutées. Cela aide à construire des solutions créatives pour résoudre des problèmes locaux, à diffuser des informations, à encourager des personnes à s'impliquer et à avoir un point de vue engagé, à former des alliances inhabituelles, à résoudre ensemble des problèmes plutôt que de s'affronter, enfin, à renforcer notre capacité à construire des groupes ayant une base populaire solide sur le long terme ».

Source : site de Shaleschok.





BRESIL CULTIVE RESISTÊNCIA ET VIVÊNCIA NA ALDEIA*

CULTIVE RESISTÊNCIA est l'expression de la volonté de personnes qui se rassemblent pour apprendre, enseigner et échanger des expériences. Née du désir de faire par soi-même, leur proposition est de s'unir autour de la création de nouveaux environnements et de relations bienveillantes entre les personnes. Observer, créer, responsabiliser pour avoir d'autres modes de vie et d'échanges, décentraliser pour trouver l'autonomie. Avec Vivência na Aldeia, les rencontres se font autour de la permaculture, de l'éducation environnementale, des constructions contemporaines avec des techniques de bioconstruction et des traditions indigènes accompagnées par les habitant-e-s de ce village. Cela se passe dans un village Tabapuá Rekoopy, qui se trouve à Itanhaém, sur le littoral sud de São Paulo.

* « Cultive la résistance et le vécu de village. »



PAYS BASQUE MADRID FRAPPE HERRIRA

HERRIRA, le mouvement de défense des droits des prisonniers qui a réuni plus de 100 000 personnes dans les rues de Bilbao en 2012 et 2013 a fait l'objet d'une opération policière d'envergure (18 arrestations, comptes bancaires et sites internet bloqués). Le mouvement est accusé d'apologie des prisonniers d'ETA et de leurs idéaux alors que ETA a déposé les armes et que le collectif des exilés politiques basques EIPK vient de publier un communiqué favorable à la résolution du conflit par des voies pacifiques. Le gouvernement espagnol préfère attiser le feu que s'engager dans un processus de paix.

AUSTRALIE

VICTOIRE ABORIGÈNE CONTRE AREVA

DES ABORIGÈNES ont gagné le combat qu'ils menaient depuis des décennies contre les mines d'uranium qui devaient être creusées par AREVA sur leur territoire de Koongarra (Nord du pays). La bataille de ces Aborigènes, et en premier lieu du propriétaire traditionnel de cette terre, Jeffrey Lee, a permis de la classer l'année dernière au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, puis de la réintégrer pleinement, en février, au parc national. Depuis le 6 février 2013, les terres sont donc protégées contre toute exploitation minière. Jeffrey Lee explique ainsi son combat : « J'ai dit non aux mines d'uranium à Koongarra, car je crois que la terre et les croyances propres à ma culture sont plus importantes que l'exploitation minière et l'argent. L'argent va et vient, mais la terre est toujours là, subsiste toujours si nous nous en occupons, et s'occupera toujours de nous ». Source : bigbrowser.blog.lemonde.fr

SUISSE

LIBERTÉ POUR MARCO CAMENISH

CELA FAIT onze ans que Marco Camenisch est incarcéré en Suisse pour sa participation à des actions antinucléaires dans les années 1970 et des délits liés à sa cavale. Auparavant, il avait déjà passé douze ans derrière les barreaux en Italie. L'année dernière, la liberté conditionnelle aux deux tiers de sa peine lui a été refusée parce que, même incarcéré, il n'a jamais

cessé de lutter. Il a notamment fait de nombreuses grèves de la faim. Les motivations de l'administration pénitentiaire portent sur le risque de récidive et annoncent la volonté de le soumettre à l'internement à durée indéterminée, dès la fin de sa peine, en 2018. Des actions de solidarité ont été réalisées en février 2013.



ESPAGNE

L'ÉDITION S'ENGAGE

DES PETITES maisons d'édition espagnoles sortent les histoires du placard ! Avec des personnages homosexuels mais aussi des familles diverses et multiples : que ce soit par l'orientation sexuelle des parents ou parce qu'elles vivent le divorce, l'adoption, le handicap ou l'immigration. Des ouvrages pour tout public avec des productions originales et de qualité. Nube Ocho vient de voir le jour mais à, ses côtés, Egales, A Fortiori et Topka sont de la partie. Bonne lecture...

- ★ <http://nubeocho.com>
- ★ <http://www.editorialegales.com>
- ★ <http://afortiori-bilbao.com>
- ★ <http://www.topka.es>

ÉTATS-UNIS

QUAND LE GENRE TROUBLE LE BASKET

SON PHYSIQUE et ses performances impressionnantes lui valent des remarques acerbes – « c'est un mec », mais lorsqu'un président de club de la NBA, la ligue de basket masculine, a évoqué l'idée de sélectionner Brittney Griner dans son équipe, voilà qu'elle ne ferait désormais pas le poids physiquement, parce qu'« une femme ne peut pas jouer avec les hommes ». Ce n'est pourtant pas la première fois qu'une femme est présentée pour la NBA : Denise Long en 1969, Lusia Harris en 1977, Ann Meyers en 1979, avaient participé à des essais. L'absence de confirmation de leur sélection n'ayant d'ailleurs pas eu forcément un très grand rapport avec leur jeu... Si les frontières du genre commencent à être ébranlées par des joueurs ou joueuses en activité parlant ouvertement de leur homosexualité – Brittney Griner, encore elle, en avril dernier, suivie de Jason Collins –, prendre le « risque » de faire jouer des hommes et des femmes ensemble ne semble pas être pour tout de suite...



BANGLADESH

TOUS UNIS CONTRE L'EXPLOITATION ?

AU PRINTEMPS, l'effondrement d'une usine au Bangladesh a apporté chaque jour son nouveau décompte de victimes. À l'inverse la révolte des ouvrier-e-s qui a suivi a rarement été jugée digne d'intérêt. Pourtant, à la suite de la catastrophe, ils ont forcé quatre mille cinq cents usines à arrêter leur activité. Dans un pays où les grèves se multiplient depuis des années, les entrepreneurs ont dû décréter deux jours fériés. Pendant une semaine, de nombreux salarié-e-es ont refusé de travailler, alors que le gouvernement les avertissait : « Gardez la tête froide » pour « maintenir les usines opérationnelles, sinon vous allez perdre votre travail ». En soli-

darité, partout en Asie, des travailleuses ont débrayé, comme en Indonésie où des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer l'exploitation dans la sous-traitance. Au final, le consensus émotionnel a conduit à présenter les ouvrier-e-s « en colère », et jamais en lutte contre l'exploitation. Le pape a pu s'insurger contre « un travail d'esclave » oubliant de se joindre aux appels à la grève. Et Primark, une multinationale du textile, qui « s'est engagée à verser des indemnités aux victimes et notamment aux enfants ayant perdu leurs parents », n'a pas pensé une seule seconde à apporter son soutien aux syndicats.

MÉMOIRE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

LES FILS D'EXILÉ-E-S



FILS D'EXILÉ-E-S ESPAGNOL-E-S, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TOULOUSAINNE IRIS-MÉMOIRES D'ESPAGNE, DOMINIQUE FERNANDEZ NOUS RACONTE SON HISTOIRE PERSONNELLE, POLITIQUE ET MILITANTE, QU'IL VEUT TRANSMETTRE, ET EN MÊME TEMPS QUE LA MÉMOIRE DES ENFANTS DE L'EXIL ESPAGNOL.

Propos recueillis
et mis en forme par
Laura.

Comment as-tu connu IRIS et pourquoi as-tu voulu t'y investir ?

Dominique Fernandez : J'ai connu IRIS avec un petit groupe d'amis. Nous avons milité ensemble depuis l'âge de 16-17 ans dans les années 1965-1966. Lorsqu'en 1996, à Toulouse, mon ami Progreso Marin et quelques autres ont décidé de créer IRIS, j'ai adhéré immédiatement au projet mais je n'ai milité véritablement que lorsque j'ai pris ma retraite, en 1999. Je m'y suis impliqué avec l'envie de voir IRIS effectuer un travail de mémoire et prendre une orientation plus politique que culturelle.

En quoi consiste cette association ?

L'association a porté le nom d'Itinéraires recherches et initiatives du Sud (IRIS) parce qu'elle se voulait tournée vers l'Espagne et prenait en considération la problématique Nord-Sud. Il s'agit d'un thème qui a traversé de nombreux mouvements révolutionnaires. Même si elle s'intéressait à l'Espagne, et à l'exil, IRIS se voulait, au début surtout, association à vocation culturelle. IRIS a évolué progressivement vers un programme de fonctionnement, de construction, de recherche beaucoup plus politique. Elle s'est

tournée vers l'histoire de la République espagnole, de la guerre d'Espagne, et vers la courte période révolutionnaire au début de la guerre. Il restait une ambiguïté avec le nom, qui n'avait pas vraiment de sens, même si c'est à travers lui que l'association s'est fait connaître. Nous l'avons rebaptisée IRIS-Mémoires d'Espagne il y a trois ans. Parmi nos objectifs, outre garder la mémoire de l'exil vivante, nous travaillons à faire reconnaître l'illégitimité des gouvernements franquistes, à faire condamner le franquisme pour crimes contre l'humanité, voire pour génocide. Mais nous cherchons aussi à tirer les enseignements et les avancées de la période républicaine, surtout du court épisode révolutionnaire de 1936, pour qu'ils puissent servir aux luttes actuelles. Notre démarche s'enracine dans un travail de mémoire, mais pas une mémoire figée, car il ne s'agit pas de faire des commémorations autour d'une paella ou d'un drapeau. Il s'agit de voir ce que, dans les luttes actuelles, cette histoire-là et le mouvement libertaire peuvent nous apporter. Aujourd'hui, nous travaillons sur ce que l'on appelle la réappropriation de l'histoire de l'Espagne républicaine, entre 1931 et 1939, et sur la mémoire

de cette guerre qui a été complètement occultée durant les quarante ans du franquisme mais aussi ensuite, pendant la molle transition dite « démocratique ». Molle, car elle s'est faite avec un consensus de toutes les forces politiques espérant accéder au pouvoir au travers d'un scandaleux « pacte de l'oubli » qui passait sous silence les quarante années de dictature franquiste et ses innombrables crimes. Et si peu démocratique puisqu'elle entérinait la loi de succession édictée par Franco, qui installait le roi Juan Carlos au pouvoir. Les quarante ans de pouvoir des divers gouvernements qui ont suivi rendent tout à fait légitime le cri de « *Democracia real ya !* » (« pour une démocratie directe ! ») des indigné-e-s espagnol-e-s.

Peux-tu nous expliquer les rapports entre mémoire et histoire que l'expression ambiguë « mémoire historique » semble évacuer ?

Depuis la transition, l'instrumentalisation politique du passé et de l'histoire a toujours été utilisée par le pouvoir. Déjà, sous le franquisme, c'était un moyen de museler les tentatives de contestation sociale, en tout cas les plus radicales. Le fait, par exemple, de se réapproprier les constructions alterna-



tives expérimentées dans le passé, que le discours consensuel de la transition a effacé de la mémoire collective, contribue à donner sens et pertinence aux luttes actuelles. Le mouvement des Indignados (les Indigné-e-s), dans lequel la spontanéité, le refus de s'organiser hiérarchiquement, de se soumettre à une quelconque autorité, permet de retrouver les traces des éléments paradigmatiques des luttes libertaires d'avant et pendant la république et la période révolutionnaire de 1936. Cette énergie joyeuse et collective se déploie dans la volonté de construire le mouvement et de mener la lutte de façon autogestionnaire. La forte exigence de solidarité, le besoin dévorant d'assemblée, le rejet d'une forme de parlementarisme manifesté aux cris de « *No nos representan* » (« ils ne nous représentent pas »), la revendication de justice sociale et de démocratie directe s'enracinent incontestablement dans les idées et les pratiques libertaires qui ont marqué profondément l'Espagne de la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1939.

À quoi ressemblait l'Espagne républicaine entre 1931 et 1939 ?

Il faut distinguer plusieurs périodes. D'abord la république arrive un peu par hasard... Après des élections municipales gagnées par les partis républicains, le roi Alphonse XIII démissionne et, pris de peur, s'exile. Très vite, dans les plus grandes villes (Barcelone, Madrid, etc.), la République est proclamée dans la rue, devant le peuple, et sans qu'il y ait eu de choses plus précises au niveau constitutionnel. En Catalogne même, les premiers représentants du peuple qui prennent la parole proclament l'État catalan. Il faut dire que l'Espagne était à ce moment-là un pays pratiquement féodal. La terre appartenait à un pourcentage infime de la population, aux grands propriétaires terriens, les « *terratenientes* », qui représentaient 1 % de la population et possédaient 80 % des terres. L'Église, qui avait un pouvoir considérable, régnait sur l'éducation et l'on comptait plus de 40 % d'analphabètes. D'autres archaïsmes étouffaient aussi la population. Lorsque la république est advenue, une des premières tâches a

été d'œuvrer au niveau de la culture et de l'éducation. Des écoles d'instituteurs (« *los maestros de la República* ») et des milliers d'écoles ont été créées. Un travail d'alphabétisation a été mené, qui s'est traduit par exemple par ce qui s'appelait « *las misiones pedagógicas* » (« les missions pédagogiques ») : des troupes entières de scientifiques, d'enseignants, d'historiens, de cinéastes, d'acteurs, sillonnaient l'Espagne pour apporter la culture jusque dans les villages les plus reculés. Un exemple : les plus grandes toiles des musées d'Espagne avaient été reproduites à l'identique et circulaient dans des charrettes, des vieux camions, des vieux bus... Il existe une très belle exposition madrilène sur ces « *misiones pedagógicas* », que l'on a présentée à l'université Toulouse II-Le Mirail (avec IRIS-Mémoire d'Espagne) en 2011, pour l'anniversaire de la république. Durant les premières années, la république a tenté d'engager une réforme agraire importante. Il faut dire qu'à ce moment, en Espagne, le mouvement syndical était extrêmement fort et vivant. La CNT, syndicat anarcho-

La transition s'est faite sur un « pacte de l'oubli », cautionné par presque tous les partis, y compris ceux de « gauche », qui attendaient manifestement avec impatience la possibilité de revenir au pouvoir. Ce passage direct, hautement improbable, d'une dictature sanglante à un régime « démocratique » et le consensus qui l'a accompagné ont fait de cette transition un mythe loué par la majorité des démocraties occidentales. C'est pourtant sur et au travers d'une mascarade – ce qui dévoile d'ailleurs la véritable signification du mythe : « construction de l'esprit sans relation avec la réalité » – que ce consensus se fonde. Mascarade d'une amnistie générale qui avait non seulement vocation à plonger dans l'oubli toutes les arrestations, tortures, condamnations illégales (sans aucune légitimité juridique car opérées par des militaires ou des civils factieux), ainsi bien entendu que les crimes de guerre, mais demandait dès lors aux vaincu-e-s, aux opprimé-e-s, de demander pardon à leurs bourreaux ! Mascarade d'un consensus justifié par la crainte d'un retour de la guerre

« il ne s'agit pas de faire des commémorations autour d'une paella ou d'un drapeau. il s'agit de voir ce que, dans les luttes actuelles, cette histoire-là et le mouvement libertaire peuvent nous apporter. »

syndicaliste, avait déjà un million d'adhérent-e-s pour un pays de 26 millions d'habitants, et il a compté jusqu'à un million et demi d'adhérent-e-s dans toute l'Espagne. L'UGT (Union générale des travailleurs), syndicat à tendance socialiste, avait quant à lui huit cent mille adhérents. Le mouvement libertaire avait construit des athénées, sur le mode de l'athénée grec, dans toutes les villes importantes d'Espagne depuis la fin du XIX^e siècle. C'étaient des lieux culturels avec des bibliothèques, des revues, où les ouvriers venaient s'informer, débattre, se cultiver, ou tout simplement « s'alphabétiser » tout en se conscientisant politiquement. Les athénées républicains ou libertaires faisaient un travail en profondeur pour l'éducation et le développement des idées révolutionnaires.

Peux-tu nous parler de cette période de transition dans l'Espagne post-franquiste ?

civile. Mascarade totale enfin car, non seulement et contrairement à ce que l'on a pu voir dans certains pays ayant survécu à une dictature, il n'y a jamais eu en Espagne la moindre tentative pour mettre en place des commissions du type « vérité, justice et réparations ». Mais, bien au contraire, cette transition a permis à tous ceux qui avaient partagé le pouvoir durant quarante ans de conserver leurs postes dans tous les corps constitués, politiques, administratifs, judiciaires, militaires, etc. Pour parvenir à cet effacement de la mémoire, il manquait un ingrédient : il était impératif que la notion de culpabilité due à la guerre, voire aux crimes du fascisme, soit partagée... Et c'est là qu'intervient la sémantique ! Il était de l'intérêt majeur de la classe dirigeante (toutes tendances confondues) de peaufiner l'instrumentalisation de l'histoire au travers de l'élaboration d'une mémoire officielle. Après avoir martelé que la guerre était celle d'une « libération nationale », avoir proclamé qu'il s'agissait



■■■ d'une « croisade au nom de Dieu et de la grandeur de l'Espagne », et avoir construit pendant quarante ans toute une mythologie là-dessus en lui substituant par la suite le thème des « vingt-cinq ans de paix », il était temps de renvoyer les deux camps antagonistes dos à dos en leur faisant partager la responsabilité de la violence et des massacres. La guerre est donc devenue une guerre fratricide, une guerre civile. Le terme s'est surtout considérablement répandu au moment de la transition, et force est de reconnaître qu'il a été benoîtement accepté par toutes et tous, historiens et historiennes compris ! Le piège a bien fonctionné car, au sein même de nos associations, nous ne sommes pas forcément d'accord là-dessus. Tous les Espagnols devenaient ainsi coupables de cette tragédie ! Dès lors, il ne pouvait plus être question d'investiguer sur les crimes du franquisme : « Il y en avait eu des deux côtés », on allait « réveiller les vieux démons ». Il fallait enterrer le passé et ne surtout pas déterrer les dizaines de milliers de morts qui pourrissaient encore dans les fossés ou les fosses communes de toute la péninsule. Sans même parler d'historiens connus pour leur révisionnisme comme les Espagnols Pío Moa ou César Vidal, en France, Bartolomé Benassar a repris à son compte ces interprétations pour condamner la démarche entamée par le juge Garzón pour revenir sur la loi d'amnistie et parvenir ainsi à une condamnation des crimes franquistes. Ce déni de mémoire, initié par la loi d'amnistie et consolidé par la notion de guerre civile, a pour conséquence de « dépolitiser » toute parole relative à cette période de l'histoire et d'évacuer du

champ de l'analyse des expériences révolutionnaires de 1936, comme par exemple les collectivisations. Cette instrumentalisation politique de la mémoire collective fabrique du refoulé en interdisant d'interroger le passé, mais elle a surtout pour ambition d'annihiler toute volonté de mobilisation collective en alimentant la peur irrationnelle de la guerre fratricide. Cela fonctionne encore aujourd'hui en Espagne ! Franco ne se trompait pas quand, au moment de signer le décret d'application de la loi de succession qui faisait de Juan Carlos de Borbón son héritier, il disait : « *Todo está atado y bien atado* » (« tout est ficelé et bien ficelé ») ! Voilà pourquoi le travail de mémoire nous paraît essentiel pour déconstruire ce « ficelage » qui étouffe le peuple espagnol, d'où le travail pédagogique que nous menons auprès des jeunes générations, en France, mais aussi en recevant des lycéens espagnols. Par ailleurs, en analysant les réussites et les erreurs des mouvements anarchistes et anarcho-syndicalistes pendant la république, la révolution et l'exil, nous enrichissons notre compréhension de la situation actuelle des mouvements contestataires et alternatifs. Pour autant, il n'y a pas de pensée unique dans IRIS-Mémoires d'Espagne. Nous ne sommes pas un mouvement politique, mais nous sommes convaincus qu'en analysant et en transmettant ce passé, nous œuvrons modestement à une compréhension plus lucide des situations politiques actuelles et des luttes sociales à mener.

Comment entends-tu, dans le passé et notre histoire actuelle, le mot république ?

Le terme « république » lui-même ne signifie pas grand-chose en soi car il peut recouvrir des réalités bien différentes. Il suffit de voir ce que sont, ou ont été, les républiques socialistes soviétiques, ce qu'est la république d'Iran, ce que sont les gouvernements sociaux-démocrates en Europe ou dans le monde. Non, il ne suffit pas de dire « la république ». En Espagne, en 1934, la droite est arrivée au pouvoir et a mis à bas toutes les réformes timides menées par les républicains. Ensuite se sont développés des mouvements sociaux extrêmement importants, violents, comme la révolte des Asturies en 1934, qui a été féroce réprimée et dans laquelle le chef de l'état-major des armées de la républi-

que, un certain général Franco, s'est illustré. Donc la république, ce n'est pas la panacée mais ce terme fédère toutes celles et ceux qui ont combattu pendant la guerre, qui ont vécu l'exil et qui aspirent maintenant à un changement radical en Espagne. C'est pour cela que l'on utilise avec parcimonie le drapeau républicain et le terme « république » à IRIS-Mémoires d'Espagne.

Peux-tu nous en dire plus sur l'exil et les interviews d'exilé-e-s que tu as réalisées ?

Tout d'abord quelques mots sur l'exil... Ce qui nous rattache les un-e-s aux autres, c'est l'Espagne et cette histoire de l'exil. Cette deuxième génération, la mienne, a vécu cela comme la perte, le manque de quelque chose. Ce n'est pas la terre ni le pays qui manque, c'est une perte beaucoup plus profonde, celle d'un idéal qui nous semblait et nous semble encore non pas une utopie, mais quelque chose de vivant, de réalisable. Il s'agit de se battre pour le faire advenir. N'ayant pas moi-même vécu directement l'exil, il m'est difficile de parler de cette épreuve que mes parents ont traversée, de ce qu'ont pu représenter pour eux et cinq cent mille de leurs semblables cette perte fondamentale et pour la plupart définitive, de leur coin de terre, de leurs souvenirs, l'abandon d'une grande partie de leur famille restée là-bas, l'effondrement de leurs illusions. Bref, le ravage affectif, intellectuel et politique que représente le bagage de tous les exilés. L'exil, c'est aussi la perte de l'enfance... et un grand voile opaque d'incertitude sur l'avenir.

Pourtant, je sais, je ressens au plus profond de moi que, cette perte, ils me l'ont transmise, comme je sais aussi que je l'ai transmise à mes enfants. Par exemple, ils et elles ne se sont jamais senti-e-s français... moi non plus. Je ne me suis jamais senti « complètement » français... ni complètement espagnol (voire catalan, dans mon cas) non plus ! Pour faire court, je peux dire que si, culturellement, je me sens plutôt français (quoique chérissant la littérature ou le cinéma espagnols), je suis émotionnellement « *de l'autre côté des Pyrénées* » (« de l'autre côté des Pyrénées »). Eux, bien qu'internationalistes, pour la majorité des combattants en tout cas, sont restés espagnols. Certains n'ont jamais pu parler correctement le français. Nous, les enfants, on baignait dans un baragouin, un « *mescladis* » franco-

catalano-espagnol! Les exilés ont toujours vécu avec la nostalgie d'une révolution et/ou d'une guerre perdue (en fonction de leur engagement politique), et tous avec la nostalgie d'un pays perdu lorsqu'ils ont compris, après 1945, qu'ils n'y retourneraient plus. Cette nostalgie, ils nous l'ont transmise. Ils n'ont pas pour autant essayé de nous « fabriquer » espagnols. Dans les milieux libertaires, en tout cas ceux dans lesquels j'ai grandi, l'immense respect manifesté pour la culture et les connaissances nous ont poussés à vouloir être de « bons élèves ». Je pense que c'était une façon de réussir, à travers leurs enfants, une intégration que la société française, dans sa majorité, ne leur facilitait pas. À Toulouse, la richesse de la vie culturelle des Espagnols dans l'exil témoigne de cette soif d'apprendre, de partager et de communiquer le savoir et la création. Si, au cours des premières années de l'exil, les divisions et les affrontements entre les diverses composantes du camp républicain ont perduré, parfois de façon violente, les désaccords et les divisions dans la mouvance libertaire qui existaient pendant la guerre ne se sont pas effacées après la *Retirada*. Elles ont désespéré plus d'un-e, les éloignant pour certain-e-s du militantisme. Dans ce vécu douloureux de l'exil, il est difficile de séparer la dimension émotionnelle et affective individuelle de la dimension politique collective. La conjonction de ces deux souffrances est un poids qu'ils auront porté toute leur vie et qu'ils ont pu surmonter dans le militantisme pour certains, dans le travail acharné pour beaucoup, dans la construction ou la reconstruction d'une vie familiale pour la majorité, et pour toutes et tous, dans la conservation au fond de leur cœur d'un rêve inachevé, ce précieux idéal de justice et de liberté.

Beaucoup ont réussi un travail de transmission de l'histoire et de leurs engagements à leurs enfants. Nous sommes nombreux et nombreuses à nous être engagé-e-s dans des associations mémorielles et, pour certain-e-s (les communistes surtout), dans des organisations politiques. Pour ma part, c'est au travers de mon engagement dans IRIS-Mémoires d'Espagne que j'assume cet héritage, dans un travail de recueil de mémoire sous forme d'interviews filmées d'exilé-e-s encore en vie, dans l'écriture théâtrale également. Mais je l'ai également fait dans ma vie

professionnelle, en introduisant sur mon lieu de travail auprès d'adolescents en difficulté un projet éducatif qui soit porteur des valeurs que j'ai reçues et qui tendent vers l'idéal libertaire que j'ai fait mien. L'idée des interviews est venue de ma rencontre en Catalogne avec des amis qui travaillent dans le cadre de la *Generalitat de Catalunya*. La Catalogne bénéficie depuis quelques années d'une autonomie importante. Ces mêmes personnes ont créé le *Memorial Democràtic* et travaillent à la récupération de la mémoire, mais traquent également toutes les traces et les résidus du franquisme qui sont encore nombreux dans les villes et qui l'ont été jusqu'à maintenant dans toutes les instances de l'État, de l'administration, de la justice, etc. Bref, celles et ceux qui travaillent au *Memorial Democràtic*

mais de pouvoir transmettre, y compris à travers des anonymes, une histoire de vie à partir de leur enfance, pendant la république, la guerre et l'exil... Leurs souvenirs de ce qu'était l'école de la république, de ce qu'a été la répression en Espagne pour ceux qui y sont restés, la répression pendant la guerre quand ils se sont parfois retrouvés du côté franquiste... Leur faire raconter ce que l'exil a été pour eux et favoriser une éventuelle transmission de cette histoire à leurs enfants.

Parmi les interviews que tu as faites, y en a-t-il une qui t'a plus marqué que les autres ?

Je ne peux pas dire qu'il y en ait une qui m'ait marqué plus qu'une autre. Toutes sont marquantes. La plupart des gens que j'ai interviewés... je ne

À LIRE

Rebelle. Amoureux fou de liberté et de justice
Angel Fernandez,
Messages, 2001
www.iris-memoires
despaigne.com



ont commencé à recueillir la mémoire des gens qui avaient vécu la guerre, qui étaient les « exilés de l'intérieur », c'est-à-dire celles et ceux qui avaient pu combattre le fascisme et qui sont resté-e-s en Espagne. Ce sont eux qui nous ont sollicité-e-s en nous demandant des adresses de libertaires en exil, parce qu'ils se sont rendu compte qu'en Espagne, ils avaient surtout interviewé des communistes. Et l'idée m'est venue de faire ce travail de recueil de mémoire avant que celle-ci ne disparaisse complètement. Le but n'était pas d'aller chercher des héros, des personnages importants,

dirais pas que ce sont devenus des amis parce que c'est un mot trop fort, mais j'ai noué et conservé avec la plupart d'entre eux des relations extrêmement chaleureuses. Tout simplement parce que je ne faisais pas cela sur un plan professionnel, mais qu'il y avait aussi une implication de ma part, de par mes origines, de par mon histoire personnelle... Mon père, qui était un militant de la CNT et de la FAI (Fédération anarchiste ibérique), est mort quand j'avais dix ans et je n'ai pas pu l'interviewer, ni même l'entendre raconter son histoire et son parcours. ■

CIRQUE DE FEMMES

EQUILIBRES EN TOUT GENRE

PRATIQUER LE CIRQUE POUR ACQUÉRIR PLUS D'AUTONOMIE, TANT AU NIVEAU MENTAL QUE PHYSIQUE, TEL EST LE DÉFI RELEVÉ PAR LES FEMMES DE CE CIRQUE PAS COMME LES AUTRES. DÉCOUVERTE D'UNE EXPÉRIENCE SINGULIÈRE.

CONTACT

CIRQUE DE FEMMES
EN TOUT GENRE :
CFTG.WORDPRESS.COM

À QUOI PEUT BIEN RESSEMBLER un cirque de femmes ? Un cirque féministe ? C'est, selon le Women's Circus' de Melbourne, en Australie, un espace où l'on tient compte des vécus de violence des femmes, mais aussi de leurs forces et de leurs énergies. Il n'est pas ici question de mettre les femmes dans une position de victimes, mais de créer de la solidarité et de l'entraide, tout ceci au travers d'un moyen créatif et ludique, la pratique du cirque. Cirque de femmes en tout genre est né de la découverte de ce cirque hors norme. Le collectif s'est monté à Toulouse dans le but d'organiser la tournée du Women's Circus en France. Le spectacle *Out of the Box* (que l'on peut traduire par « hors de la case » ou par « en dehors des normes ») a été joué à Auch, Moissac, Pamiers, Toulouse et Villeurbanne. Il a dévoilé au public un cirque amateur mettant en scène des femmes se libérant de certaines contraintes, défiant les idées reçues, ayant confiance dans le soutien des autres et dans leur propre force, et donnant de l'importance à ce qui compte. Ce spectacle a été créé, joué et totalement porté par des femmes, y compris au niveau des tâches techniques comme le montage de la scène ou la sonorisation. L'entrée était libre, c'est-à-dire que l'on donnait ce que l'on voulait pour assister au spectacle, pour permettre au plus grand nombre d'y assister. Ce fut aussi l'occasion de présenter une exposition photographique sur le Women's Circus et de

monter des ateliers d'initiation au cirque destinés à des structures et des associations locales accueillant des femmes. L'aventure Cirque de femmes en tout genre aurait pu s'arrêter là, mais les neuf membres du collectif ont voulu continuer à faire vivre un cirque amateur accessible à toutes les femmes. Ayant fait le constat que c'est sur et autour du corps des femmes que de nombreuses violences se construisent, elles ont ressenti le besoin de créer un espace créatif, collectif et féministe autour de la pratique du cirque.

SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE

Après la tournée, elles ont donc continué à organiser des ateliers en partenariat avec des structures et associations locales accueillant des femmes, pour les femmes suivies mais aussi pour les salariées de ces associations. Le fait que les femmes participent à ces ateliers de manière indifférenciée, sans que soit précisé qui sont les « accompagnantes » et qui sont les « accompagnées », permet de questionner la place et le rôle des travailleuses sociales. Mais le travail en atelier est fondé sur la recherche de solidarité et d'entraide, il tend donc à instaurer un espace le plus égalitaire et le plus sécurisant possible. Le travail en atelier ne débouche pas automatiquement sur un spectacle, mais ce qui importe aux membres de Cirque de femmes en tout genre, c'est l'impact que cette expérience peut avoir sur les femmes qui y participent. Elles considèrent que le fait de se sentir forte et mieux dans son corps peut vraiment influencer sur le cours d'une vie. C'est aussi un moyen de faire émerger une parole et des pratiques amateurs qui n'ont pas toujours leur place dans le milieu du spectacle. De manière plus générale, Cirque de femmes en tout genre, au travers de ses interventions, tente de mettre les formes d'oppression vécues tous les jours par les femmes en échec (injonctions à se conformer à des normes esthétiques, pratiques corporelles censées être masculines ou féminines, violences faites aux femmes, discriminations dans toutes les sphères de la société, etc.). Il lutte contre les rôles différenciés imposés aux femmes et aux hommes. C'était notamment le cas lors d'une parade organisée par la mairie de Toulouse le 8 juin dernier et qui a pour nom Toulouse en piste. À cette occasion, Cirque de femmes en tout genre a mené sa première création et a pu porter un message féministe de façon visible. Les participantes ont décidé de mettre en scène un intérieur ménager et de détourner des objets et meubles. Elles avaient aussi imaginé un « chœur de

1. Littéralement « cirque des femmes ».





femmes » autour du char, dans le but de produire des images de femmes décalées et de dénoncer les discriminations subies par les femmes dans l'espace public. Des musiciennes ont également participé au projet en créant les morceaux accompagnant le spectacle présenté.

UNE AVENTURE FÉMINISTE

À terme, Cirque de femmes en tout genre souhaiterait aussi questionner plus largement les questions de genre dans le cirque contemporain, les représentations des femmes sur scène étant généralement assez stéréotypées. La création artistique peut, dans une perspective féministe, permettre l'invention d'autres possibles et d'autres représentations. L'aventure a commencé sous la forme d'un collectif qui s'est rapidement monté en association pour demander des subventions en vue de la tournée du Women's Circus de Melbourne. Suite à cette tournée, il a adopté le statut associatif, mais ses membres ont instauré un fonctionnement non hiérarchique. Ces féministes se rassemblent tous les deux mois pour des conseils d'administration, qui ont a priori plus la forme d'assemblées générales. Les décisions y sont prises collectivement, au consensus. Pendant ces temps de travail et de discussion, les membres de Cirque de femmes en tout genre discutent

La création artistique peut, dans une perspective féministe, permettre l'invention d'autres possibles et d'autres représentations.

des points techniques et stratégiques, mais poursuivent également la réflexion autour de la question de la réappropriation de son corps par la pratique artistique. Pour ne pas tomber dans la théorie pure, les membres de Cirque de femmes en tout genre partent de leurs propres expériences, qu'elles confrontent et décryptent. Deux des membres de l'association étaient impliquées plus activement dans les tâches administratives et l'animation des ateliers. Depuis quelques mois, l'une des deux est devenue salariée de l'association, en contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE). Mis à part les problèmes qu'engendre la position d'employeur quand on veut fonctionner de manière non hiérarchique, la professionnalisation et l'institutionnalisation supposent souvent une perte d'autonomie du collectif. Pour l'instant, Cirque de femmes en tout genre n'en est pas là... C'est une expérience vivante et intéressante à laquelle on souhaite longue vie. **Albertine**

Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

LE MONDE À L'ENVERS UN ENCRAGE LOCAL

À GRENOBLE, en 2010, quelques personnes décident de diffuser des textes de critique sociale dans le réseau des librairies et des bibliothèques auquel elles n'avaient pas accès jusqu'alors. Vue comme complémentaire d'un travail de diffusion militant classique, via des tracts ou des brochures, l'idée est d'éditer des textes de critique sociale avec un impact local, qui seraient disponibles dans les librairies de la région. Comme les distributeurs habituels des petites éditions critiques n'en desservent que quelques-unes, la distribution est directement gérée par le collectif. Deux fois par an, une tournée de plusieurs jours s'organise pour aller visiter une soixantaine de librairies de la région, pour récupérer l'argent des ventes, réajuster les



dépôts et proposer les nouveaux ouvrages. Cette tournée régulière permet de fonctionner au dépôt, ce qui évite le problème de libraires qui seraient intéressés mais craignent de ne pas vendre, et limite la gestion fastidieuse de commandes et factures par courrier (l'ensemble du travail est effectué bénévolement). L'ancrage local est très marqué dès les premiers livres, qui abordent la vidéosurveillance à Grenoble et la presse régionale. Mais souvent, le local fait écho à des considérations globales. Si la situation de départ de *Métro, boulot, chimio* se trouve en Isère, le débat qu'il soulève – peut-on combattre l'industrie tout en défendant ses salarié-e-s ? – a un retentissement plus large. De même, l'histoire de l'installation d'ouvriers siciliens à Fontaine relatée dans la BD *Disgrazia !* est une histoire universelle de l'immigration. La plupart des livres sont entièrement « faits maison » : de l'impression à l'assemblage, en passant par la sérigraphie des couvertures. Le souci du bel objet qui attire l'œil est présent, même si des raisons plus pragmatiques entrent en jeu : « Parce que nous sommes en capacité de le faire, et que les livres ainsi fabriqués sont peu chers ». Mais la forme des livres est au service du fond et le contenu prime. « Le but n'est pas de s'épuiser dans les tâches de fabrication, mais de faire circuler des idées au service des luttes. » Sur de gros tirages, le recours à un imprimeur professionnel se fait sans regret. Enfin, la cohérence entre l'impact local des textes édités et leur pratique de diffusion fait que les livres se vendent bien. Alors que les ouvrages sont essentiellement diffusés en Rhône-Alpes, les tirages sont proches de ceux de petites éditions critiques diffusées nationalement. Mais, surtout, ces ventes se font dans des lieux où l'on ne trouve pas d'habitude d'ouvrages de critique sociale et touchent un public nouveau.

LE MONDE À L'ENVERS

46 bis rue d'Alembert, 38000 Grenoble
mondenvers@riseup.net | <http://www.lemondealenvers.lautre.net>

NOUVEAUTÉS



Andrée Michel
éditions iXe
190 p.

FÉMINISME ET ANTIMILITARISME

LA MAISON D'ÉDITIONS iXe a eu la riche idée de réunir sept textes introuvables de la sociologue et militante Andrée Michel, figure historique trop méconnue du féminisme hexagonal, engagée depuis une cinquantaine d'années contre le colonialisme et le patriarcat. Une part des textes, écrits entre 1984 et 2004, résume son analyse : la militarisation du monde se fait contre les femmes. Car en temps de guerre comme en temps de paix, l'industrie militaire (« formation sociale aggravée du patriarcat ») renforce leur exploitation et leur appauvrissement. Par conséquent, les luttes féministes devraient affirmer des positions antimilitaristes et refuser la culture de la guerre, dans les pays du Nord comme au Sud. Andrée Michel, qui prône la solidarité internationale, cite en exemple les luttes de femmes des pays du Sud, en particulier celles des féministes colombiennes qui résistent aux paramilitaires comme aux violences dans la famille, de manière déterminée, autonome et inventive.



Laurence Biberfeld
Au-delà
du raisonnable
292 p.

LES ENFANTS DE LILITH

ENTREZ DANS ce conte urbain contemporain. On y suit les péripéties d'une tribu de Tsiganes dont l'ancêtre, Sara Bi Limoresqo, est immortelle. Ce petit monde est confronté à la veuve Bayrish, « toute-puissante entrepreneuse de l'industrie pharmaceutique », qui a encouragé leur installation à la cité des Tortues, à Høndanse. On est pris aux tripes par les personnages pleins de vie de ce roman, notamment les femmes, qui échappent de manière jouissive à tous les clichés. Laurence Biberfeld joue admirablement avec la langue et tisse un récit rocambolesque qui nous entraîne dans l'épopée des Tsiganes à travers l'histoire. Elle peint ce peuple tant méprisé de nos jours avec un amour non feint.



Éric Fournier
Libertalia
196 p.

LA COMMUNE N'EST PAS MORTE

LES USAGES POLITIQUES DU PASSÉ DE 1871 À NOS JOURS

APRÈS LE LONG débat sur la Commune de Paris, considérée comme un crépuscule des révolutions du XIX^e siècle par certain-e-s et une aurore de celles du XX^e siècle par d'autres, la notion de carrefour qualifie aujourd'hui plus sûrement l'événement. L'auteur en présente les mémoires plurielles et conflictuelles en trois séquences chronologiques (1871-1917, 1917-1971 et de 1971 à nos jours) et en suivant trois axes. Il s'interroge sur la fabrication de la mémoire et la résonance du passé tout en plaidant pour une histoire comme « antidote à la résignation ». Refusant l'oubli comme la mythification, il souligne que si les hommes et les femmes de la Commune ont mené leurs luttes, il nous reste à « mener les nôtres ».



Danièle Kergoat
La Dispute
353 p.

SE BATTRE, DISENT-ELLES...

LES ANALYSES qui croisent les rapports sociaux de sexe, de race et de classe gagnent actuellement en visibilité dans les recherches et dans les luttes. À la frontière entre théorie féministe et sociologie du travail, ce recueil d'articles écrits entre 1978 et 2010 mêle analyses théoriques pionnières, notamment dans la construction des concepts de division sexuelle du travail et de rapports sociaux de sexe, et enquêtes empiriques – monographies d'usines et de collectifs d'infirmières – restituées dans des articles incisifs et rigoureux.

Patrick Marcolini
L'Échappée, 338 p.

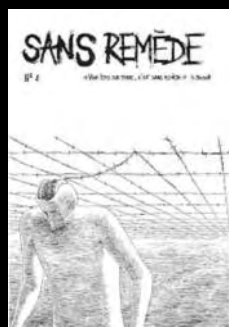
LE MOUVEMENT SITUATIONNISTE

UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE

CE LIVRE, richement documenté, retrace l'aventure situationniste depuis les avant-gardes artistiques dont elle est issue jusqu'aux prolongements contemporains dans les champs de la production intellectuelle ou de l'action politique. Au-delà d'une description précise des théories et pratiques situationnistes, l'auteur en propose une lecture critique. Ce mouvement a contribué à nourrir la révolte face à l'emprise grandissante de la marchandise et de l'État sur tous les aspects de la vie. Par lui s'est exprimée la volonté d'expérimenter de nouvelles formes d'existence et de communauté en rupture avec l'ordre établi. Mais il a aussi accompagné, malgré lui, le renouvellement du système capitaliste dans les caractéristiques que nous lui connaissons aujourd'hui (flexibilité, auto-entreprenariat, mise en réseau, management). Un état des lieux nécessaire pour mieux orienter nos résistances à construire.

REVUE

Sans remède



LE PRÉAMBULE décrit la ligne du journal : témoignages, analyses critiques et points de vue sur le système psychiatrique. **Sans remède** a été créé en Ariège. Quatre ou cinq non-professionnel-le-s ont commencé par témoigner de leur internement, refusant de penser une psychiatrie « positive », puis un collectif s'est monté à Paris. Le numéro 4 vient de sortir. On y trouve une riche analyse de la fabrique du patient, ainsi qu'un dossier interrogeant les fins politiques de la psychiatrie : son rapport historique aux instances de répression

et de gestion ainsi que les manières de l'affronter radicalement, à travers l'exemple du SKP en Allemagne (Collectif socialiste de patients). **Sans remède** est aussi un collectif qui tient une permanence à Bagnolet tous les derniers jeudis du mois (au Rémouleur, 106, rue Victor-Hugo) une table de presse et un espace non marchand tous les derniers dimanches matins du mois, au marché de La Croix de Chavaux, à Montreuil.
CONTACT
<http://sansremede.fr>
sans.remede@laposte.net

INCONTOURNABLE



Alexandre Skirda
Les Éditions de
Paris Max Chateil
376 p.

KRONSTADT 1921 PROLÉTIARIAT CONTRE DICTATURE COMMUNISTE

L'ÎLE DE KRONSTADT à quelques kilomètres de Saint-Petersbourg, fut la fierté de Lénine. Pour cause, elle était habitée en grande majorité par de vaillants marins révolutionnaires victorieux. Mais en 1921, ceux-ci sont furieux de l'autoritarisme des bolcheviques. Après avoir lancé des appels à la révolte contre les abus bolcheviques, Kronstadt fait sécession en refusant le pouvoir central. C'est uniquement par les armes et les mensonges que le pouvoir « communiste » en viendra à bout. Mensonges qui continueront bien après les événements, puisque la légitimité de Lénine et de Trotski s'en trouve fortement compromise. Alexandre Skirda remet en contexte, explique jour après jour, parle longuement de l'après et des conséquences pour les différents acteurs. Édifiant !



LETTRE AUX PAYSANS SUR LA PAUVRETÉ ET LA PAIX

Jean Giono
Héros-Limite • 2013 (1^{re} édition 1938)

ON CONNAÎT le romancier, chantre de la Provence rurale. On connaît moins le politique, libertaire et pacifiste. En 1938, à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, c'est au monde paysan que Giono s'adresse pour conjurer les dangers du conflit qui menace. Pourquoi les paysans ? Parce que ce sont eux qui produisent la nourriture de l'humanité. Sans leur collaboration, tout cesserait de fonctionner : villes, gouvernements, armées. Mais plus profondément, Giono met ses espoirs dans la paysannerie pour renverser le monde, parce que la paix qu'elle représente est d'un ordre plus précieux encore que celle qui existe entre les nations : c'est le calme de la nature, la sérénité des âmes à son contact, « la lenteur de l'amitié avec la vie » - à l'inverse de « la maladie moderne de la vitesse ». Dans ce sens, la Lettre aux paysans est aussi un magnifique réquisitoire contre notre civilisation, son culte de la technique industrielle, la mécanisation de toutes les activités, l'écrasement de l'individu-e dans la masse, avec l'argent comme intermédiaire universel. En face de cette civilisation, Giono place une pauvreté qui ne relève pas de la misère mais d'un esprit de mesure et de frugalité, d'un retour salvateur aux choses simples.



Léo Thiers-Vidal
Bambule
203 p.

RUPTURE ANARCHISTE ET TRAHISON PRO-FÉMINISTE

LÉO THIERS-VIDAL, décédé en 2007, a beaucoup travaillé, à la fois comme chercheur et comme militant libertaire, sur les privilèges masculins. Ce recueil regroupe des entretiens, des interventions publiques et des articles parus dans des revues militantes ou académiques. À travers ces textes se devinent le cheminement intellectuel de l'auteur, les événements, rencontres et lectures qui l'ont aidé à développer sa « conscience de genre ». En abordant plusieurs stratégies utilisées par les dominants pour ne pas remettre en cause leurs privilèges, et en proposant des moyens de ne pas les reproduire, cet ouvrage esquisse ce que pourrait être un engagement sincère des hommes en soutien aux luttes féministes.

ROMAN GRAPHIQUE



DISGRAZIA !

Coline Picaud
Le Monde à l'envers, 158p.

DANS CE RÉCIT GRAPHIQUE, l'auteure part à la recherche de ses racines et nous raconte l'histoire de sa famille, d'origine sicilienne, qui émigre à Grenoble au début du XXe siècle. Porté par un dessin en noir et blanc, aéré et vivant, le propos est sincère, humble et extrêmement bien documenté. Si l'on peut parfois se perdre dans les diverses ramifications familiales, les parcours de vie, qui nous sont contés ici avec finesse et émotion, prennent toute leur force au regard de leur portée politique plus universelle. Ce livre rend un vrai hommage à ces petites histoires, ces chroniques sociales trop souvent oubliées, et contribue à les garder vivantes.



JEUNESSE



LE BUS DE ROSA

Fabrizio Silei, Maurizio A. C. Quarello, Didier Zanon et Emmanuelle Beutque
Sarbacane, 40 p., à partir de 8 ans

APRÈS UN LONG voyage en bus, un grand-père et son petit-fils arrivent au musée Henry-Ford, à Detroit. Tous deux vont replonger dans le passé, assis dans un vieux bus qui a assisté à une scène historique. Le grand-père raconte comment, le 1^{er} décembre 1955, il fut le témoin du courage de Rosa Parks, qui refusa de céder sa place de bus à un Blanc. C'est l'histoire de la résistance, de la soumission, de la peur des un-e-s et du courage des autres. Tout cela est magnifiquement illustré, avec des couleurs chaudes pour les scènes actuelles et des jeux de noir et blanc pour les flash-back. Le récit ne manque pas d'humour et de tendresse au regard de la relation du grand-père et de son petit-fils. L'album finit par un clin d'œil sur l'actualité, une première page de journal qui montre que le président des États-Unis est un homme noir...



Leonardo Padura
Métallé
742 p.

L'HOMME QUI AIMAIT LES CHIENS

ON TROUVE trois personnages principaux dans ce roman. Le premier est un écrivain cubain raté qui survit au milieu des difficultés de l'île après la fin de l'URSS. En 1977, il rencontre sur une plage de La Havane un étrange personnage qui promène des lévriers russes. Ce dernier lui fait des confidences sur Ramón Mercader, l'assassin de Trotski. Dès lors, on suit les destins croisés de Léon Trotski, de son expulsion d'URSS à sa mort à Mexico, et de Mercader. Donnant une véritable épaisseur à chacun des protagonistes, Padura, au terme d'un récit puissant, rend palpables le drame et le mensonge de la contre-révolution stalinienne, faisant dire à Trotski qu'il fallait « sortir la Révolution de l'abîme de perversion où l'entraînait une réaction décidée à assassiner les plus beaux idéaux de la pensée humaine ». Une tâche qui reste encore à accomplir...

INTERZONE EN ATTENDANT LE PRINTEMPS



QUI S'INTÉRESSE un tant soit peu au rock français, de près ou de loin, a sûrement déjà assisté à un concert de Serge Teyssot-Gay. Longtemps resté dans l'ombre de Bertrand Cantat lorsque Noir désir était à son apogée, lui qui a annoncé son départ du groupe pour « désaccord humain et professionnel », n'a jamais cessé de participer à la création de projets extraordinaires, mêlant à la fois musique et littérature. On se souvient de la mise en musique du roman de Georges Hyvernaud, *La Peau et les Os*. Mais également de l'accompagnement musical des poèmes d'Attila József avec Denis Lavant et Kristina Rady, qui a su éclairer à nouveau l'œuvre du poète hongrois.

Interzone est un tout autre projet. C'est avec Khaled AlJaramani, musicien rencontré à Damas il y a une dizaine d'années, qu'il a créé celui-ci. Durant ces dix ans, trois albums naîtront du dialogue entre Orient et Occident, de la rencontre entre l'oud de Khaled et la

guitare de Sergio. Le dernier disque, « *Waiting for Spring* », entièrement instrumental, est sorti au début de l'année 2013 et se veut clairement politique : « C'est notre réponse à ce qui se passe en Syrie, mais aussi dans le monde entier, où la finance décide des vies et des non-vies, où plein de gens sont dans la merde. La musique d'Interzone, c'est chercher les angles morts, c'est-à-dire faire naître la vie là où on pense qu'il n'y en a pas ». Tout est dit. « Nous sommes le fruit de nos rencontres/L'addition de nos erreurs, de nos sentiments, de nos envies, de nos souvenirs/Nous sommes une construction fragile, nous avons besoin de nourrir nos passions, nos joies, nos peines/De nous sentir seul au milieu de la foule, de savoir profiter de chaque sens pour apprendre, oublier, recommencer. » Difficile de mettre des mots sur cet album, des mots qui auraient un sens, qui « expliqueraient » ce que l'on ressent à l'écoute des sept morceaux du disque. Peut-être cela serait-il plus facile en donnant la traduction d'un des poèmes que Khaled AlJaramani psalmodie sur le dernier morceau, *Évasion* : « Dis à mes compagnons s'ils m'ont vu mort et ont pleuré de tristesse/Ne croyez pas que je suis mort/Dieu, celui que vous voyez mort n'est pas mort/Mon âme est un oiseau, et ce corps est sa cage/Je me suis envolé et sa cage est restée vide ».

Le plus simple est encore d'aller les voir sur scène. De les observer jouer, se regarder, se sourire. De partager avec eux ce moment d'amitié, de paix, de fraternité. Ce moment qui nous servira, sans aucun doute, à imaginer de prochains printemps. Jacques



PREMIÈRE LIGNE - ALBUM ÉPONYME CD

Ceux qui fréquentent les concerts de soutien les auront sûrement déjà vus sur scène. Il s'agit du regroupement du rappeur Skalpel, de DJ Ayke (de la K-Bine) et du rappeur E.One (de Eskicit). Les deux rappeurs sont depuis longtemps sur la même longueur

d'onde : engagement, réalisme et discours sans détour. Sur une musique de « puriste » (sample de soul, scratch, etc.), Skalpel se fait plus chantre révolutionnaire et E.One plus personnel : une bonne complémentarité donc. <http://bboykonsian.com/premiereligne>

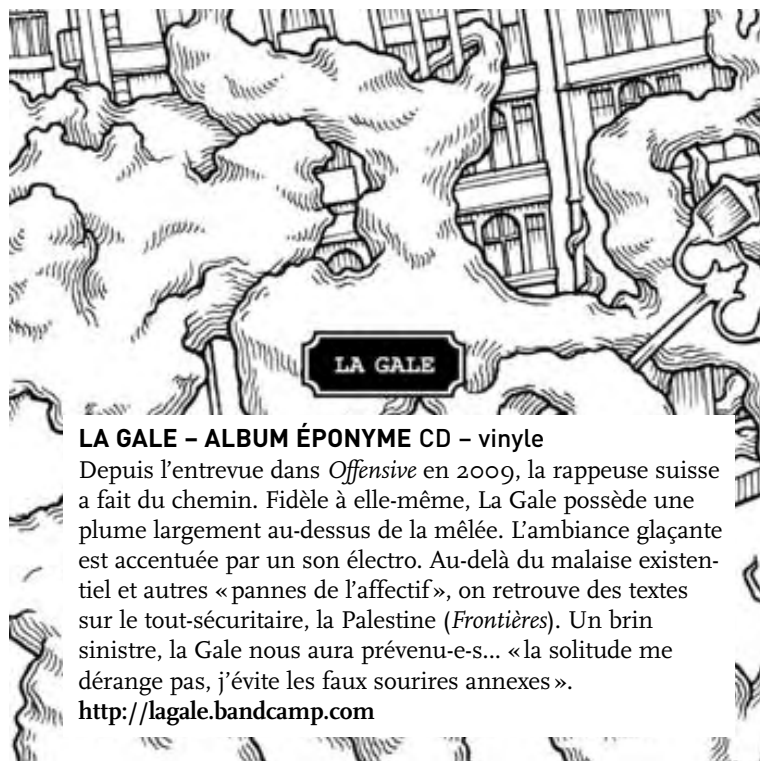


ROCÉ - GUNZ'N'ROCÉ CD - vinyle

Depuis *Top départ* (2002), c'est le quatrième album solo de Rocé. Toujours aussi impressionnant, Rocé : couplets ciselés et thèmes fouillés (en bref, le fond et la forme). Pour les thèmes de cet opus : on aura la dénonciation du mépris de classe via la culture et le langage (*Habitus*),

le mépris et les faux-semblants (*Le Sourire des villes*), le rythme imposé (*La vitesse m'empêche d'avancer*), les fausses postures (« À quoi sert de lever le poing s'il est tenu par un fil ? », *Du fil de fer au fil de soie*).

<http://gunznroce.com>



LA GALE - ALBUM ÉPONYME CD - vinyle

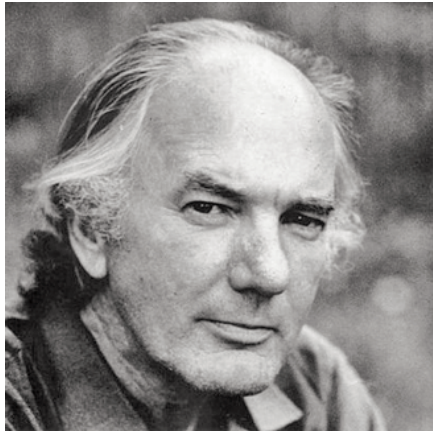
Depuis l'entrevue dans *Offensive* en 2009, la rappeuse suisse a fait du chemin. Fidèle à elle-même, La Gale possède une plume largement au-dessus de la mêlée. L'ambiance glaçante est accentuée par un son électro. Au-delà du malaise existentiel et autres « pannes de l'affectif », on retrouve des textes sur le tout-sécuritaire, la Palestine (*Frontières*). Un brin sinistre, la Gale nous aura prévenu-e-s... « la solitude me dérange pas, j'évite les faux sourires annexes ».

<http://lagale.bandcamp.com>

RETOUR SUR

THOMAS BERNHARD

ÉCRIVAIN et dramaturge autrichien, Thomas Bernhard (1931-1989) fait partie des auteurs les plus féroces de son époque. Il a écrit une vingtaine de pièces de théâtre et autant de romans traduits dans de nombreuses langues. En lutte constante contre une maladie respiratoire incurable, il a fait de l'écriture une arme pour survivre et pour attaquer, avec sarcasme, la société autrichienne, les milieux artistiques et politiques et tous les comportements médiocres : lâcheté, hypocrisie, mensonge, bassesse. « Artiste de l'exagération », comme il se définit, il ne se contente pas de mettre le couteau sur la



plaie : il l'enfonce et il remue... Dans ses romans (du premier, *Gel* [1967], au dernier, *Dans les hauteurs* [1991], en passant par *Des arbres à abattre* [1987]), il traite de la folie, de la solitude, de la difficulté des rapports entre individus, et de la contradiction inhérente à l'être humain. Son écriture, bâtie sur une architecture complexe, est structurée par la répétition et les variations, sur le modèle de la musique sérielle. Ses pièces, parmi lesquelles *Une fête pour Boris* (1970), *L'Ignorent et le Fou* (1972), *Déjeuner chez Wittgenstein* (1984) et *Simplement compliqué* (1986), dénoncent la comédie et le mensonge du monde avec des personnages grotesques (estropiés, alcooliques, fous, philosophes, acteurs cabots, etc.). « Le plus

À LIRE

Récits 1971-1982

Thomas Bernhard, Gallimard, 2007

Thomas Bernhard.

Une vie

L'Arche, 1994

Autrichien et le plus anti-Autrichien » des écrivains a reçu de nombreux prix littéraires et son théâtre a été monté sur des scènes prestigieuses, en Allemagne et ailleurs, en particulier par le metteur en scène Claus Peymann. Le scandale a entouré la plupart de ses pièces, y compris sa dernière, *Heldenplatz* (1989), qui dénonce la survivance, à Vienne, de la mentalité qui a rendu le nazisme possible. Lui qui était surnommé « le Grand Méchant Pessimiste » cherchait de manière obsessionnelle à dire la vérité tout en étant parfaitement convaincu que dire la vérité est impossible... Tout Bernhard est dans cela, la tentative vaine répétée et l'humour, aigu, cinglant ou plein de paradoxes, proche de l'autodérision, salutaire, en un mot. Chris Vientiane

LA POSSESSION À L'ÉCRAN

ROUSSEAU A ÉCRIT que tout le malheur de l'humanité avait commencé le jour où un membre de l'espèce avait décidé de clôturer un coin de terre, en déclarant : « Ceci m'appartient ». La propriété privée est l'institution fondatrice du capitalisme, et ceci plus encore au moment où celui-ci décide d'investir le

terrain de la consommation, instaurant une équivalence entre bonheur et acquisition de biens. Dans une société basée sur la possession des objets, qui veut aussi faire sa propagande par le biais du cinéma, ce dernier finit lui aussi par poser la question : « Est-ce que ce ne sont pas plutôt les objets qui nous

possèdent ? »... et ceci tout d'abord au sens magique du terme. C'est pourquoi l'envoûtement par l'accumulation, le fétichisme de la marchandise et le culte de l'argent sont les grands thèmes du cinéma critique de la possession. Serge Lorenz & Patrick



POLICE FÉDÉRALE. LOS ANGELES

(To Live and Die in L.A.)

film états-unien de William Friedkin

1985, 101 min

On le savait depuis *L'Exorciste*, William Friedkin est le cinéaste de la possession. Il en donne ici

une nouvelle illustration, économique cette fois, en prenant pour prétexte une histoire de vengeance policière. À travers la traque frénétique de deux agents (campés par William Petersen et John Turturro) lancés à la poursuite d'un faux-monnayeur glaçant (Willem Dafoe), Friedkin présente le désir de possession comme le venin qui circule dans les veines de la société états-unienne, et montre les rapports de dépendance qui vont faire d'une jeune indic' la propriété personnelle des flics qui prétendent la protéger.



AVRIL (Aprili)

film d'URSS (Géorgie)

de Otar Iosseliani

1961, 46 min

Début des années 1960 : un

homme et une femme

s'installent en couple, et

entreprennent de meubler leur

nouvel appartement. Mais on a beau être dans la Russie « communiste », la furie de posséder règne à l'Est comme à l'Ouest, et peu à peu les objets, des plus indispensables aux plus futiles, vont envahir le quotidien des jeunes amoureux. Bientôt leur amour étouffera sous l'abondance matérielle... Toute la poésie du cinéma d'Iosseliani, fantaisiste jusqu'au surnaturel, mise au service d'une critique radicale de la société de consommation dans sa variante soviétique.



LA CHAISE (La Silla)

film espagnol de Julio D.

Wallovits

2005, 95 min

Un homme solitaire, entre deux âges, prend conscience de la platitude routinière et irrémédiable de son existence.

Angoissé, il quitte son appartement, s'éloigne de ses proches et jette tout ce qu'il possède – sans succès pourtant. Il découvre un jour, chez un

brocanteur, une chaise stylée – années 1920 – et se convainc que cet objet aura le pouvoir de changer sa vie lorsqu'il le possédera. Sous le signe de Baudrillard et de Kafka, la fable d'un réalisateur argentin qui creuse cruellement notre relation tragicomique et inquiétante aux fétiches qui nous entourent.



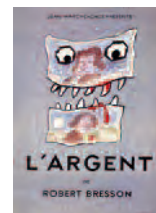
NOUVELLES DE L'ANTI-ANTIQUITÉ IDÉOLOGIQUE

(Nachrichten aus der ideologischen Antike.

Marx-Eisenstein-Das Kapital)

film allemand de Alexander Kluge, 2008, 570 min (version réduite 87 min)

Après avoir tourné *Octobre*, en 1928, Eisenstein avait pour projet d'adapter *Le Capital* « au travers du filtre de l'*Ulysse* de James Joyce ». Kluge, l'un des grands cinéastes contestataires des années 1970, interroge ce projet avorté et enquête, à l'aide de passages lus du texte, d'interviews d'intellectuels, d'images d'archives ou de citations incrustées, sur l'actualité et la généalogie du *Capital* et ses possibles adaptations dans la culture populaire : un long et foisonnant voyage godardien dans le capitalisme du XXI^e siècle, le socialisme et le cinéma.



L'ARGENT

film français de Robert Bresson

1983, 90 min

Le dernier film de Bresson, tiré de la nouvelle de Tolstoï *Le Faux Coupon*, raconte l'argent et sa circulation maléfique comme un film d'horreur abstrait : un jeune

livreur, après avoir tenté de se débarrasser d'un faux billet, est entraîné dans une spirale criminelle jusqu'à une grâce toute problématique. La mise en scène et son parti pris antidramatique accentuent l'impression d'une nécessité sociale inhumaine, où le réel tout entier semble disparaître tandis que l'argent seul demeure, omniprésent et insaisissable (« Où est l'argent ? », demande machinalement le protagoniste dans une des répliques les plus célèbres du film).

**INTERVENTIONS
GRAPHIQUES**

**TATOUAGES DE MARINA KNUP, ANARCHO-PUNK, TATOUUEUSE
DE SÃO PAULO, AU BRÉSIL, MEMBRE DE LA MAISON D'ÉDITION
IMPrensa MARGINAL, ET PRODUCTRICE DE FILMS
ANARCHISTES (ANARCO-FILMES).**

